
Votez pour moi ! Comment la « Méthode Zemmour » a transformé la campagne présidentielle française de 2022

Auteur : Charlier, Clarisse

Promoteur(s) : Defays, Jean-Marc; Herbillon, Marie

Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres

Diplôme : Master en communication multilingue, à finalité spécialisée en communication interculturelle et des organisations internationales

Année académique : 2022-2023

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/19043>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Université de Liège
Faculté de Philosophie et Lettres
Département de Médias, Culture et Communication

Votez pour moi ! Comment la « Méthode Zemmour » a transformé la
campagne à la présidentielle française de 2022

ANNEXES

Sous la direction des professeurs Marie Herbillon et Jean-Marc Defays

Mémoire présenté par Clarisse Charlier
en vue de l'obtention du grade de Master en communication multilingue

Année académique 2022 – 2023

TABLES DES ANNEXES

1. Discours sur le pouvoir d'achat à Lille – Éric Zemmour.....	4
2. Discours de la Convention Présidentielle à Reims – Marine Le Pen.....	25
3. Discours à la Défense Arena de Paris – Emmanuel Macron	42
4. Meeting immersif de Nantes – Jean-Luc Mélenchon	68

1. Discours sur le pouvoir d'achat à Lille – Éric Zemmour

Zemmour, Éric, 2022. « Le discours de Lille », sur ericzemmour.fr, 5 février 2022. Consulté le 2 avril 2023 à 8 h 45.

<https://www.ericzemmour.fr/discours-lille>

Bonjour à tous, chers amis !

Quel plaisir d'être de retour à Lille ! Quel plaisir d'être de retour sur cette terre du Nord si humaine, si sincère et si chaleureuse !

Quel plaisir de venir entouré de mon équipe ! Vous les avez écoutés ! Je suis fier qu'ils soient à mes côtés aujourd'hui ! Philippe, Gilbert, Guillaume, Maxette, Jérôme, Jacline, Jean-Frédéric, Laurence, Bruno, Jacques, Benjamin, et tous les autres, merci !

Et vous, quel bonheur de vous retrouver ! Lillois ! Dunkerquois ! Lensois ! Valenciennois ! Calaisiens ! ... Décidément j'aime les gens du Nord, leur franchise, leur solidité, leur humilité et leur courage !

Quelle terre de feu que cette terre du Nord !

Quel peuple chaleureux que ce peuple de géants !

Quel haut sommet que ce plat pays qui est le vôtre !

Merci de votre accueil aujourd'hui à Lille. Et avant tout, je voudrais que nous ayons ensemble une pensée pour cette policière de 24 ans, grièvement blessée hier à Lille par un multirécidiviste déjà connu de la police ! Nous lui apportons tout notre soutien ! Et je veux également remercier toutes les forces de l'ordre qui nous protègent ! Merci, Mesdames et Messieurs, je sais que vous êtes nombreux parmi nous aujourd'hui !

Lille, ville du lys. Son nom, son blason. Lille, la couleur de ses briques et la puissance de ses beffrois. Lille, la cité de Vauban, de Charles de Gaulle, et de vos visages, de la France du travail, de la France du mérite !

À travers vous, en cette terre de labour et de labeur, de charbon et de coton, de courage et de tissage, je voudrais m'adresser aujourd'hui à la France du travail. Et lui donner enfin l'espérance qu'elle attend. Nous avons besoin plus que jamais de rendre au travail son sens, son salaire et sa valeur.

En quelques mois, c'est la quatrième fois que je viens chez vous, pour vous écouter, vous comprendre, vous présenter ma vision de la France et mes solutions pour les Français, face aux épreuves que nous traversons.

En octobre dernier, j'étais venu déjà vous parler de travail, de mérite, de fierté et d'industrie. Je veux maintenant vous dire ce que nous allons faire ensemble, pour que demain, pour que dans un an, dans cinq ans, dans trente ans, notre pays et nos enfants se portent mieux.

Un ami lillois m'a dit un jour : « Ici, on a du cœur au labeur », et cette formule est restée gravée dans ma mémoire. Votre terre si souvent malmenée n'a pas seulement donné à la Nation nombre de héros et tant de grands hommes, vous avez aussi apporté à la France des industries magnifiques, de grands groupes florissants, des PME innovantes, des entrepreneurs audacieux, des ingénieurs brillants, des travailleurs solides !

Longtemps, le Nord fut la seule terre d'industrie d'une France qui était alors presque exclusivement un pays de paysans ! Longtemps le Nord fut le cœur industriel de la France ! Longtemps, le Nord fut cette terre où arrivaient en grand nombre des immigrés venus d'abord de Belgique, et puis d'Italie et de Pologne. Longtemps le Nord fut cette terre où ouvriers français et immigrés se retrouvaient au café et à l'église, où les étrangers adoptaient sans rechigner la langue et le mode de vie des Français qu'ils côtoyaient. Longtemps le Nord fut cette terre où l'assimilation permettait une véritable intégration, un véritable vivre-ensemble, où tous, quelles que soient ses origines, se retrouvaient dans le même amour de la France, de son histoire, de ses mœurs, de sa sociabilité. Où la culture ouvrière, socialiste, se mêlait à l'amour d'une patrie qui leur permettait de vivre décemment et d'élever leurs enfants dans la paix et la dignité. Où tous se retrouvaient dans le même respect du travail, du mérite, de l'effort. Oui, ici dans le Nord, on est les héritiers de ces générations d'ouvriers durs à la tâche qui ne ménageaient pas leur peine et leurs efforts.

Oui, ici, on ne recule pas devant les efforts !

Alors, ici encore plus qu'ailleurs, l'assistanat est une insulte. Ici, on se lève tôt le matin et on peut se coucher le soir avec le sentiment du devoir accompli. Et je sais combien, ici, dans les classes les plus populaires jusqu'aux classes moyennes, on déteste l'assistanat. Quand on se lève chaque matin à 5 h pour aller travailler, quand on gagne difficilement sa vie à la sueur de son front, on n'accepte pas que le voisin vive mieux que soi grâce à des aides sociales sans avoir besoin de travailler.

Notre civilisation, c'est celle du travail, et du travail bien fait. C'est à cela que l'on reconnaît un Français. Souvenons-nous de Charles Péguy, célébrant le goût et le soin du travail, et cette même application de la rempailleuse de chaise et du bâtisseur de cathédrale, à des siècles d'écart, trouvant dans le travail à la fois la réalisation d'eux-mêmes et celle de leur ouvrage. C'est là notre trésor, notre patrimoine, notre capital. Chaque peuple a son rapport particulier au travail : les Américains, c'est le respect du contrat. Les Allemands, c'est le sens de l'équipe. Les Français, c'est l'honneur ! Oui, l'honneur du travail bien fait, qui relie l'ouvrier et le patron.

Dans le Nord, comme en Vendée, cher Philippe de Villiers, avec cette histoire extraordinaire que tu m'as racontée l'autre jour : un entrepreneur enraciné, partageant tout avec ses salariés, jusqu'au football du dimanche lorsqu'il se met sous les ordres de son ouvrier devenu son capitaine sur le terrain ! Un jour les actionnaires décident de le chasser : l'argent n'entre pas assez vite à leur goût ; la Chine produit moins propre, mais plus et plus vite ; le patron est débarqué ; et pour la première fois de leur vie, les ouvriers font grève, scandalisés, déterminés. Les actionnaires doivent céder : le patron est de retour, sous les applaudissements de ses ouvriers !

Oui, n'en déplaise aux partisans de la lutte des classes, notre capital, c'est le travail, et le travail, notre capital. Ensemble, inséparables, non délocalisables ! Face à la folle lutte des classes et l'injuste loi de la jungle, je serai le président de la réconciliation des classes, le président qui réunira l'entrepreneur et le travailleur.

Nous ne sommes pas de ces utopistes qui rêvent de la fin du travail et du revenu universel, ni de ces socialistes qui abandonnent les ouvriers, et qui instaurent les 35 heures qui appauvrissent la France et les Français ! Et Emmanuel Macron, qui s'est présenté comme l'homme du progrès, n'a en rien fait progresser notre pays !

Vous savez mieux que personne, ici quels sont les ravages d'une société où le travail est méprisé, où les travailleurs sont remplacés au nom de la mondialisation heureuse et de l'immigration, où l'assistantat paye mieux que l'artisanat, où les usines ferment quand les parachutes dorés s'ouvrent.

De tout cela, nous allons parler ensemble aujourd'hui ! Alors pour aborder des sujets aussi importants pour l'avenir de notre nation, pour le quotidien de chacun d'entre nous... Je suis heureux de vous voir aussi nombreux ! 8 000 personnes mes amis !

En venant aussi nombreux aujourd'hui, vous me faites chaud au cœur ! Mais sachez quand même que vous avez contrarié quelqu'un... quelqu'un d'important ici paraît-il ! Mes chers amis, aujourd'hui, en étant 8 000 à Lille, vous faites de la peine à Martine Aubry ! Ah... Martine Aubry ! La « maire-emploie », comme l'ont surnommée ses amis socialistes ! Votre très chère maire qui dit que je ne suis pas le bienvenu dans sa ville de Lille. « Sa » ville de Lille ! Car elle lui appartient cette ville, voyez-vous !

Martine Aubry, qui appelle les antifas, cette racaille d'extrême gauche, à manifester contre nous aujourd'hui. Martine Aubry qui rêve de susciter des violences, pour qu'on nous accuse ensuite d'être responsables de ces violences ! Toujours les mêmes méthodes chez les gauchistes. Mais sommes-nous violents, mes amis ? Voulons-nous la violence ? Non !!! Nous voulons la paix !

Alors en votre nom mes chers amis, je veux dire à Madame Aubry : non Madame, les Lillois ne vous appartiennent pas, ils sont libres, libres de faire ce qu'ils veulent, libres de penser ce qu'ils veulent, libres de dire ce qu'ils veulent pour leur pays, libres de dénoncer ce que vous, vous refusez de voir.

Car à Lille et dans toute la région, l'islamisation se répand, et je n'ai pas beaucoup entendu Martine Aubry sur ce sujet. Madame Aubry, la grande républicaine, qui n'a rien à dire quand des quartiers entiers de sa ville échappent à la République, dont les lois sont remplacées par la Charia.

Martine Aubry, la grande-prêtresse de la laïcité, qui reste muette quand des citées entières de sa métropole lilloise basculent dans l'intégrisme musulman.

Martine Aubry la féministe, qui ne trouve rien à dire quand des femmes musulmanes exigent et obtiennent des horaires de piscine aménagés dans sa ville et quand on voile des petites filles de 6 ans à Roubaix.

Ah, Roubaix !... L'Afghanistan à deux heures de Paris et à vingt minutes de chez vous ! Il y a deux semaines, la chaîne M6 diffusait un reportage sur l'islamisation de Roubaix.

Je suppose que vous l'avez vu ? Vous avez vu ces poupées sans visages, vous avez vu ces restaurants où les femmes sont parquées dans des box, ces écoles coraniques subventionnées ou l'on voile des fillettes de 6 ans. Vous avez vu ce que finalement... vous saviez mieux que personne ! Mais ce soir-là, à une heure de grande écoute, la vérité a éclaté au visage de tous ceux qui voulaient encore la nier : la terrible vérité, celle que nous connaissons, celle que 67 % des Français craignent, c'est que la France s'islamise à grande vitesse.

Et quelle tristesse pour des villes comme Roubaix ! Dans cette cité ouvrière, on ne trouve plus beaucoup d'usines, mais on trouve beaucoup de mosquées. On peine à trouver des cafés, mais on trouve beaucoup de boucheries hallal. On n'a plus beaucoup de librairies françaises, mais on tombe sur des librairies islamiques. On n'aperçoit plus beaucoup de jupes, mais on voit beaucoup de niqabs. On cherche la France, et on ne la trouve plus. La France disparaît sous les yeux effrayés des Français, des Roubaisiens qui n'ont pas fui. Qui n'ont pas pu fuir.

Et on apprend depuis, que les courageux journalistes qui ont tourné ce reportage sont maintenant menacés, eux et leurs familles, de décapitation, de viol. Ils doivent vivre sous protection policière parce qu'ils ont osé montrer la réalité... Je vis la même chose, je sais ce que c'est. Je m'y suis habitué depuis des années. Mais c'est un scandale ! C'est un scandale que les Français s'habituent à vivre ainsi dans leur propre pays !

Oh bien sûr, nos bonnes âmes de droite comme de gauche relativisent et détournent le regard ! Il ne faut pas faire de vague !

Oui, bien sûr, pendant ce temps, les idéologues de gauche ont toujours la main sur le cœur ! Pour Jean-Luc Mélenchon, tout n'est affaire que de pauvreté et de misère. Pour lui, les choix individuels n'existent pas, l'Histoire n'existe pas, la culture n'existe pas et la démographie n'existe pas.

La délinquance ? C'est à cause de la pauvreté. La criminalité ? C'est la pauvreté. La saleté ? La pauvreté. L'islamisation ? La pauvreté toujours !

Votre fille s'est faite agresser par un étranger ? C'est à cause de la pauvreté. Votre mère s'est faite cambrioler ? C'est la pauvreté. Votre immeuble est saccagé ? La pauvreté, toujours et encore la pauvreté, seule et unique explication à tous les problèmes du pays.

Ce soir, je veux vous le dire, dans ce fief de la gauche française, mes chers amis : la vision socialiste de la pauvreté est une vision odieuse !

Selon ces politiciens de gauche, la pauvreté mène nécessairement à la délinquance. Si l'on est pauvre, alors, forcément, on aurait l'envie de voler, de piller, de détruire, et pourquoi pas de tuer. Cette théorie est affreuse. Elle est une insulte à tous ces gens modestes qui se sont toujours fait un devoir de rester honnêtes, de rester droits, parfois tellement plus droits que les riches et les puissants ! Une insulte pour tous ceux qui refusent de brandir l'injustice de la vie pour la rendre encore plus injuste.

Songez aux innombrables Français, de condition modeste, qui, grâce à leur intelligence, leur courage, leur travail, grâce à leur propre mérite, ont réussi à s'en sortir, à mener des vies dignes, et certains même à devenir riches, et à créer des empires. Voilà notre vision du monde ! Voilà notre modèle !

De Taubira à Mélenchon, de Valérie Pécresse à Emmanuel Macron, voyez la valse des grands bourgeois qui fantasment sur un prolétariat d'immigrés qu'ils ne connaissent pas.

Que disent-ils ? « Il faut plus d'argent, et on arrêtera la délinquance ! » La réalité, mes amis, c'est que ces quartiers sont tout, sauf abandonnés. Ils sont gavés d'argent public et de prestations sociales. Ils sont privilégiés.

La réalité, c'est que la véritable pauvreté, beaucoup de Français la connaissent, la vivent et la subissent. Ils vivent cette peur, lorsque l'argent vient à manquer... lorsque les dettes s'accumulent... et lorsque les fins de mois deviennent difficiles, voire même impossibles...

Lorsqu'on a travaillé toute la semaine, et qu'à la fin il ne reste plus un centime... Lorsqu'on s'est épuisé à la tâche, et qu'on ne mange toujours pas à sa faim... Lorsqu'on est une mère seule, et qu'on doit travailler toujours plus parce qu'il faut payer la garde des petits... Lorsqu'on connaît des difficultés à se soigner, à éduquer ses enfants, à soutenir ses parents. Ces angoisses qui polluent le quotidien et qui gâchent l'existence. Ces angoisses, je ne les raconte jamais, mais je les ai connues quand j'étais enfant. J'ai connu à 10 ans, les huissiers qui frappent à la porte. J'ai connu l'obligation d'aller vivre chez mes grands-parents parce que mon père ne pouvait plus payer le loyer. J'avais la chance d'avoir un père travailleur, courageux qui s'est toujours relevé, qui s'est sacrifié et qui m'a permis d'arriver là où je suis. Comme vous le savez, je sillonne la France depuis des mois : je vois venir à moi tant de Français qui me confient : « Monsieur Zemmour, faites quelque chose, on n'en peut plus ». À ces jeunes de 20 ans qui me disent : « j'ai coupé mon chauffage, je n'ai plus de quoi le payer ». À ces femmes seules qui soupirent : « Je ne vais plus voir ma mère à la maison de retraite, l'essence est trop chère ». Oui, j'ai croisé souvent le désarroi et parfois la misère, l'indignation et parfois la colère. Ils me le disent, je les entends : « On dirait que là-haut, ils ne vivent pas dans la même économie que nous, ils ne vivent pas dans le même pays que nous ; ils nous parlent de statistiques, et nous on vit de précarité. Ils sont loin, si loin de la France ».

Vous, mes amis, quand vous connaissez ces difficultés, vous restez dignes. Vous restez honnêtes. Vous restez fiers. Vous cherchez des solutions. Vous ne fraudez pas. Vous ne

dégradez pas vos logements. Vous éduquez correctement vos enfants. Vous ne brûlez pas des écoles ni la voiture du voisin. Vous ne cassez pas ! Oui, chez vous, on ne casse pas !

Vous ne voulez pas casser, vous voulez construire. Vous ne voulez pas être assistés, vous voulez travailler. Vous ne voulez pas l'aumône, vous voulez vivre dignement de votre travail. Je le sais, je vous entends et je vous réponds. Et je veux vous répondre différemment des politiciens qui vous parlent !

Car aujourd'hui, tout le monde ne parle plus que du pouvoir d'achat. Tous les candidats répètent en boucle qu'ils sont « LE candidat du pouvoir d'achat », qu'avec eux, on va vous « rendre » du pouvoir d'achat, comme si on l'avait gardé quelque part. Je les écoute depuis des semaines, et en réalité, de la droite jusqu'à la gauche, ils disent tous la même chose : ils ne disent rien !

Que vous promettent-ils, tous en cœur ? Des cadeaux. Des baisses, des chèques, des déductions, des pourcentages, des barèmes, des tours de magie, de l'argent public, de l'argent théorique, de l'argent magique.

Je vais vous dire quelque chose, mes amis. L'argent magique n'existe pas ! L'argent public, l'argent théorique, l'argent gratuit, leurs belles promesses, tout cela n'existe pas. Avec tous ces cadeaux, ils vont vous ruiner et ils le savent. Chacune de ces mesures censées lutter contre la baisse du pouvoir d'achat va faire chuter votre pouvoir d'achat.

Pourquoi ? Parce que cet argent qu'ils promettent de vous donner, ils vont vous le voler. Cet argent qu'ils vous promettent, c'est le vôtre. Chaque euro qu'ils vous font miroiter pour demain se trouve aujourd'hui dans votre porte-monnaie. Ils sont en train de vous acheter avec votre propre argent ! Ils vous appâtent avec des chèques cadeaux, mais vous passerez à la caisse ! Vous payerez cash tout ce qu'ils prétendent vous offrir ! Et, à la fin, non seulement vous n'y aurez rien gagné, mais vous y aurez perdu, et beaucoup, car cette redistribution en boucle va coûter une fortune au pays, et là encore, c'est vous qui la financerez ! C'est du racket déguisé en charité ! L'argent public, c'est votre argent ! Plus d'argent public, c'est moins d'argent pour vous !

Alors, regardons la vérité économique en face. En réalité, personne, dans cette campagne, ne se demande vraiment ce que veut dire « pouvoir d'achat ».

Alors, nous allons nous le demander ensemble. Qu'est-ce que le pouvoir d'achat ? Le pouvoir d'achat, c'est l'argent qui vous reste quand l'État arrête de tout vous prendre. Le pouvoir d'achat, c'est ce que vous gardez quand vous avez payé les charges qui pèsent sur votre salaire,

la TVA sur tous vos achats, les taxes sur votre plein d'essence, votre impôt sur le revenu, votre redevance télé, vos impôts locaux, votre taxe foncière. Le pouvoir d'achat, c'est ce que l'État veut bien vous laisser, quand il vous laisse quelque chose. C'est ce qui vous permet de payer votre loyer, vos vêtements, vos repas, votre médecin et vos médicaments, votre voiture et l'essence de votre voiture, vos loisirs quand vous le pouvez, tout, absolument tout. Le pouvoir d'achat, retenez bien cela, chers amis : c'est l'argent que l'État ne vous prend pas. C'est ce que les technocrates de Bercy, dans leur grande générosité et leur immense bonté vous laissent après vous avoir essoré. Le pouvoir d'achat, c'est ce qui reste de votre vie quand on vous laisse être autre chose qu'un contribuable.

Le pouvoir d'achat, c'est ce qui vous reste quand vous cessez de financer une bureaucratie écrasante, des millions d'étrangers qui ne travaillent pas, l'assistanat généralisé, l'endettement incontrôlé de l'État, l'aide en pure perte aux pays pauvres du monde entier.

Nous sommes le peuple le plus taxé au monde. Il faut se le répéter sans cesse, mes amis, matin, midi et soir, car on a du mal à y croire. Nous sommes le peuple le plus taxé au monde. Riches, pauvres, appartenant à la classe moyenne, nous sommes tous les plus taxés au monde ! Nous avons les taxes et impôts les plus élevés du monde. Nous travaillons près de la moitié de l'année pour financer un État devenu obèse qui dépense sans compter. C'est normal, ce n'est pas son argent : c'est le vôtre. Vous le prendre ne lui fait aucun mal, le dépenser encore moins. Il est tellement facile de dépenser l'argent des autres !

Le pouvoir d'achat, c'est ce qui vous reste quand vous cessez de payer pour l'aide médicale d'État des étrangers, quand vous cessez de payer pour que des fraudeurs touchent des allocations qu'ils ne devraient pas toucher, quand vous cessez de financer les places de prisons pour 15 000 étrangers, c'est quand vous avez déjà donné la moitié de votre paye pour des dépenses folles, pour que des terroristes profitent du RSA ou du chômage, pour financer un énième plan banlieue.

Le pouvoir d'achat, c'est ce qui vous reste quand vous cessez de subventionner les milliers d'associations de gauche qui ne cessent d'attaquer l'État et qui rêvent de détruire la liberté d'expression dans notre pays. C'est quand vous cessez de payer pour des usines à gaz technocratiques, pour un millefeuille administratif toujours plus épais, pour des administrations devenues absurdes quand elles ne rendent plus de service public.

Alors, forcément, quand vous avez fini de donner ce que vous gagnez à ces gens qui ne vous diront jamais merci, ces gens qui méprisent le travailleur, le salarié, le créateur, l'entrepreneur, et qui vivent de votre argent, forcément, quand vous avez fini de payer, votre pouvoir d'achat est faible. De plus en plus faible. Votre pouvoir d'achat se réduit chaque année davantage. Et vous en avez assez. Moi aussi j'en ai assez.

Sauver le pouvoir d'achat des Français, pour moi, c'est une urgence absolue. Car un pouvoir d'achat fragile, c'est une vie fragile.

Un pouvoir d'achat au rabais, ce sont des choix qui polluent le quotidien de toute une famille : c'est devoir choisir entre réparer l'électroménager en panne et faire la révision de la voiture. C'est devoir choisir entre le soutien scolaire de son aîné et le nouveau manteau de la petite dernière. Oui, on en est là ! Oui, on vous donne le choix entre le moins bien et le pire ! Oui, tous ces dilemmes obscurcissent votre quotidien et vous gâchent la vie !

Pourtant, il paraît que votre pouvoir d'achat a augmenté ! Ah, vous ne le saviez pas ? C'est pourtant ce que proclament fièrement les technocrates de Bercy et les fonctionnaires de Bruxelles depuis des années ! Vous savez, ce sont les mêmes qui vous disent qu'il n'y a pas d'insécurité, mais un « sentiment » d'insécurité ! Et la baisse du pouvoir d'achat, alors, qu'est-ce que c'est ? Un « sentiment d'appauvrissement » ? Les mêmes politiciens, les mêmes technocrates avaient tenté de nous faire croire que le passage à l'Euro avait amélioré notre pouvoir d'achat ! Ben voyons ! Les mêmes nous affirment aujourd'hui que l'inflation ne repart pas, que la hausse des prix n'est que provisoire ! Ben voyons !

Alors, mes chers amis, pour augmenter votre pouvoir d'achat, vous le comprenez maintenant, il n'y a pas mille méthodes.

Seules trois solutions s'offrent à nous : trois solutions connues de toutes nos élites, mais jamais mises en œuvre par manque de courage et par manque d'honnêteté.

Trois solutions, pour enfin reconquérir le pouvoir d'achat des Français :

La première de ces solutions, chers amis : les politiciens et les technocrates ne veulent pas que l'on en parle, alors ils n'en parlent pas du tout, ou ils en parlent à moitié. Mais le peuple sait à quel point nous en avons besoin. Alors, oui, nous allons enfin cesser de gaspiller l'argent public, car l'argent public, c'est votre argent ! Car c'est autant d'argent que nous allons arrêter de vous prendre !

La deuxième de ces solutions, mes amis, vous la connaissez, j'en ai déjà parlé et je vous le redis : nous allons arrêter de financer notre propre remplacement ! Car, lui aussi, il est financé par votre argent ! Et cet argent, nous allons enfin cesser de vous le prendre.

Et enfin, c'est essentiel et c'est ce que vous attendez : nous allons enfin récompenser le travail et le mérite : l'argent que vous gagnez à la sueur de votre front ne doit pas atterrir dans je ne sais quelle caisse publique, mais sur votre compte en banque !

Oui, mes chers amis, je veux d'abord que l'État soit l'allié des familles, l'allié des salariés, l'allié des retraités, l'allié de ceux qui veulent s'en sortir. Je veux que l'État soit au service des Français !

Mais pour cela, il va falloir que notre État cesse enfin de gaspiller notre argent ! Nous sommes les seuls dans cette campagne présidentielle à nous préoccuper de cet immense gâchis. Et cela est logique : nous sommes les seuls qui pensons aux prochaines générations !

Car je ne vous le dirai jamais assez : il n'y a pas d'argent public, il n'y a pas d'argent magique ! L'argent de l'État, c'est notre argent, c'est votre argent !

Je serais le candidat qui mettra fin au gaspillage de l'argent du contribuable. De Mélenchon à Macron, ils veulent tous vous ruiner ! Mais l'argent gaspillé aujourd'hui, c'est ce qui manquera à nos enfants demain. La responsabilité, c'est savoir dans chaque réforme et dans chaque décision politique que la richesse ne vient jamais de l'État, mais qu'elle vient des Français qui tous les matins, se lèvent tôt pour aller travailler.

Ma doctrine est claire : l'impôt doit servir aux services publics, l'impôt doit servir aux Français et l'impôt doit être le levier de l'État au service de la France.

Cela signifie que nous allons arrêter de prendre leur argent aux Français pour financer des dépenses que l'État ne devrait pas financer.

Vous voulez des exemples de ce que nous allons arrêter de financer ?

Écoutez bien ! Et rendez-vous compte ! En pleine crise du Covid, le gouvernement d'Emmanuel Macron a trouvé le moyen de faire un chèque de 140 millions d'euros pour aider le développement de la Chine ! Oui, le développement de la deuxième puissance économique du monde ! Oui, mes amis, vous avez bien entendu, les impôts que vous payez servent à donner de

l'argent de poche à la deuxième puissance économique du monde ! Et cela alors que nous manquions de masques et de respirateurs pour sauver nos malades !

Mes amis, Emmanuel Macron prend donc l'argent de votre poche pour le donner à un pays qui a concurrencé avec férocité vos industries, vos ateliers de tissage ou de dentelles, vos mines et vos hauts fourneaux ! Combien d'entreprises ont dû fermer à cause de cette concurrence déloyale ? Combien d'emplois sacrifiés ? Combien d'ouvriers au chômage ? Et il faudrait en plus aider la Chine ? Encore, une fois il est facile pour eux de dépenser l'argent des autres, le vôtre !

Un autre exemple encore ! Prenons l'audiovisuel public. Nous payons tous ici cette redevance télé... Évidemment, nous serions tous d'accord pour financer un service public de qualité, mais... la France et les Français n'ont pas besoin de médias de gauche qui les détestent ! Ils n'ont pas besoin de financer la propagande immigrationniste, woke et décoloniale de France Inter, qui n'hésite pas à insulter les Français qui ne pensent pas comme eux ! Nous arrêterons donc de prendre l'argent des Français pour financer ces médias : ce sera une taxe de moins et une économie de 138 euros pour chaque foyer.

Rendez-vous compte, l'audiovisuel public nous coûte chaque année plus cher que nos prisons ! C'est 3,6 milliards d'euros que vous payez pour ces médias de gauche, quand nous payons 3,3 milliards pour nos prisons trop pleines, alors que tant de délinquants sont dehors faute de place. Aujourd'hui, on préfère financer des programmes télé plutôt que d'assurer la sécurité des Français ! Les bobos vont hurler, les gauchistes qui vivent de cet argent public vont s'indigner : ce n'est pas mon sujet ! On parle ici de justice, on parle ici de l'argent des Français, on parle ici de pouvoir d'achat !

Jusqu'à quand l'État va-t-il utiliser l'argent que vous gagnez en travaillant tous les jours à des dépenses qui choqueraient plus de la moitié des Français ? Ce n'est pas cela la justice, ce n'est pas cela la démocratie !

Les exemples sont tellement nombreux que nous pourrions y passer la journée. Chacune de ces dépenses folles, chacune de ces dépenses inutiles, c'est à chaque fois des plaisirs que l'on vous enlève, des besoins auxquels vous ne pouvez plus subvenir, des achats que vous sacrifiez.

Je vais donc vous annoncer la méthode que nous suivrons, sans jamais reculer d'un seul pas. Dès le premier jour de mon quinquennat, nous commencerons à dresser la liste exhaustive de tous les moyens par lesquels l'État détruit votre pouvoir d'achat. Tous, sans exception. Une

immense détection de tout ce qui fait de nous le pays le plus taxé, le plus imposé et le plus bureaucratique du monde occidental.

Avec l'aide d'entrepreneurs et d'économistes, nous lancerons la plus grande réforme de l'État depuis le Général de Gaulle. Pendant 5 ans nous abolirons tout ce qui vous détruit. 5 ans pour sauver définitivement votre pouvoir d'achat. 5 ans pour reconquérir la prospérité française. 5 ans pour démontrer qu'impossible n'est pas français. 5 ans qui marqueront à tout jamais notre histoire.

Nous serons d'une sévérité absolue, dans nos diagnostics comme dans nos décisions. Et les fonctionnaires utiles, dévoués, intègres, et ils sont innombrables, pourront enfin accomplir leurs missions. Car ils sont, je tiens à le dire, eux aussi, les victimes de la bureaucratie. Elle les plombe, elle les noie. Sans elle, ils seront aimés par le peuple, parce qu'ils seront plus disponibles et efficaces que jamais. Ils seront fiers et nous serons fiers d'eux.

Chers amis, pour conclure sur ce grave sujet, méfiez-vous des candidats qui vous disent qu'il suffira d'un « choc de simplification » pour régler le problème. S'ils prennent le pouvoir, il n'y aura pas de simplification parce qu'il n'y aura pas de choc. Non, ils ne toucheront pas à la bureaucratie, parce qu'ils en viennent et parce qu'elle est leur meilleure alliée ! Le « choc de simplification » de Valérie Pécresse, c'est la reprise d'une idée de François Hollande, c'est une idée de bureaucrates !

La fin de la bureaucratie, la fin des dépenses inutiles, ce n'est pas une ligne dans un programme électoral, c'est la méthode de tout mon quinquennat !

Parmi ces dépenses folles mes amis, vous le savez, tous les Français le savent... il y a le financement de l'immigration ! Oui mes amis, sauver le pouvoir d'achat des Français, c'est également arrêter de financer l'immigration sur votre dos. C'est arrêter de dilapider l'argent pris dans vos poches même quand elles sont vides, pour nourrir le monde entier !

Et dès notre arrivée au pouvoir, nous allons cesser de prendre aux Français les milliards d'euros consacrés chaque année à l'accueil et à l'entretien des millions d'étrangers qui vivent sur notre sol. Nous allons retrouver notre modèle social, pour qu'il redevienne véritablement français !

Car notre modèle social n'est plus capable de lutter contre la misère, parce que tout le tiers-monde vient en profiter !

Car notre modèle social laisse des familles à l'abandon et pénalise nos entreprises pendant qu'il nourrit des islamistes !

Car notre modèle social étrangle les classes moyennes et abandonne les catégories populaires tandis qu'il arrose les citées !

Chaque année, les demandeurs d'asile coûtent 1,3 milliard d'euros aux Français. Soit près de 830 euros par mois pour chacun d'entre eux. C'est plus que la retraite de tant de nos agriculteurs qui ont trimé toute leur vie pour nourrir notre pays ! Savez-vous qu'en plus d'un hébergement gratuit et des soins gratuits, nous donnons à chaque demandeur d'asile pendant près d'un an, une carte bancaire créditée de 430 euros par mois, afin que celui-ci puisse dépenser tranquillement l'argent de vos impôts ? Tout cela sans qu'il ne travaille évidemment. Je mettrai fin aux demandes d'asiles déposées sur notre sol, et je réserverai l'asile à quelques dizaines d'individus et non à des dizaines de milliers comme aujourd'hui ! Ce sera 1,3 milliard d'euros que l'État arrêtera de vous prendre chaque année !

Parlons d'une autre dépense publique que je vais vous épargner, mes amis ! Chaque année, les mineurs non accompagnés coûtent 2 milliards d'euros aux Français. 50 000 euros par mineur étranger ! Oui, vous avez bien entendu, chacun de ces mineurs isolés nous coûte plus de 4 000 euros par mois ! Là encore pour nous remercier de notre bon cœur et de notre main tendue, ces mêmes mineurs isolés ont commis rien qu'à Paris 5 000 actes de délinquance en 2020, des agressions, des vols, qui pourrissent le quotidien des honnêtes gens. Mais comme ils sont mineurs, ils ne vont pas en prison et donc ils recommencent. Je mettrai fin à cette injustice ! Pour moi, la justice, c'est prendre ces 2 milliards d'euros et les donner aux Français de nos communes rurales qui font des enfants ! C'est pour cela que je donnerai 10 000 euros par naissance d'un Français dans une commune rurale ! 10 000 euros, pour un Français qui naît dans des communes qui se dépeuplent, qu'est-ce que cela représente face aux 50 000 euros que nous dépensons chaque année pour chaque mineur isolé clandestin ? Cette mesure, ce n'est pas un chèque-cadeau : c'est de la justice, c'est de l'argent que nous cessons de donner à des clandestins du monde entier pour les donner à nos compatriotes qui en ont besoin ! C'est préférer une politique de la campagne à notre folle politique de la ville ! C'est favoriser enfin la natalité dans nos campagnes plutôt que l'explosion démographique dans les banlieues !

Encore une autre dépense à vous épargner dès mon arrivée au pouvoir, chers amis ? Chaque année, un clandestin, qui ne travaille pas, qui ne paye pas de charges sociales, qui ne paye pas d'impôts, coûte en moyenne 2 600 euros au système de santé français grâce à l'AME. Merci,

Madame Aubry pour cette belle réforme qui a coûté des milliards aux Français depuis plus de 20 ans ! Pendant ce temps, la moitié de la France est un désert médical, où il faut attendre des mois pour avoir un rendez-vous chez un dentiste, où il faut faire des heures de route pour accoucher dans une maternité ! Alors, je supprimerai l'AME et j'embaucherai 1 000 médecins salariés en urgence pour nos départements qui manquent de médecins ! C'est bien la moindre des choses, pour un pays qui prétendait avoir le meilleur système de santé du monde !

Et je ne vous parle pas du RSA et des allocations en tout genre : actuellement en France, tenez-vous bien, 55 % des étrangers extraeuropéens en âge de travailler sont tout simplement... inactifs ! Ce qui leur laisse le temps de faire des enfants visiblement, puisque selon l'INSEE, les immigrés représentent à eux seuls 30 % de toutes les naissances françaises. Trente pour cent !

En résumé, nous finançons leur arrivée, nous finançons l'entretien des banlieues qu'ils ont saccagées, nous finançons leur train de vie. En bref, nous finançons notre grand-remplacement, au prix de notre grand déclassement !

Oui mes amis, les charges que vous subissez sur vos fiches de paye financent aussi l'immigration de masse.

Je vais vous raconter une histoire. L'histoire de Stéphanie Labeille. Stéphanie a 30 ans, elle est diplômée d'un CAP de vente, elle travaille en Seine-et-Marne. Depuis des années, elle sollicite un logement HLM. Elle ne l'a jamais obtenu. Alors, elle vit à l'année dans une caravane. Stéphanie, faute de logement social, doit dormir chaque nuit dans un camping. Quand un journaliste l'interroge, cette femme fière répond : « J'ai abandonné la recherche pour les HLM. Je ne me plains même plus. On a l'impression qu'il y en a plus pour les immigrés que pour nous. Pour les maisons, pour les appartements, ils sont toujours prioritaires. ». L'histoire de Stéphanie, c'est l'histoire de tellement de Françaises ! Pendant ce temps, 20 % d'étrangers occupent nos logements sociaux.

Nous disons « stop ». Ça suffit ! La fête est finie. Nous réserverons nos logements sociaux aux Français ! Oui, le logement est l'une des dépenses les plus lourdes et il n'y a pas de raison de toujours favoriser les autres ! Nous n'acceptons plus qu'on nous fasse les poches pour nourrir ceux qui ne font pas d'effort, ceux qui souvent nous haïssent et ceux qui nous méprisent.

Nous couperons les aides sociales aux étrangers extraeuropéens : RSA, allocations familiales, aides au logement. En tout, ce sont plus de vingt milliards d'euros par an qu'on arrêtera de vous prendre ! Car avec ces recettes nous allégerons les charges qui pèsent sur les salaires des Français les plus modestes. Il n'est plus admissible que votre fiche de paye vienne financer l'assistantat des étrangers.

Nous allons donc augmenter votre salaire, sans desservir vos entreprises. Nous allons augmenter votre salaire net, en préservant le salaire brut !

Pour ceux qui touchent un SMIC, cette somme représentera jusqu'à 105 euros par mois. C'est un véritable treizième mois qui doit permettre à des millions de Français d'éclaircir l'horizon de leur famille !

Oui, je pense aux familles, car le pouvoir d'achat est souvent une préoccupation collective. C'est l'angoisse des parents pour leurs enfants, c'est la difficulté à fonder un foyer, et c'est même parfois des tensions dans un couple.

Alors oui, nous mettrons en place la bourse de naissance que j'ai déjà évoquée pour nos familles rurales ! Et pour toutes les familles des classes moyennes, partout en France, celles qu'on oublie à chaque fois, celles qui sont suffisamment riches pour supporter toutes les augmentations, mais jamais assez pauvres pour obtenir des allocations, oui pour ces familles, je doublerai le plafond du quotient familial et je rendrai les allocations familiales universelles, comme c'était le cas avant la réforme du gouvernement socialiste de François Hollande. Car oui, il y a des familles de la classe moyenne qui ont un emploi, qui ont un logement, mais qui souffrent. Il faut aussi les aider. Je n'abandonnerai pas les classes moyennes.

Et beaucoup de familles ici le savent bien : même quand ils ont quitté le nid familial, nous devons toujours aider financièrement nos enfants, surtout s'ils font des études ! Mais quand on fait partie de la classe moyenne, comme d'habitude, on a le droit à rien !

Alors avec nous, les choses changeront : les élèves issus des classes moyennes auront enfin accès aux bourses de scolarité, que ce soit pour l'université ou pour les grandes écoles.

Oui, nous devons aider nos étudiants. Vous êtes nombreux dans la salle, et je veux que nous vous applaudissions ! Depuis deux ans, vous êtes les grands sacrifiés de la politique d'Emmanuel Macron. Deux ans, loin de vos familles, deux ans loin de vos amis, si souvent contraints à la vision, derrière vos ordinateurs. Vous avez eu de quoi devenir fous... Vous avez 20 ans, et pour nombre d'entre vous, les galères ont déjà commencé : les difficultés à payer le

loyer, à jongler entre l'université, l'IUT, la prépa, le BTS... et un petit boulot à côté, et parfois même à vous nourrir...

Vous êtes l'avenir de la France, et préparer l'avenir, c'est justement soutenir les familles, c'est soutenir toutes ces familles qui préparent la France de demain !

Aider les familles, ce n'est pas seulement aider les jeunes parents, c'est aussi penser aux anciens. Je pense notamment à ces retraités veufs et veuves qui vivent avec de misérables retraites et qui survivent difficilement avec l'aide de leurs enfants et de leurs petits-enfants.

Pour celles qui ont perdu leur mari, pour ceux qui ont perdu leur femme et qui doivent soudain vivre avec la moitié d'une retraite, nous augmenterons les pensions de réversion à 75 %, car je trouve qu'il n'est pas juste qu'à la douleur de la mort d'un être cher s'ajoute la crainte de la misère à venir. Au-delà de 70 ans, une femme sur deux vit seule, rendez-vous compte ! Sur les 4,4 millions de personnes qui sont titulaires d'une pension de réversion, 4 millions sont des femmes ! Il n'est pas juste que des femmes, se retrouvent dans la difficulté, alors qu'elles ont non seulement travaillé, mais aussi voué leur vie à l'éducation de leurs enfants. Je mettrai fin à cette injustice !

Nous défendons la justice ! Et pour tous les Français, défendre la justice, c'est enfin revaloriser le travail. Car à la fin des fins, votre pouvoir d'achat, c'est le fruit de votre travail ! Quand on vous laisse vivre de votre travail, quand l'État cesse de vous prendre ce que vous avez gagné, quand votre patron peut vous rémunérer à la hauteur des efforts que vous avez fournis sans se demander si la moitié partira dans les caisses de l'État ! Car à la fin des fins, oui, votre pouvoir d'achat à la fin du mois, c'est celui que vous avez mérité pour 4 semaines d'efforts et parfois de sacrifices, pour 30 jours de rigueur et de sérieux !

Alors oui, nous voulons que le travail paye. Ce n'est que justice ! Oui, nous voulons que le travail paye mieux ! Mieux que les revenus de l'assistanat ! Ce n'est que justice ! Nous voulons qu'il paye tout de suite ! Et pas après je ne sais quel mécanisme de redistribution qui consiste à vous prendre l'argent que vous avez tout de suite, pour vous le rendre si vous cochez les bonnes cases !

Car pour nous, il n'y a pas de honte à vouloir bien gagner sa vie, à subvenir aux besoins de sa famille. Oui, « travailler plus pour gagner plus » était un excellent principe, et oui l'exonération de charges et la défiscalisation des heures supplémentaires était une excellente idée !

En abolissant cette mesure pleine de bon sens du quinquennat Sarkozy, la gauche et François Hollande ont donné un exemple typique des mauvais travers de la classe politique : supprimer ce que ses prédécesseurs ont fait de mieux, quitte à trahir les travailleurs français et jusqu'à ses propres électeurs. Nous, qui ne sommes pas comme ces politiciens, nous acceptons ce qui a été fait de bien avant nous ! Alors, nous rétablirons l'exonération totale de charges et la défiscalisation totale des heures supplémentaires, pour que les Français qui souhaitent travailler plus gagnent plus ! Ils dépenseront plus, ils épargneront, investiront et profiteront davantage des fruits de leur travail !

Nous voulons aussi soutenir ces millions de Français qui prennent tous les matins leur voiture pour se rendre au travail. Je suis sûr que vous êtes nombreux à être concernés aujourd'hui, et vous serez d'accord avec moi. Pour vous, la voiture n'est pas un choix. La voiture est une obligation. Vous êtes ouvrier, vous êtes employée, vous travaillez dans un hôpital ou dans un supermarché, non, vous n'allez pas prendre votre vélo pour parcourir les kilomètres qui vous séparent de votre entreprise, de votre usine ou de votre atelier ! Depuis plusieurs semaines, le passage à la pompe à essence est de plus en plus douloureux. Des prix qui s'envolent. Des impôts, des taxes, des taxes sur les taxes. Et votre pouvoir d'achat qui disparaît.

Lorsque vous ne vivez pas dans une grande métropole, je veux pour vous les mêmes avantages que pour les travailleurs des grandes villes qui se déplacent dans les transports en commun. Car ceux qui prennent le bus ou le métro se font rembourser la moitié de leurs frais de déplacement par leur employeur. Mais rien pour les automobilistes, et c'est injuste ! Je veux rétablir l'égalité entre les urbains et les ruraux ! L'égalité entre les travailleurs des villes bénéficiant de services publics et les travailleurs des villes moins équipées !

Avec nous, les salariés qui n'ont pas de solution de transport en commun pourront se faire rembourser la moitié de leurs frais de carburant. C'est 40 euros de plus par mois pour le salarié que les patrons pourront déduire de leurs bénéfices imposables !

Oui, mes amis, nous voulons que le travail paye mieux ! Nous croyons au mérite et à l'effort ! Et c'est pour cela que nous voulons que chaque travailleur puisse bénéficier de la richesse qu'il a créée ! Et pour cela, nous voulons repenser notre manière de distribuer les fruits du travail. C'était le grand projet économique du général de Gaulle, celui qu'il a tenté de mettre en place jusqu'aux derniers mois de sa présidence.

Ce projet, c'était celui de la participation ! La participation, c'est faire bénéficier directement le salarié des succès de son entreprise ! La participation, c'est la défense du mérite ! Alors je veux que les salariés puissent toucher une prime de participation aux bénéfices de leur entreprise.

Quand l'année a été bonne, quand les objectifs ont été atteints et que les carnets de commandes sont pleins, je veux que les salariés en profitent.

Il n'y aura plus aucune condition pour débloquer sa prime de participation, quand on connaît les nombreuses contraintes qui empêchent aujourd'hui nos salariés d'en profiter ! Avec nous, tous les salariés français pourront toucher immédiatement cette prime sans payer d'impôts sur le revenu. Ils pourront dépenser cet argent sans être obligés de l'investir dans un plan d'épargne. Ils pourront enfin en profiter librement. Toutes les entreprises pourront verser cette prime sans aucune charge sociale. Pas de charge pour l'entreprise et pas d'impôts pour le salarié !

La participation, c'est un véritable moyen pour une entreprise de valoriser le travail de ses salariés ! C'est un moyen de fidéliser ses cadres, d'encourager ses employés, d'aligner les intérêts de toutes les parties de l'entreprise !

Et c'est cette philosophie économique qui doit nous inspirer ! Et pour les entreprises qui veulent rémunérer davantage leurs ouvriers, leurs ingénieurs, leurs cadres, leurs employés, je veux qu'elles puissent le faire sans être dissuadées par l'URSSAF, sans regretter que la moitié de ce qu'elles donnent aille financer on ne sait quelle dépense ! Oui, je l'ai dit et je le répète : les salaires nets sont trop bas pour les salariés, et oui les salaires bruts sont trop élevés pour les chefs d'entreprise ! Il nous faut trouver tous les moyens de résoudre cette équation : augmenter les revenus nets du salarié, sans faire exploser le salaire brut. Enrichir le travailleur, sans appauvrir l'entreprise.

Et pour cela, je vais vous annoncer une nouvelle mesure, mes amis.

C'est une mesure simple et pourtant c'est une révolution ! C'est une mesure qui va enfin permettre au travailleur de voir son travail valorisé !

C'est une mesure qui mettra fin aux scandales des salaires trop bas sur lesquels pèsent des charges trop lourdes.

Les impôts, les taxes, les Ursaff brident le travail, désespèrent les entrepreneurs et découragent les travailleurs.

Je propose donc « la Prime Zéro Charges », pour « zéro Ursaff pour augmenter votre revenu » : ainsi, tout patron pourra accorder une prime chaque année, sans aucune taxe ni aucune charge, ni patronale ni salariale. Cette prime pourra représenter jusqu'à 3 mois de salaire net. Un 13e, un 14e voire un 15e mois sans charges ! Voilà ce que je vous propose mes amis ! « Zéro taxe, zéro Ursaff pour toute prime augmentant le revenu des salariés ».

Tout patron pourra récompenser celui qui travaille, qui fait des efforts : et vous verrez, les salariés voudront travailler davantage pour recevoir cette nouvelle « Prime Zéro Charges ». C'est donc une mesure qui permettra de mieux récompenser le mérite et de lutter contre les arrêts maladie et l'absentéisme de complaisance qui coûtent jusqu'à 100 milliards d'euros chaque année !

Un chef d'entreprise pourra décider de verser à son salarié une prime exonérée de toute charge ! 3 000 euros de coût pour l'entreprise, 3 000 euros dans la poche du salarié ! Voilà comment on récompense le travail, le mérite et l'effort ! À vous, les chefs d'entreprises, voilà comment je vous permettrai d'augmenter les rémunérations ! À vous les cadres, les ouvriers, les employés, les salariés, voilà comment vous augmenterez votre pouvoir d'achat !

Je vous l'ai dit, je ne suis pas comme ces politiciens dogmatiques qui défont systématiquement ce que leurs prédécesseurs ont fait. Si la « prime Macron » sans charge ni impôts, votée pendant le Covid a été une bonne chose, alors pourquoi la limiter à ce point ? Pourquoi limiter cette prime à 1 000 euros pour la plupart des entreprises ?

Je ne veux plus que l'Urssaf dissuade les patrons d'augmenter les salaires ou de verser une prime. Comment valoriser le mérite, si lorsqu'un patron verse 5 000 euros de prime à un salarié qui a trimé toute l'année, il est obligé de payer 4 000 euros de charges sociales pour financer un modèle social obèse ouvert au monde entier ! Voilà ce qui empêche les salariés d'être payés davantage ! Voilà ce qui empêche de mieux valoriser le travail ! C'est cette folie à laquelle nous voulons mettre fin !

Pour des millions d'entrepreneurs et de patrons de petites et moyennes entreprises, pour des millions d'artisans, de commerçants, et même de grandes entreprises, je donne enfin la possibilité de récompenser un salarié sans être taxé davantage !

Oui, rendez-vous compte, nous allons enrichir le travailleur sans appauvrir l'entreprise. C'est une révolution économique, sociale, salariale inédite. C'est une immense mesure de justice sociale et fiscale !

Voilà ma vision de l'économie : je ne veux pas d'un État qui ne fait que taxer, imposer, réglementer, ponctionner, d'un État qui redistribue mal et dissuade les entrepreneurs. Je veux un État qui permette aux salariés de mieux profiter de la croissance de leur entreprise. C'est une question de mérite et c'est une question de justice !

Oui, il y a une urgence sociale dans notre pays, qui a pourtant les dépenses sociales les plus élevées du monde. Mais nous avons la solution. Je dirais même plus : nous sommes la solution ! Nous sommes la solution du mérite, du travail et de la justice.

Nous sommes la seule solution pour le véritable progrès social !

La reconquête que nous incarnons, c'est privilégier enfin nos compatriotes qui travaillent ! La reconquête que nous voulons, c'est garantir enfin la réussite à ceux qui travaillent dur, et combattre l'assistanat. La reconquête que nous défendons, c'est lutter contre le grand remplacement pour lutter contre le grand déclassement !

Oui, le pouvoir d'achat fait partie des principales angoisses des Français, et il fait aussi partie des principaux piliers de notre programme. Et là encore, notre position est cohérente avec notre vision de la France !

Oui, nous voulons redonner envie d'y croire à tant de Français qui n'y croient plus, qui en ont assez de voir leur situation personnelle et celle leur pays décliner.

Oui, nous pensons que demain sera meilleur ! Oui, c'est possible, car impossible n'est pas français !

Oui, nous sommes convaincus que la France a un destin, que les Français ont un destin. Son peuple, qui est là depuis mille ans, et qui a envie d'être là encore mille ans.

Alors notre devoir, mes amis, c'est de préserver, de cultiver, de transmettre. Préserver notre héritage, cultiver notre art de vivre, transmettre cette civilisation.

Et pour cela, nous allons avoir besoin de nos entreprises, qu'elles soient prêtes à produire et à innover pour partir à la conquête du monde.

Nous allons avoir besoin de Français qui vivent bien de leur travail, et qui n'ont plus l'angoisse des fins de mois.

Nous voulons redevenir ce peuple solide, robuste, fier, et plein de confiance en lui, de confiance dans son travail, de confiance dans son génie.

Oui, je veux insuffler à la France cet esprit de reconquête ! Nous avons un pays à reconquérir ! Nous avons une économie à reconquérir !

Rien ni personne ne nous fera mépriser notre pays, son économie, ses travailleurs et le fruit de leurs efforts !

Rien ni personne ne nous fera oublier que nous sommes nés dans la prospérité, qu'elle a éclairé notre passé et qu'elle nous attend dans l'avenir !

Rien ni personne ne nous fera abandonner nos parents, nos enfants, nos envies, nos ambitions, nos projets !

Rien ni personne ne nous empêchera de vivre chez nous et pour nous !

Ils ne nous déclasseront pas !

Ils ne nous soumettront pas !

Ils ne nous remplaceront pas !

Il faudrait nous arracher le cœur, et ils n'y arriveront pas !

Parce que le courage, c'est nous !

Le panache, c'est nous !

Le drapeau qui flotte au vent de l'Histoire, c'est nous !

La nation qui ne baisse pas les yeux, c'est nous !

La terre qui refuse de se soumettre, c'est nous !

Le peuple fier qui n'a plus peur, c'est nous !

La Reconquête, c'est nous !

Vive notre intelligence, vive notre travail et vive notre grandeur, vive tous ceux que nous aimons, vive tout ce que nous créons, vive la République et, SURTOUT, vive la France !

2. Discours de la Convention Présidentielle à Reims – Marine Le Pen

Le Pen, Marine, 2022. « Discours de la Convention Présidentielle à Reims », 7 février 2022.
Consulté le 4 avril 2023 à 11 h 13.

<https://mlafrance.fr/communiqués/discours-de-la-convention-presidentielle-a-reims>

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Vous qui êtes rassemblés ici à Reims, berceau de notre histoire millénaire, et vous qui nous suivez dans toute la France et que je salue, nous avons un point commun.

Un sentiment profond qui nous anime, qui habite nos réflexions, qui détermine nos choix.

Un sentiment qui guide aussi nos actions, qui fait que nous sommes ici réunis dans cette ville où est née la France.

Ce point commun, c'est l'amour de la patrie, l'amour sacré de la Patrie.

Cet amour dont le poète Verlaine disait qu'il était « le premier amour », l'amour de nos familles, des nôtres, ceux d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Cet attachement à nos paysages, à notre art de vivre à la française, à notre langue si subtile, à cette courtoisie si particulière, si légendaire qui fait de la France, le plus beau pays du monde.

Ce pays, je le dis avec fierté, c'est le nôtre.

Notre pays est un joyau ciselé par ces inépuisables générations qui se sont succédé tout au long des siècles, qui l'ont travaillé de leurs mains, enrichi de leur intelligence et, par leur incomparable talent créatif, en ont fait un trésor sans égal.

Notre pays, est l'une des plus vieilles nations du monde, l'œuvre d'une histoire de courage, d'aventures, d'audace, de grandeur, d'obstacles aussi, que l'on aurait pu croire insurmontables, de guerres que l'on croyait perdues, mais toujours de sursauts glorieux, héroïques, qui ont permis à la France de continuer à avancer, à croître en puissance et en sagesse ;

Notre pays, c'est une terre pétrie de sang et de larmes, semée de la graine qui donne la moisson, parsemée de ces merveilles architecturales qui sont un hommage au génie des hommes et un défi au temps ;

Notre pays, ce sont ces villes et villages si extraordinaires d'harmonie et de délicatesse, ces paysages si divers, si époustouflants qui ravissent la vue du promeneur, inspirent les peintres et émeuvent les poètes ;

Notre pays ce sont ces fleuves majestueux qui descendent des montagnes et sillonnent nos plaines à la recherche du grand large ;

Notre pays, ce sont ces plages lumineuses et ces mers à perte de vue, qui ouvrent la France sur le vaste monde, vers nos outre-mer à ces outre-terres.

Pourtant ce pays dont nous sommes si follement amoureux, dont nous sommes si fiers, semble nous échapper comme si, au seuil de ce millénaire, il était entraîné dans le gigantesque tourbillon du monde, dans la tourmente des événements, dans la grande lessiveuse d'un nouveau siècle qui semble échapper aux Européens.

Tout se passe comme si nous, qui avons découvert le monde, l'avons éclairé de lumière, l'avons grandi de nos valeurs, nous n'étions plus capables de le comprendre, de l'accompagner et d'y prendre notre juste place.

Ce que nous vivons, c'est une véritable dépossession.

Nous ne reconnaissons plus le pays que nous aimons.

Bousculée à l'intérieur, humiliée à l'extérieur, la France dégringole dans le classement des puissances, affaiblie par les erreurs, la vanité et le cynisme d'Emmanuel Macron.

N'oubliez jamais que c'est Emmanuel Macron, le prétendu Mozart de la finance, qui n'a réussi en cinq ans qu'à composer une symphonie dramatique et qui conclut son quinquennat par une dette augmentée de près de 600 milliards d'euros et un commerce extérieur au déficit vertigineux.

Avec Emmanuel macron, on nous avait promis un crack, mais le seul crack [sic krach] que nous avons vu est financier.

N'oubliez jamais que c'est Emmanuel Macron qui a bradé nos fleurons qui faisaient de nous une grande nation industrielle : Technip, Lafarge, Alcatel, et le plus emblématique de ces dépeçages c'est Alstom, dans un pacte de trahison dont on ne parle qu'à mi-voix dans les milieux autorisés.

N'oubliez jamais que c'est Emmanuel Macron, avec ses contradictions sur le nucléaire et le sabotage d'EDF, qui détruit notre filière énergétique entraînant perte d'indépendance et explosion des factures d'électricité.

Alors qu'on avait l'énergie la plus décarbonée du monde, nous voilà obligés de rouvrir des centrales à charbon ou de parler de « délestage » c'est-à-dire des coupures de courant.

Quel progrès en effet !

Et je ne parle pas du saccage de nos paysages et de nos côtes avec des éoliennes anti-écologiques au coût exorbitant.

N'oubliez jamais que c'est Emmanuel Macron qui a augmenté les taxes sur le carburant et spolié les retraités, provoquant le grand mouvement populaire des gilets jaunes.

N'oubliez jamais que c'est Emmanuel Macron qui prétendait qu'il suffisait de traverser la route pour trouver un emploi, alors que le chômage est, toutes catégories confondues, au même niveau qu'à son élection.

N'oubliez jamais que c'est Emmanuel Macron qui a laissé en toute impunité les black Blocs discréditer toutes les protestations sociales par un déchainement de violences.

N'oubliez jamais que c'est Emmanuel Macron qui a stigmatisé puis insulté les Français non vaccinés pour faire oublier sa gestion catastrophique de l'épidémie.

Personne ne doit être dupe.

Le progressisme d'Emmanuel Macron ne signifie pas progrès, mais déconstruction, pas avancée, mais régression.

Celui qui clamait que la culture française n'existait pas laisse sans réagir et parfois en les accompagnant les idéologies destructrices ronger les fondations de l'harmonie sociale : le wokisme, la repentance, le racialisme, l'indigénisme, le décolonialisme...

Tout semble le porter à un saccage méthodique de ce qui fait la France.

Son quinquennat fut un immense chaos avec des crises à répétition, qu'Emmanuel Macron a provoquées et entretenues.

Notre société se retrouve fracturée comme jamais, multi fracturée même, fracture territoriale, fracture sociale, fracture culturelle, fracture générationnelle, en clair, une France polytraumatisée.

Ce qui domine sourdement dans le cœur des Français, c'est un sentiment d'abandon, abandon des classes populaires et des classes moyennes, abandon des jeunes et des plus âgés, abandon des campagnes comme des outre-mer.

Ce sentiment d'abandon fragilise notre pays de l'intérieur.

À chacun de mes déplacements dans nos territoires, à chacune de mes rencontres avec les Français, je sens ces fractures s'aggraver sous les coups du macronisme, synthèse terrible du cynisme et de l'injustice.

La France est plongée dans une morosité qui ne lui ressemble pas, dans une sorte de grande dépression sociale et psychologique :

Emmanuel Macron n'est pas seulement méprisant, il est déprimant.

Ce sentiment, je le comprends.

Ce sentiment, je pourrais le partager même, mais pourtant, mes chers compatriotes, ce sentiment, nous devons le combattre de toute notre âme et de toutes nos forces.

La lassitude, la tristesse, la peur, l'angoisse sont tout autant d'armes utilisées par ceux qui nous gouvernent si mal pour nous faire oublier que le bonheur, la prospérité, la sécurité... sont à portée de main et je dirais même à portée de vote.

Le macronisme est une machine à broyer les espoirs, sous couvert de progressisme, c'est l'avènement d'une société sans lien, sans solidarité sociale ou familiale, celle de l'individu tout puissant... mais seul.

N'écoutez plus les oiseaux de mauvais augure qui, matin, midi et soir vous répètent que la France est finie, que nous sommes un petit pays avec un petit peuple.

Ces agents de malheur ne vous disent pas la vérité, ils vous empoisonnent l'âme, la belle et ardente âme française à laquelle je veux faire appel pour relever notre pays.

Je sais au plus profond de moi-même qu'unis et rassemblés, les Français peuvent réussir l'impossible.

Ma première mission comme candidate à la présidence de la République est donc claire : briser le cycle infernal du défaitisme.

La France n'est pas condamnée au déclin ;

Les Français ne sont pas condamnés à l'abandon ;

Ensemble, nous allons rendre à nos compatriotes la France qu'ils aiment !

Le pays qu'ils aiment, c'est avant tout une nation où ils vivent en sécurité.

L'ensauvagement s'enkyste partout, dans les petites villes, dans les bourgs, dans les zones rurales les plus reculées, dans les transports, à l'école, à l'hôpital et parfois même dans les familles.

Cet ensauvagement atteint partout un niveau tel qu'il commence à empêcher toute vie sociale, contrarie la vie économique et gâche même les joies simples de la vie.

La France orange-macronique !

Les femmes et les jeunes filles craignent l'espace public devenu dans certaines villes un lieu de harcèlement permanent.

Les honnêtes gens subissent en silence et s'astreignent à des stratégies d'évitement permanent. Ces stratégies, nous les connaissons tous.

Nous les éprouvons chaque jour avec silence et dignité.

Je serai la Présidente qui rendra sa sécurité à la France, celle qui rendra aux Français ce droit inaliénable à la sûreté.

Je préférerai toujours les victimes aux délinquants, les policiers aux criminels, la vraie sanction à l'admonestation, la rapidité de la condamnation à l'enlisement judiciaire.

Un seul mot d'ordre, une ligne claire, la certitude de la peine, le soutien indéfectible aux forces de l'ordre et l'augmentation massive des moyens de la justice.

Jamais ma main ne tremblera lorsqu'il s'agira de défendre les Français et ceux qui les protègent. Ma main ne tremblera pas plus lorsqu'il s'agira de protéger les Français contre la submersion migratoire.

Je l'ai toujours dit et vous le constatez quotidiennement, il y a un lien évident entre l'explosion de l'insécurité et ces vagues d'immigration que nous subissons.

Qui peut également nier l'impact de l'immigration sur nos services publics, la saturation de nos hôpitaux, le manque de logements sociaux et l'engorgement de notre système judiciaire.

Pensez que 60 % du travail des magistrats administratifs concerne les étrangers.

Par vagues continues, cette immigration hors contrôle transforme nos rues, nos quartiers, nos villes en zones de non France.

Elle installe chez nous des modes de vie qui ne sont pas les nôtres ;

elle exige des « accommodements » qui sont, en réalité, pour nous Français, la marque d'un reniement culturel ;

elle se traduit par des revendications communautaristes incessantes souvent incompatibles avec ce que nous sommes ;

elle institue un séparatisme insidieux qui finit toujours par devenir belliqueux.

C'est l'arrogant et sulfureux maire de Trappes qui dit à Jordan « cette société multiculturelle, elle adviendra de gré ou de force ».

« De force », mais quel aveu !

Avec ce torrent, c'est le communautarisme qui s'installe et qui fait le lit de l'islamisme.

Avec l'islamisme, ce sont nos valeurs les plus essentielles qui sont emportées :

la laïcité, la mixité, l'égalité homme/femme,

la liberté d'expression avec le retour du délit de blasphème,

la liberté de croire ou de ne pas croire,

la liberté d'enseigner ou d'informer...

C'est cet islamisme qui conduit à des assassinats atroces comme celui de Samuel Paty, des persécutions comme celles subies par Mila, ou des menaces infâmes comme celles subies par Ophélie Meunier.

Pensez que dans la France de 2022, les pouvoirs publics doivent aujourd'hui, dans notre pays, légiférer contre l'excision ou contre les certificats de virginité... mais où va-t-on ?

Jamais la femme que je suis, née en 1968, aurait pu imaginer que nous en arrivions là.

Malgré nos mises en garde et alertes depuis des années, Emmanuel Macron s'en est tenu à des discours, à des postures, et même à des compromissions tant sur l'islamisme que sur l'immigration.

Pire, au lieu d'arrêter l'immigration, il l'aggrave chaque jour davantage.

Cohérent, il s'apprête à faire subir à l'Europe le même traitement, le même mauvais traitement migratoire.

C'est le fameux Pacte des migrations, pacte avec le diable, dont les conséquences juridiques seront terribles pour notre pays.

Ce Pacte prévoit, tenez-vous bien, de transférer définitivement à l'Union européenne le pouvoir de dire qui a le droit de s'installer chez nous et qui doit en partir.

La manœuvre d'Emmanuel Macron est limpide : pour supprimer l'immigration illégale, il suffit de la rendre légale.

Imaginez qu'avec le Pacte des migrations coercitif, les pays européens devront obligatoirement admettre les migrants recueillis en mer.

Il faut s'attendre à des dizaines d'Aquarius formant un pont maritime avec l'Afrique.

Moi, je vous le dis avec force :

C'est aux Français de décider qui peuple la France.

C'est aux Français de dire qui peut devenir Français.

Et, dès mon élection, c'est par référendum qu'ils le diront.

Je rendrai aux Français leur pays !

Car, mes amis, cette immigration est une immigration de peuplement, avec des gens qui vivront chez nous comme ils vivent chez eux.

Cette immigration sera irréversible.

C'est une politique voulue, une politique mise en œuvre « quoi qu'il en coûte », sans aucune évaluation, ni financière, ni sociale, ni humaine.

Courageux, ils mettront en place ce pacte, je cite « après les élections françaises ».

Certains y verront un hommage direct aux Gaulois réfractaires dont l'indocilité fait trembler les commissaires grisâtres de Bruxelles.

J'y vois, chers compatriotes et surtout chers patriotes, un appel à la mobilisation.

Nous sommes les seuls à pouvoir sauver la France et l'Europe par notre vote des 10 et 24 avril.

L'Europe entière nous regarde et nous attend !

Par un référendum qui ne souffrira aucune contestation de légitimité, les Français adopteront au lendemain de mon élection un plan global, juridiquement applicable, une solution clef en main contre l'immigration.

Votez pour nous, on s'occupe de tout !

Ma politique en matière d'immigration tiendra en trois principes :

La France restera maîtresse de sa politique migratoire,

Les étrangers qui veulent venir devront subvenir à leurs besoins,

C'est nous qui déciderons qui peut rester ou qui doit partir.

Nous rendrons sa valeur à la nationalité française dont on hérite ou que l'on mérite.

Les abus du droit d'asile seront stoppés.

Aucun clandestin ne sera plus régularisé, ni même régularisable.

Nous couperons les pompes aspirantes en réservant certaines aides sociales aux Français, en instaurant la priorité nationale au logement et à l'emploi.

Le communautarisme sera prohibé.

L'idéologie islamiste, totalitaire et meurtrière ennemie de la France, sera combattue partout, ses représentations légales interdites et ses promoteurs condamnés et à chaque fois que cela sera possible expulsés manu militari.

La laïcité sera appliquée notamment dans l'espace public, les administrations et les entreprises.

Nous rendrons son identité et sa fierté à la France.

Pour le dire clairement : les Français seront de nouveau maîtres chez eux !

Nous sommes confrontés à deux visions de l'homme et du monde et elles conditionnent l'avenir de nos pays.

C'est le sens du clivage, Jordan le rappelait, entre nationaux et mondialistes, entre localistes et globalistes, entre nous, partisans de la protection et eux, partisans de la déréglementation généralisée.

Pour nous, notre pays passe avant tout, nos familles passent avant tout, notre peuple passe avant tout !

Protéger notre peuple, c'est aussi assurer à tous les Français de vivre dignement.

Vous savez l'importance que j'accorde à votre pouvoir d'achat.

Mon engagement est clair, c'est celui de rendre en moyenne 200 euros par mois à tous les ménages français.

La mesure la plus emblématique sera la baisse de la TVA de 20 à 5,5 % sur l'électricité, le gaz, le fioul et le carburant.

L'énergie est un bien de première nécessité, se chauffer, se déplacer, aller travailler... qui peut s'en passer ?

Ce seront 12 milliards qui vous seront rendus.

Je ne me contenterai pas de rendre leur argent aux Français, j'agirai aussi sur les salaires trop bas depuis trop longtemps.

Je permettrai dans un engagement commun avec les entreprises une hausse de salaire de 10 % jusqu'à 3 fois le smic en dispensant les entreprises de charges sur ces augmentations.

L'appauvrissement des Français n'est pas une fatalité et dans deux mois je vous le prouverai.

Je vous prouverai également que nous pouvons retrouver un système de santé performant, celui qui faisait hier la fierté de notre pays.

Les tensions hospitalières lors de la crise du covid, les déserts médicaux, la faillite des ARS, l'épuisement moral et physique des personnels hospitaliers, tout montre que notre système de santé a été saccagé par les gouvernants successifs et qu'il faut faire de sa restauration une des priorités de mon quinquennat.

Moratoire sur la fermeture des lits, moyens budgétaires accrus, débureaucratiation, fluidification des urgences par la création d'urgences gériatriques, incitation à l'installation de jeunes médecins ou à la création de maisons de santé, revalorisation des salaires des soignants sous-payés par rapport à la moyenne européenne, réintégration des personnels injustement suspendus, fin de l'opposition stérile entre médecine publique et privée...

Je rendrai un système de santé solide et performant aux Français.

Applaudir les soignants c'est bien, mais les contraindre à travailler dans des conditions aussi dégradées n'est plus possible, ni à l'hôpital ni dans les EHPAD.

Donner aux soignants les moyens de leur mission est donc vital.

Je ne serai pas la Présidente qui fermera les yeux sur la situation intolérable de nos aînés dans certains EHPAD, mais je serai celle qui leur assurera respect et dignité, celle qui garantira aux familles un droit de visite en toute circonstance pour que plus jamais les plus vulnérables ne soient condamnés à l'isolement.

La grandeur de notre société se mesure à l'attention que nous portons à l'égard des plus vulnérables.

Parmi les plus vulnérables, je pense bien évidemment aux personnes touchées par le handicap et à leurs familles.

La France a su, par le passé, mettre en place de grandes politiques afin d'assurer aux handicapés leur juste place dans la société.

Ma première mesure sera de déconjugaliser et d'augmenter l'allocation adulte-handicapé, mesure que j'ai soutenue sur les bancs de l'Assemblée nationale face au gouvernement d'Emmanuel Macron qui restait sourd à cette exigence élémentaire de justice.

L'inclusion des enfants porteurs de handicaps dans nos écoles est une des plus belles réussites françaises, car c'est dès le plus jeune âge que ces enfants doivent vivre avec leurs camarades. Pour ceux qui hélas ont besoin de plus d'attention et de soins, des établissements spécialisés seront ouverts en nombre pour leur permettre de poursuivre des études adaptées.

En vertu de la même philosophie, les aidants, dont le don de soi, la générosité, l'abnégation forcent le respect, seront indemnisés en fonction de leur perte salariale et le congé aidant porté de 3 à 12 mois.

Dans un monde où l'on veut que tout se monnaye, que tout soit mesuré à l'aune de l'argent-roi, ces Françaises et ces Français qui portent les valeurs de solidarité doivent être remerciés et soutenus.

Protéger les Français, c'est aussi mettre fin au pillage de la France en luttant contre la fraude, que dis-je les fraudes.

Présidente de la République, je ne laisserai plus les Français être volés par ceux qui, depuis tant d'années, détournent la prospérité collective en toute impunité.

La fraude c'est du vol et un vol par dizaines de milliards.

Fraudes aux prestations sociales, aux cotisations sociales, ententes, fraudes à l'étiquetage, fraudes aux importations, sans oublier l'évasion fiscale.

Un ministère spécialement dédié s'occupera des fraudeurs qui font leur fortune sur le dos des contribuables ou des consommateurs.

Ce ministère sera chargé de récupérer les ressources qui ont tant manqué à nos services publics, en particulier à l'hôpital.

Enfin, comment parler de protection sans évoquer celle de notre territoire national.

À l'heure des grandes menaces et des grands bouleversements stratégiques, la France ne serait pas elle-même si elle n'optait pas pour une politique de pleine indépendance.

Nous devons défendre librement nos intérêts, sortir de la logique belliciste des blocs pour renouer avec la stratégie d'équilibre qui a fait la grandeur de notre pays.

C'est pourquoi nous sortirons du commandement intégré de l'OTAN afin de ne plus être entraînés dans des conflits qui ne sont pas les nôtres.

La défense de notre Patrie et de nos intérêts vitaux ne peut être déléguée.

Elle ne peut être confiée qu'à une armée nationale, renforcée dans ses moyens, soutenue dans ses missions, consolidée par la cohérence des alliances.

Elle demeurera appuyée sur la dissuasion nucléaire, protection ultime de la France qui, par voie de conséquence, restera sous son autorité exclusive.

Protégée, la France pourra ainsi retrouver sa place si particulière dans le concert des Nations. Dans ce monde qui s'invente de nouvelles guerres froides, elle doit faire entendre une voix forte et indépendante en usant notamment de son siège diplomatique au Conseil de sécurité. Ce privilège diplomatique, legs du général de Gaulle, nous ne le partagerons avec personne, ni avec l'Allemagne ni avec quiconque.

Nous reviendrons à des relations bilatérales, notamment avec les pays amis d'Afrique souvent liés à la France par l'histoire, par l'affection mutuelle et la francophonie.

Le monde non aligné attend la France ; nous serons au rendez-vous !

En Europe, nous réformerons l'Union européenne pour lui substituer une Alliance européenne des Nations.

Son fonctionnement sera fondé, vous le savez, sur la souveraineté des peuples.

On ne peut plus admettre que des pays qui souhaitent rester souverains comme la Pologne ou la Hongrie soient menacés de sanctions financières incroyablement lourdes pour avoir seulement voulu faire respecter la volonté de leurs peuples ;

Honneur à eux, honte à Bruxelles !

Notre outre-mer, si chère à mon cœur, sera au cœur de cette politique de projection.

L'espace maritime qu'elle offre à la France sera demain un grand projet national, comme le fut la conquête de l'espace.

Nous allons, en nous appuyant sur la vitalité de nos compatriotes d'outre-mer, partir à la conquête de nos mers et de leurs incroyables ressources, en respectant la merveilleuse biodiversité qu'elles nous offrent.

L'or bleu participera à l'essor de tous nos territoires ultramarins et par voie de conséquence de tout notre pays.

Ce grand projet illustre parfaitement la politique économique que nous souhaitons fonder sur un état stratège, c'est-à-dire un état qui crée un environnement économique favorable et qui garantisse à tous et notamment aux indépendants, aux petits entrepreneurs, aux PME, une juste et saine concurrence, la sécurité juridique et la désinflation des normes.

Nous refonderons le système économique en l'appuyant sur deux piliers : le localisme et le patriotisme économique.

Cette croissance économique sera soutenue par un fonds souverain puissant et patriote.

Ce fonds souverain abondé contre rémunération, comme le livret A, par l'épargne des Français qui le souhaitent permettra la réalisation d'infrastructures d'avenir, la transformation environnementale et énergétique, la recherche, l'innovation, mais aussi bien sûr la relocalisation industrielle.

Nous le savons, rien n'est possible sans les entreprises et notamment les TPE-PME qui sont souvent moins bien traitées que les grands groupes, alors qu'elles sont le cœur de notre économie.

C'est pourquoi nous les ferons bénéficier prioritairement des allègements d'impôts de production en supprimant ceux qui pèsent plus spécifiquement sur elles, notamment la CFE.

Nous avons confiance dans nos petites et moyennes entreprises, il est temps qu'elles le voient. Nous avons besoin qu'elles s'installent dans la ruralité, qu'elles créent des emplois pour vous et vos enfants, nous les y aiderons.

Nous remettrons à l'honneur l'excellence du « fabriqué en France » et protégerons les artisans, leur savoir-faire, leur talent créatif et cette conscience du « travail bien fait » qui sont un élément du génie français.

Nous redonnerons au travail sa noblesse et sa valeur !

Comment parler de noblesse et de valeur du travail sans parler de nos agriculteurs.

L'agriculture, notre agriculture, doit redevenir l'instrument de l'excellence française au service de la souveraineté alimentaire de notre pays.

Le modèle d'agriculture familial doit être protégé de la prédation bancaire, de la concurrence déloyale de normes, du yoyo des cours, de l'avidité de la grande distribution, des pièges de la transmission d'entreprise, mais aussi des campagnes de diffamations et d'agressions organisées par les talibans de la verdure.

La qualité des produits agricoles doit être reconnue, les agriculteurs protégés, leurs revenus sécurisés et la première preuve de confiance sera de rendre obligatoire à terme l'utilisation des produits français dans nos cantines.

La France de demain devra être un territoire rééquilibré au profit des villes moyennes et de la ruralité.

Cette grande politique de justice territoriale, c'est notre fameuse « démétropolisation ».

Lutter contre la fracture territoriale est une nécessité, lutter contre la fracture sociale est une urgence absolue.

La priorité d'un pays qui veut se projeter dans l'avenir, ce sont ses jeunes à qui nous devons donner les moyens de leurs rêves.

Je veux leur offrir autre chose que la banque du droit à l'échec de Valérie Pécresse.

Je veux les garder, les inciter à rester en France, à y étudier avec des aides accessibles, à y travailler, à y produire, à y créer des entreprises, à y fonder une famille.

C'est pourquoi j'ai pris cet engagement inédit de supprimer l'impôt sur le revenu pour tous les moins de 30 ans.

Je veux également que les étudiants qui ont un emploi soient récompensés par une prime afin de permettre à tous de sortir de la précarité.

Je veux valoriser l'alternance et l'apprentissage en augmentant de 200 euros par mois les indemnités de ceux qui font le choix de filières professionnelles, dont nous avons tant besoin.

Nos jeunes doivent faire l'objet de toute notre attention.

Il faut leur redonner confiance, envie, joie de vivre.

Ils sont le baromètre de la vitalité d'un pays.

Nous devons pouvoir compter sur eux, mais ils doivent aussi pouvoir compter sur nous.

Voyez dans cette grande politique la confiance que nous avons dans l'avenir !

À quoi sert de protéger, à quoi sert de se projeter si on ne sait pas transmettre ?

Le premier lieu de la transmission, c'est la famille, la famille grande maltraitée des derniers quinquennats.

Les attaques ininterrompues contre la famille ont eu une conséquence directe : les Français sont découragés d'avoir des enfants.

Moi, je fais le choix des enfants, je veux que la Nation aide les couples qui le souhaitent à accueillir cet immense bonheur, qu'elle leur offre des conditions de vie heureuses, qu'elle les protège, qu'elle les entoure.

Et je n'oublierai pas ces enfants maltraités que leurs parents n'ont pas su, pas pu, ou pas voulu aimer correctement.

Ces enfants sont dans l'angle mort de la société, la Nation doit les protéger.

Ils méritent une attention et même une affection toute particulière de notre part.

Attention particulière aussi pour les nombreuses familles françaises monoparentales pour lesquelles je doublerai l'allocation de soutien familial.

Élever seul des enfants, situation beaucoup plus souvent subie que choisie, est un poids financier et psychologique lourd.

La Nation se doit de compenser ces difficultés en aidant les parents seuls à faire face à ces obstacles.

Afin que tous les enfants de France connaissent le bonheur dans notre beau pays, j'aiderai les familles et je m'appuierai sur l'école qui sera restaurée dans sa mission de transmission des savoirs.

Il ne s'agit pas de restaurer l'école du XIXe siècle, mais de donner à tous nos enfants les bases nécessaires à leur future vie d'adulte.

Pour cela, je ferai du soutien aux enseignants l'une de mes priorités, ce si beau métier est aujourd'hui délaissé donc dégradé.

Outre une revalorisation significative de leurs salaires, ils seront soutenus par l'État lorsque la violence de la société viendra troubler ce sanctuaire que doit être l'école.

Enfin, la transmission c'est bien sûr le lien entre générations.

Pour que ce lien perdure, je souhaite supprimer pour l'immense majorité de nos compatriotes, ces impôts injustes que sont les droits de succession.

Ainsi, nos maisons familiales qui sont souvent l'écrin de nos histoires, de nos souvenirs, de notre mémoire, mais aussi le fruit du travail de nos parents, de nos aïeux, ne seront plus concernées par les droits de succession.

De même, je souhaite faciliter les donations entre générations par un allègement important des impôts, pas seulement entre parents et enfants, mais aussi entre grands-parents et enfants.

Pour que ces liens ne soient pas un poids pour les plus jeunes, je réindexerai les retraites sur l'inflation qui rogne chaque année les pensions de nos séniors et je fixerai un principe : pas une retraite en dessous de 1000 euros.

Je restaurerai également la demi-part des veufs et veuves.

Le lien entre générations, c'est bien sûr la transmission de notre culture, ciment de notre Nation. Incarnée dans le patrimoine national matériel et immatériel, matérialisée par notre langue, notre culture fait l'objet aujourd'hui de nombreuses attaques, y compris de la part d'Emmanuel Macron directement.

Je ferai de la défense de la langue française une des priorités de ma politique culturelle en mettant fin à cet usage délétère de l'anglais par nos entreprises, nos administrations et même le gouvernement.

L'écriture inclusive, ça ne sera pas possible.

La carte d'identité française sera à nouveau en français.

Le français sera aussi un levier puissant pour renforcer les liens y compris économiques avec les pays qui partagent l'usage de cette si belle langue dans le cadre d'une union francophone.

Pour entretenir notre patrimoine bâti, naturel, je mettrai en place un service national du patrimoine sur la base du volontariat.

Nos jeunes pourront ainsi participer à son entretien et apprendre à l'aimer.

Voilà, mes amis, les grandes lignes de mon projet.

Il est en totale opposition avec celui d'Emmanuel Macron et de son clone Valérie Pécresse, quand le premier ruine la France, la seconde trompe ses électeurs.

Si, de l'avis de tous, nous avons gagné la bataille du constat et nombre de candidats y braconnent avec des conversions parfois récentes toujours opportunistes, les Français nous attendent sur les solutions ; ils nous y attendent sans outrances, sans provocations, sans blesser, sans exciter les tensions, sans rajouter un problème aux problèmes.

Nous devons clore la parenthèse Macron, nous allons la clore.

Faites en sorte mes amis que les 5 prochaines années, ce soit... SANS LUI.

Mon projet politique est de donner à la Patrie les moyens de sa grandeur, et de donner aux Français les moyens de leur bonheur.

Mon projet est de faire entrer la France dans le 3e millénaire, de lui donner tous les atouts pour affronter le monde qui vient.

Vous l'avez compris, mon projet est travaillé, réfléchi, complet.

Il est chiffré et parfaitement équilibré.

Il fixe une feuille de route précise, solide, immédiatement applicable.

Il dessine un chemin clair de prospérité, de sécurité et de cohésion nationale.

Il n'a pas vocation à être de droite ou de gauche, il s'adresse à tous les Français, il est un projet pour la France.

Une France fière de ses valeurs et de son histoire,

une France résolument tournée vers l'avenir,

une France qui croit au travail, à l'effort,

une France unie à l'intérieur et respectée à l'extérieur,

une France attentive aux personnes les plus vulnérables,

une France bienveillante pour ses enfants, tous ses enfants, une France heureuse

une France rayonnante dans le monde.

Mes chers compatriotes, dans cette magnifique cité de Reims qui fut le sanctuaire des serments sacrés des rois de France à servir leurs peuples, la France doit se souvenir des promesses de son baptême.

Notre nation a un pacte deux fois millénaire avec la liberté du monde, mais aussi avec l'idéal d'égalité et l'espérance de fraternité.

Notre devise nationale, vibrante des victoires des hommes et des femmes sur la fatalité doit être relevée tel notre drapeau bleu-blanc-rouge mis à terre par les lâchetés des gouvernements en faillite.

Ce serment sacré, ce pacte millénaire, cette devise nationale, voilà le rêve français qui doit nous animer, voici le rêve français que nous allons retrouver.

Faites confiance à cet idéal,

Faites confiance à vos idéaux,
Ensemble, nous allons rendre à notre peuple la France qu'il aime !

Et maintenant, je vais prendre quelques minutes pour vous parler de moi parce que je crois que l'élection à la présidence de la République, c'est d'abord la rencontre entre le peuple et un homme ou une femme... en l'occurrence, une femme.

Une présidente de la République est élue sur un projet certes, je viens de vous le présenter.

Sur un positionnement politique, vous savez que le mien est national.

Mais, je crois profondément que le tempérament, le parcours, la personnalité de celle que les Français choisiront sont déterminants.

Ce sont ces éléments qui permettront de savoir comment elle réagira, comment elle arbitrera les incalculables décisions que, dans ses fonctions, chaque jour, elle est amenée à prendre.

Du plus loin que mes souvenirs me portent, la politique a fait partie de mon existence.

Un père prit dans le tourbillon des engagements que je voyais trop rarement, une famille un peu particulière où les idées, l'action, le combat politique rythmaient la vie.

J'ai l'habitude de dire que j'ai escaladé la politique par la face nord.

Très vite, j'ai connu la violence politique quand, petite fille à l'école, on m'a fait payer l'engagement de mon père.

Des persécutions que l'esprit d'une enfant insouciant ne peut pas vraiment comprendre.

Des persécutions qui me font honnir aujourd'hui toute idée de discrimination.

J'en mesure l'injustice ; j'en connais trop la souffrance.

Et puis, il y a eu cet attentat, j'avais 8 ans.

Le silence d'abord... de l'explosion qui rend sourd, puis la fumée, les voix qui appellent, les éclats de verre.

Le sentiment de n'avoir plus rien sous nos pieds que mon petit lit d'enfant en équilibre dans le vide.

Puis la question : qui est mort ? Qui est vivant ?

La famille est sauvée, mes sœurs, mes parents, mais le petit garçon d'un an dans l'appartement en face du nôtre a été projeté du 5e étage.

Il s'en sortira avec un bras cassé.

Il y a ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas. Moi, j'y crois.

Ce matin de la Toussaint 1976, je suis entrée brutalement dans le monde des adultes.

Un monde où l'on sait que tout est fragile, que les méchants existent.
Cette idée ne m'a jamais quittée et la vie, il faut le dire, ne l'a pas démentie.
Et puis il y a eu ce divorce parental ultramédiatisé.
Qui vous prive du droit à la pudeur auquel on est si attaché quand on a 16 ans.
Et l'expérience que l'on acquiert, que la vie est faite de sacrifices, de difficultés, d'épreuves,
qui vous instruisent, qui vous construisent.
La certitude aussi que les gens qui ont vécu des choses douloureuses perçoivent mieux les
blessures, les souffrances, la détresse.
Ces sacrifices que nous consentons me rappellent cette très belle phrase d'Helie Denoix de Saint
Marc qui aide souvent à supporter les efforts endurés : « Si rien n'est sacrifié, rien n'est
obtenu. »
Je suis devenue avocate par passion du juste, par souci de défendre celui qui ne pouvait l'être
par lui-même, par défi de faire triompher les causes auxquelles je pouvais croire.
Et puis je suis devenue maman.
D'une famille nombreuse... très vite : trois enfants en moins d'un an.
Des enfants merveilleux, à qui j'ai plus tard dédié mon premier livre : « À mes enfants qui
comprendront un jour que le temps que je n'ai pas passé avec eux, je l'ai quand même dépensé
pour eux ».
Aujourd'hui, ils ont compris.
Mes enfants, je les ai élevés seule quelques années.
J'ai été une famille « monoparentale » comme on dit.
Je sais d'abord qu'on ne choisit que rarement cette situation.
Je sais aussi la difficulté psychologique que représente le fait d'être à la fois le papa et la maman.
J'en ai acquis la conviction que la Nation devait faire particulièrement attention à ces situations.
Et puis, parce que peut-être on n'échappe pas à son destin, la politique est venue me tirer par le
bras un soir de second tour d'élection présidentielle pour remplacer les orateurs qui n'avaient
pas très envie de commenter une défaite.
Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts.
J'ai beaucoup appris. J'ai tâtonné, j'ai parfois échoué, je suis tombée, je me suis toujours
relevée, mais pour reprendre la lumineuse formule de Nelson Mandela, « je n'ai jamais perdu,
soit j'ai gagné soit j'ai appris ».
Alors aujourd'hui, à l'heure où je me présente devant vous, devant les Français pour la fonction
suprême, je suis prête.
Je suis prête parce que j'ai rencontré des milliers, des dizaines de milliers de Français.

Je sais leurs souffrances et leurs attentes, leur désespoir, mais aussi leurs espoirs ;
Je suis prête parce que j'ai rencontré des chefs d'État et de gouvernement.
Je sais que les grandes affaires du monde sont aussi affaire de relations personnelles et de respect mutuel.
Je suis prête parce que je travaille le projet que je vous ai présenté depuis dix ans.
Ce projet, je l'ai enrichi, je l'ai enrichi de toutes les rencontres que j'ai pu faire avec des experts.
Des experts, pas seulement au titre de « l'expertise », mais aussi au titre de l'expérience.
C'est surtout et avant tout grâce à vous que je suis prête.
Vous êtes ma force, mon énergie, mon horizon !
Portée par votre soutien, je ne crains ni les trahisons, ni les embuscades, ni les manœuvres.
Je n'ai comme boussole que l'intérêt supérieur de notre pays et de notre peuple.
La France nous attend !
La France audacieuse et impertinente, forte et belle, libre et combative, sûre d'elle-même et généreuse.
La France qu'on M !
Tout commence aujourd'hui.
Vive les Français !
Vive la République !
Vive la France !

3. Discours à la Défense Arena de Paris – Emmanuel Macron

Auteur inconnu, 2022. « Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, candidat à l'élection présidentielle 2022, sur le bilan de son quinquennat et ses propositions économiques et sociales pour l'élection présidentielle, La Défense, le 2 avril 2022 », sur vie-publique.fr, 2 avril 2022. Consulté le 4 avril 2023 à 11 h 10.

<https://www.vie-publique.fr/discours/286129-emmanuel-macron-02042022-meeting-la-defense-campagne-presidentielle>

EMMANUEL MACRON

Merci d'être là ! Est-ce que vous entendez la ferveur ?

LE PUBLIC

Oui ! Et un, et deux, et cinq ans de plus ! Et un, et deux, et cinq ans de plus ! Et un, et deux, et cinq ans de plus !...

EMMANUEL MACRON

Merci. Merci d'être venus des quatre coins du pays, de toutes les régions, et je sais pour certains même de nos outre-mer ! Je suis heureux, heureux d'être parmi vous aujourd'hui. Et tandis qu'à a quelques heures de Paris on bombarde la démocratie, tandis...

(Sifflets du public)

EMMANUEL MACRON

Non, on va tout de suite se redonner une règle que vous connaissez... (Applaudissements du public)

EMMANUEL MACRON

La guerre en Ukraine, nous faisons tout chaque jour pour pouvoir l'arrêter. Évidemment nous la condamnons, mais ici quand nous sommes tous ensemble, nous ne sifflons pas, personne, jamais. Jamais ! Parce que la démocratie, ce sont des combats, historiques parfois comme ceux que nous menons, mais toujours avec le respect et l'exigence.

Certains aujourd'hui, je le disais, bombardent à quelques heures de Paris. D'autres voudraient nous ramener en France des années en arrière. Et vous êtes là tous, militants de l'idéal, nous sommes là dans la plus grande salle d'Europe pour dire que nul ne nous fera reculer. Nous sommes là dans ce moment marqué par la guerre, la gravité pour rappeler que la France a toujours quelque chose à dire au monde.

Nous sommes là pour affirmer que nous, Français, n'en avons fini ni avec l'humanisme, ni avec les Lumières. Nous sommes là, mes amis, à 8 jours du premier tour de cette élection présidentielle pour convaincre, pour mobiliser. Nous sommes là pour faire advenir un projet de progrès, d'indépendance, d'avenir pour notre France et pour notre Europe.

Alors vous vous en souvenez, en 2017 nous portions un projet d'émancipation, de lutte contre l'assignation à résidence, de progrès. Comme disaient certains, c'était même notre projet. Les amis, malgré les crises nous n'avons jamais renoncé. Malgré les crises, nous avons tenu nos promesses. Pour mettre fin à ce mal français qui était le chômage de masse, il fallait s'attaquer aux vieux tabous sur la fiscalité, le droit du travail, l'assurance chômage. Nous l'avons fait et le taux de chômage est au plus bas depuis 15 ans.

Pour en finir avec la désindustrialisation, il fallait lever les freins à l'entrepreneuriat, à l'innovation, à l'investissement. Nous l'avons fait et pour la première fois depuis 30 ans s'ouvrent davantage d'usines qu'il ne s'en ferme. Pour que le travail paye mieux et permette à chacun de vivre dignement, il fallait baisser les cotisations, l'impôt sur le revenu, supprimer la taxe d'habitation. Nous l'avons fait ! Et le pouvoir d'achat a augmenté de manière historique, notamment pour les travailleurs les plus modestes.

Pour relever le défi du climat, il fallait accompagner les Français pour rénover leur logement, changer leur voiture : on l'a fait. Et les émissions de gaz à effet de serre ont baissé deux fois plus vite qu'avant. Pour offrir les mêmes chances à nos enfants, il fallait prendre des décisions radicales, passer le congé paternité de 14 à 28 jours, la scolarité obligatoire de 6 à 3 ans, réduire les effectifs des classes en CP-CE1 dans les quartiers les plus pauvres. Nous l'avons fait. Pour permettre à notre jeunesse de trouver sa voie, il fallait développer l'apprentissage jusqu'à doubler le nombre d'apprentis, nous l'avons fait.

Pour protéger les Français du terrorisme, il fallait continuer de changer nos lois, renforcer nos services de renseignements, nous l'avons fait. Et je n'oublie à ce moment aucune des victimes de tous nos attentats, nos blessés, les familles de toutes ces victimes. Nous sommes à leurs côtés. Pour garantir la sécurité pour tous, il fallait investir dans notre police, dans notre justice,

recruter 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires, augmenter de 30 % le budget de notre justice, bâtir une justice de proximité plus forte, nous l'avons fait.

Pour répondre à la crise des Gilets jaunes, à la demande de proximité, il fallait organiser le retour de l'État, des services publics dans nos territoires avec une maison France Services par canton, le transfert dans nos villes de province de plusieurs services et de milliers de fonctionnaires, nous l'avons fait.

Pour faire face à la crise sanitaire, il fallait protéger tout à la fois la santé, les emplois, l'éducation de nos enfants, nos étudiants, avec l'investissement dans nos hôpitaux et la mobilisation extraordinaire de nos soignants, avec... – applaudissez-les. Avec le quoi qu'il en coûte pour les travailleurs, les indépendants, les artisans et pour ne laisser personne au bord du chemin, avec l'école ouverte pour nos enfants, avec le repas à 1 euro pour nos étudiants, nous l'avons fait. Et tant d'autres quotidiens ainsi améliorés.

Ce jeune garçon en situation de handicap qui ne pouvait aller à l'école et qui grâce au recrutement, à la titularisation de milliers d'accompagnants suit désormais la classe avec les autres. Ils sont 100 000 de plus par rapport à 2017 à pouvoir ainsi aller comme lui à l'école, au collège, au lycée. Cette jeune adolescente qui, grâce au pass culture, a trouvé le chemin d'une librairie. Ils sont plus d'un million, plus d'un million, à avoir comme elle découvert une œuvre, un art, une vocation parfois.

Cette maman seule qui était à découvert le 10 du mois et qui grâce aux services publics des pensions alimentaires vit désormais plus sereinement. Ce couple de femmes qui grâce à la procréation médicalement assistée a pu avoir l'enfant dont elles parlaient depuis des années. Et cette femme battue par son mari qui s'était enfermée dans le silence et qui grâce aux points d'accueil mis en place dans les commissariats, à la formation de nos policiers, de nos gendarmes a enfin trouvé la force de parler, de déposer plainte, d'être défendue.

Oui, mes amis, tout cela et tant de choses, c'était notre projet et c'est maintenant notre bilan, nous l'avons fait.

Alors, je sais bien, je sais bien ce qu'on nous dit, je sais bien qu'on nous dit qu'on ne gagne pas sur un bilan, mais c'est le vôtre, celui de votre travail, de votre engagement, malgré les crises nous ne nous sommes jamais arrêtés, soyez en fiers. Pourtant comme vous je vis encore tant de vies empêchées, comme vous, comme vous, je sais toutes les lenteurs qui alimentent l'impatience, tant de blocages qui nourrissent la colère et moi aussi vous savez comme vous, je

me suis parfois impatienté. Ça allait trop lentement et ça n'allait pas assez loin. Mais mes amis comme vous je sais toutes ces vies encore empêchées, bloquées, comme vous je vois les difficultés à finir le mois, les situations d'insécurité, les difficultés qui se multiplient parfois et tant de progrès à accomplir pour faire reculer l'extrémisme, c'est pourquoi mes amis, c'est pourquoi notre projet pour 2022 sera à nouveau un projet de droit réel, un projet de solidarité, un projet de progrès social. Oui comme vous, comme vous mes amis, je ne me résoudrais jamais à ce que des Français qui travaillent voient tous leurs salaires partir en plein d'essence, en factures, en loyers et renoncent finalement à offrir un cadeau à leurs enfants, c'est injuste. Alors dès cet été, alors d'abord nous n'avons pas attendu, face à ce défi du pouvoir d'achat, le gouvernement s'est déjà mobilisé depuis des mois, c'est l'équivalent de plus de 20 milliards d'euros par an pour protéger les ménages face aux hausses d'électricité, de gaz et les bloquer. C'est aussi ce qui a permis de résister face à toutes les augmentations dont celle de l'essence, c'est depuis hier la ristourne décidée, mais il nous faut aller plus loin, le vrai pouvoir d'achat, c'est celui qui vient du travail, qui est durable, par lequel quand on travaille on gagne plus. C'est pourquoi dès cet été je veux permettre aux travailleurs de pouvoir toucher une prime de pouvoir d'achat allant jusqu'à 6000 euros sans charge ni impôt. Dès cet été les travailleurs indépendants gagneront davantage, 550 euros de plus chaque année au niveau du SMIC.

Et parce qu'à nouveau ces cinq années de plus doivent être les cinq années du travail, du mérite, de la liberté nous devons continuer d'avancer et nous créerons le compte épargne temps universel. Ce compte suivra chaque salarié tout au long de sa vie, il sera mobilisable dans les moments clés de la vie, soit pour souffler, avoir du temps, soit pour accélérer ses projets et avoir de l'argent. Oui, je ne me résoudrais jamais, jamais à ce qu'après une vie de travail des retraités puissent encore manquer d'argent et devoir aller à l'aide alimentaire, c'est injuste.

Nous avons pu durant ces cinq années, améliorer plusieurs minimas sociaux et améliorer certaines retraites pour nos paysans, pour nos artisans. Mais dans les prochains mois ensemble, je veux que nous portions à 1100 euros la pension minimale de retraite pour une carrière complète, c'est justice. Et nous prendrons en compte les carrières longues, l'invalidité, les métiers les plus pénibles. Je ne me résoudrais jamais à ce que des mères renoncent à leur carrière parce qu'elles veulent fonder une famille, c'est injuste.

C'est pourquoi nous créerons un droit opposable à la garde d'enfant, nous accompagnerons nos mères qui font un travail exceptionnel comme sur beaucoup d'autres en la matière et nous

revaloriserons de 50 % l'aide versée aux mamans seules. Je ne me résoudrais jamais à laisser des familles dans l'angoisse, rester sans solution face au grand âge, c'est injuste.

Nous le savons, l'un des défis des années qui viennent est ce vieillissement. C'est une chance, mais un défi, nous prendrons en charge les travaux pour adapter les logements des personnes les plus âgées ; nous proposerons deux heures d'aide à domicile en plus par semaine pour tous pour que tous ceux qui le peuvent puissent rester chez eux !

Permettre à tous nos compatriotes qui font ces métiers si difficiles, si essentiels du soin, de l'accompagnement de nos aînés de le faire mieux, d'être mieux rémunérés. Et permettre à tous nos aînés qui le peuvent de vieillir chez eux avec leurs proches. Et quand ils ne peuvent plus alors de les accompagner dans des établissements dignes et pour cela nous recruterons 50 000 infirmiers et aide-soignants et nous renforcerons les contrôles. Car tous, tous nous avons été indignés par les révélations faites sur certains établissements. Cela ne vaut pas pour tous et beaucoup font un travail admirable, mais cela ne doit plus exister, jamais ! Nos vies, leurs vies valent plus que tous les profits.

Je ne me résoudrai jamais, jamais à ce qu'on puisse faire des économies, faire des économies au détriment des Français les plus précaires, les plus modestes tandis que d'autres fraudent, c'est injuste. On a tout entendu sur nos aides sociales tout, mais nous avons appris ensemble durant ces 5 années, nous avons mis en place le fameux prélèvement à la source, il a permis d'être plus juste et de lutter contre la fraude, eh bien, maintenant ce que je veux faire pour les 5 années qui viennent, c'est la solidarité à la source, celle qui permettra de manière plus simple, plus efficace de verser ces aides à toutes celles et ceux qui en ont besoin et de lutter contre tous les fraudeurs.

Je ne me résoudrai jamais à ce que face aux crises, notre jeunesse sombre dans la solitude, le désespoir parfois. C'est injuste, c'est pourquoi la santé mentale sera une priorité nationale. Je ne me résoudrai jamais non plus à ce que nos étudiants abandonnent parce qu'ils se sont livrés à eux-mêmes dans le maquis des premières années de l'université, c'est injuste, c'est pourquoi nous donnerons la priorité à l'orientation, les places dans les filières seront fixées en fonction des besoins de la Nation, l'autonomie des universités franchira une nouvelle étape.

Je ne me résoudrai jamais à voir des quartiers entiers de notre République être stigmatisés, n'avoir parfois pas les mêmes chances, c'est injuste.

À Marseille, nous avons lancé une dynamique inédite, ce que j'appellerais un laboratoire de volonté « Marseille en Grand » qui depuis la rénovation urbaine jusqu'à l'école en passant par le sport, la culture, le soutien à l'économie, va révolutionner la politique de la ville. Alors oui nous nous appuyons sur cette expérience, mais aussi sur ce que nous avons fait en doublant le budget de la rénovation urbaine, en ouvrant 300 cités éducatives, en formant à l'emploi, nous irons plus loin.

Je ne résoudrai pas davantage à ce que nos campagnes, elles aussi, soient envoyées à l'isolement, parfois aux préjugés ou n'aient pas les mêmes chances, nous aimons nos ruralités. Nous avons tant fait avec leurs habitants. Alors oui, nous finirons de couvrir tout le territoire en très haut débit en réseau mobile comme nous poursuivrons la réouverture des petites lignes ferroviaires.

Je ne me résoudrai jamais à ce que certains de nos compatriotes puissent vivre dans l'insécurité. La présence des forces de l'ordre sur la voie publique sera doublée, 200 brigades de gendarmerie nouvelles installées. Des forces d'action républicaine mobilisées pour les quartiers les plus en difficulté. Et la sécurité, ne l'oubliez jamais, c'est aussi notre justice. C'est pourquoi nous créerons 8 500 postes de magistrats, de personnels de justice pour juger plus vite, en proximité pour que nulle part, il ne puisse plus y avoir quelque impunité.

Je ne me résoudrai jamais, jamais comme vous, je ne me résoudrai jamais, je me battrais toujours. Oui ! Et comme nous nous sommes battus sans relâche durant ces 5 années je veux, mes amis, que nous continuions à voir grand, que nous continuions à tenir cette promesse française de justice, de progrès, voilà ce que je voulais en quelques mots à la cavalcade vous présenter des progrès concrets, que nous avons ensemble à bâtir.

Mais tous ces progrès, tous ces progrès du quotidien qui sont indispensables ne doivent pas nous faire oublier quelques grandes causes essentielles, ce que nous avons, sans relâche là aussi, conduit durant ces 5 années.

La grande cause de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la lutte contre les violences à l'égalité salariale et tant et tant d'autres combats, nous l'avons menée, nos associations se sont mobilisées, mais nous devons faire plus, nous devons faire plus. C'est pourquoi à nouveau l'égalité femmes/hommes sera la grande cause du quinquennat qui s'ouvre.

Mener ces grandes batailles de progrès, corriger les inégalités à la racine, permettre l'égalité des chances, c'est cela aussi notre identité, ne pas simplement les corriger. Investir dans l'humain en quelque sorte.

Alors oui, je veux que le deuxième grand combat, ce soit celui pour nos enfants, la protection de l'enfance, la protection de nos enfants.

Plusieurs ici mènent ce combat depuis tant et tant d'années et nos enfants si longtemps avaient été les oubliés, les oubliés de nos politiques publiques. Je suis fier avec vous d'avoir lancé ce qu'on appelle les « 1 000 premiers jours », ce grand projet qui depuis l'extension du congé paternité jusqu'à l'accompagnement des mères vise à donner les mêmes chances à chacun, quelle que soit sa naissance. Mais il nous faut, au-delà de ce que nous avons commencé, aller plus loin, aller plus fort. Il nous faut protéger nos enfants des violences qu'ils subissent, des réseaux sociaux, du harcèlement dont ils sont trop souvent victimes.

Protéger, protéger nos enfants de tous ceux qui, dans les silences trop longtemps tenus, ont commis le pire et continuent d'abuser d'eux, je sais, parce qu'à travers le pays, tant de fois, peut-être quelques-uns d'entre vous qui sont ici dans cette salle m'ont interpellé, tiré la manche pour me confesser ce qu'ils avaient vécu, avec la honte, la honte de l'avoir vécu, avec la douleur de ne pas l'avoir transmis, de n'avoir trouvé aucune oreille pour l'entendre, aucun adulte pour le recevoir, cette honte-là elle changera de camp, cette honte-là elle changera de camp. C'est pourquoi les recommandations de la commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles seront suivies d'effet, notre enjeu sera de bâtir avec les médecins, les enseignants, les soignants, les associations, une vraie culture française de la protection de nos enfants pour prévenir ces violences, ces incestes, ces harcèlements, et pour les guérir, pour accompagner, pour réparer. Nous agirons aussi pour prémunir les enfants des contenus de haine qui circulent sur les réseaux sociaux, de ces insultes incessantes, qui vont jusqu'à enlever l'envie de vivre à certains de nos enfants, la lutte contre le harcèlement sera accentuée, avec la mise en place de délégués dans chaque collège, la formation, que nous avons déjà commencée, qui sera renforcée, de nos enseignants, et l'extension des numéros et des plateformes d'appel, et le contrôle parental que nous avons constitué sera installé par défaut sur chaque appareil. Oui, protéger nos enfants.

Et quand je parle d'enfants, bien sûr, je n'oublie pas ce qui sera un immense combat des années qui viennent, ce troisième grand combat, au-delà de tous les progrès que je vous décrivais, celui de l'éducation. Depuis 5 ans nous l'avons mené sans relâche et je suis fier de notre action, nous

tous, avec le gouvernement, avec les parlementaires, avec vous toutes et tous, avec nos enseignants. Je suis fier d'avoir limité à 12 le nombre d'élèves par classe dans les quartiers, fier d'avoir porté les devoirs faits pour les collégiens, quand leurs parents ne pouvaient pas les accompagner, fier d'avoir permis l'ouverture de 300 internats d'excellence, de campus des métiers, d'avoir battu cette école inclusive, fier avec vous de tout cela, mais je suis lucide, l'ascenseur social reste encore trop en panne, trop de professeurs sont encore découragés, trop de parents inquiets, trop d'élèves malheureux, c'est pourquoi nous renfoncerons l'enseignement des savoirs fondamentaux, français, mathématiques, et ce jusqu'au baccalauréat. Nous généraliserons le sport à l'école, une demi-heure par jour à l'école primaire, dès septembre, car nous devons faire de notre pays cette grande nation sportive, pour la santé de nos enfants, de nos adolescents, du pays. Nous renforcerons l'enseignement artistique et culturel, tout en déployant le Pass culture au collège, car la culture à l'école c'est permettre à un enfant, à un adolescent, dont la famille n'a pas de bibliothèque, qui elle n'a pas pu apprendre, d'accéder au beau, à ce qui nous dépasse, ce qui nous donne une raison de vivre, même quand tout semble perdu, notre culture. Nous ferons du collège le lieu où l'on apprend à mieux connaître les métiers et à s'orienter, et nous accompagnerons mieux les adolescents dans ces moments charnières, en particulier la classe de sixième, comme la classe de seconde. Nous ferons une révolution complète, complète, du lycée professionnel, une voie d'excellence, les enseignants, comme les lycéens, le méritent. Mais surtout, surtout, nous ferons différemment, nous ferons en nous appuyant sur nos enseignants, à qui nous devons tant, et à qui la nation doit tant, oui vous pouvez les applaudir.

Oui, nos enseignants, ceux qui nous ont parfois, par une main tendue, un regard bienveillant, permis de devenir ce que nous n'étions pas censés devenir, ces artisans de la République qui permettent à chaque destin d'enfant, parfois de conjurer le sort, nous leur avons tant demandé. Quand nous avons voulu rouvrir l'école le 11 mai 2020, je sais ce que nous leur avons demandé et je veux ici peut-être tout particulièrement et tout personnellement les en remercier. Alors, pour leur permettre d'exercer pleinement leur mission, instruire nos enfants et faire des républicains, nos instituteurs, nos professeurs, seront mieux rémunérés et plus libres de proposer, libres d'innover, d'expérimenter, comme ils sont tant à vouloir le faire, d'essayer d'autres méthodes, dans la classe, et de pouvoir les partager, libres de leur carrière, libres de choisir un établissement pour son projet pédagogique singulier et de s'extraire des mouvements géographiques qui parfois les assignent à résidence.

Oui, cette révolution de l'école, nous la ferons avec des chefs d'établissement, eux-mêmes plus libres, de bâtir des projets, de conduire des équipes, de les réunir, oui, pour ce grand chantier de l'école je veux que nous donnions enfin, aux enseignants, aux directrices et directeurs d'établissements, aux maires, aux parents, aux associations, qui s'occupent souvent du périscolaire, à nos enfants eux-mêmes, les moyens de réussir en inventant au plus près du terrain des solutions adaptées, nouvelles, fortes, ambitieuses. Alors, je vous rassure, le système nous dira que c'est impossible, on nous expliquera que ça n'a jamais été fait, qu'il faut faire comme avant, discuter depuis Paris, tout décider depuis Paris, mais comme c'est impossible, nous le ferons, parce que nous l'avons déjà fait.

Et puis investir dans l'humain, corriger les inégalités à la racine, c'est évidemment parler de notre santé, ce quatrième grand chantier, celui qu'avec vous je veux bâtir. Je suis fier, fier grâce à notre projet d'il y a cinq ans, d'avoir lancé dès 2018 une stratégie pour décloisonner médecine de ville et hôpital. Fier d'avoir décidé avec les gouvernements successifs le Ségur pour des investissements historiques pour l'hôpital et pour des augmentations historiques pour les salaires de nos soignants.

Mais soyons lucides là aussi. Soyons lucides là aussi. Sans doute avons - nous bien fait, mais sans doute était-ce tard et nous ne pouvons pas ne pas regarder en face l'épuisement de tant de soignants et j'ai une pensée pour eux, émue, mobilisée parce qu'ils continuent de se battre dans les hôpitaux, dans leur cabinet, pas simplement contre le Covid qui continue à sévir, contre les formes de Covid long et contre toutes les maladies que nous ne pouvons pas oublier. Applaudissez nos soignants !

Mais nul n'ignore leur épuisement, parfois la perte de sens parce que trop de postes manquent ! Ils manquent pourquoi ? Parce qu'il y a eu des découragements, parce que les vacataires — c'est vrai ce que vous dites — ont trop souvent été pris, mais parce que les emplois pérennes n'étaient pas assez bien payés ou parfois pas pourvus, parce que le système s'est bloqué lui-même sur ses incohérences, soyons clairs sur la bureaucratisation, les règles devenues absurdes. Donc, oui, nous devons aller plus loin pour notre santé parce qu'aujourd'hui, nous avons à la fois la perte de sens du côté des soignants et les pertes de chances du côté des patients avec ce qu'on appelle les déserts médicaux dans tant de nos campagnes, dans tant de quartiers, nos compatriotes ne trouvent plus les soins à portée de rendez-vous. Dans tant de nos campagnes, dans tant de nos quartiers, y compris parmi les plus âgés, les plus vulnérables, ils ne trouvent plus de médecins, c'est une réalité. Ces déserts médicaux, on sait ce que ça produit : de l'inégalité, de l'inégalité devant la maladie parce qu'on sait comment ça se passe : on renonce

à un rendez-vous parce qu'il n'y a pas de consultation possible et un deuxième, et puis ce qui aurait pu être arrêté ou prévenu, s'aggrave. Les pertes de chances, c'est cela ce que nous vivons et l'inégalité en matière de santé ne pourra être combattue que si précisément nous arrivons à conjurer ces déserts médicaux.

C'est contre cela, contre ces inégalités d'accès aux soins indignes, indignes de nous, que nous agissons. C'est pour cela d'abord que nous développerons la prévention. Nous avons déjà mis en place des diagnostics qu'on appelle DYS pour nos jeunes enfants. Nous avons mis en place des diagnostics dont nous sommes si fiers, à juste titre, en particulier pour détecter plus tôt les différentes formes d'autisme chez nos enfants et chez les plus jeunes. Et en disant cela, la salle s'éclaire de ce bleu qui va avec en effet ce jour de l'autisme où nous sommes et je veux ici que nous pensions à tous nos compatriotes qui sont atteints d'autisme, quelle qu'en soit la forme, qui vivent au milieu de nous, avec nous — avec nous — et dont nous sommes fiers et je veux dire à leur famille, à leurs enseignants, à leurs soignants que nous en sommes fiers. Alors nous continuerons dans la prévention, les diagnostics à 25 ans, à 40 ans, à 60 ans, qui seront pris en charge par la Sécurité sociale parce qu'investir sur les diagnostics à ces âges critiques de la vie, c'est permettre de prévenir tant et tant de maladies ; c'est un investissement dans l'humain, mais un investissement rentable aussi ! Bien moins coûteux que d'aller ensuite guérir trop tard. Et nous agissons avec force pour faire reculer ces déserts médicaux.

Partout où je me déplace, d'Aulnay à Amiens, depuis — Guillaume — à Mulhouse, de Marseille à Tours, on m'en parle ! Alors il n'y a pas de recette miracle en la matière, on le sait bien. Il y a le bon sens et la volonté. Le bon sens et la volonté de permettre à des infirmiers et des infirmières, à des pharmaciennes et à des pharmaciens de pouvoir dégager nos médecins de certaines tâches, de faire eux davantage pour que nos médecins puissent prendre plus de patients. Il y a le bon sens et la volonté qui consistent à dire que les gardes ne sont peut-être pas un mauvais système et d'ailleurs il se trouve qu'on n'est pas moins malade la nuit ou le week-end qu'on ne l'était il y a 15 ans, mais qu'il faut peut-être nous réorganiser sur les territoires, savoir les payer justement, mais retrouver sur chaque territoire une offre de soins continue. Le bon sens et la volonté qui doivent nous conduire à redonner plus de responsabilités à l'hôpital, aux soignants, à changer la gouvernance de nos hôpitaux, à décloisonner entre l'hôpital et la médecine de ville, nos organisations, à permettre à des jeunes médecins qui veulent s'installer, d'être salariés encore davantage, de travailler un peu à l'hôpital et un peu à la ville, d'inventer sur le territoire, au plus près, les solutions innovantes et de le faire là aussi avec nos élus qui connaissent cette problématique, en lien avec eux, de le faire entre médecins,

paramédicaux, associations de patients, citoyens. Le bon sens et la volonté consistent à dire que si nous voulons qu'à la fin de leurs études, de jeunes médecins s'installent en zones rurales ou dans les quartiers les plus difficiles, nous pouvons en créer les conditions. Voilà ce qu'il nous reviendra de construire ensemble ! Et là aussi, pas de manière uniforme, pas depuis Paris, non, sur le terrain en redonnant de la liberté, du pouvoir, au niveau de l'hôpital aux services et au niveau d'un territoire, à des objectifs qui sont définis, là où les gens vivent, là où les besoins sont connus, où les solutions sont bâties.

Oui mes amis, oui mes amis, je vous rassure, malgré vos applaudissements, là aussi, le système viendra nous dire que c'est impossible et nous le ferons ! Alors je vous rassure, je viens de vous parler là de progrès de chaque jour, de nouvelles conquêtes que nous voulons faire, de ces quatre grandes causes que nous allons porter et sur lesquelles nous allons nous battre et innover. Mais pour y arriver, pour financer cela, il n'y a pas d'argent magique et j'ai une mauvaise nouvelle : il n'y en a pas davantage aujourd'hui qu'il n'y en avait il y a cinq ans.

Et donc moi je préfère être clair, pour financer tout cela, il n'y aura pas de hausse d'impôt, non nous les baisserons. Et je peux vous le dire avec crédibilité, car nous l'avons fait pendant cinq ans. Pour financer cela, il n'y aura pas de hausse de notre dette, non. La dette comme tous les autres pays, nous en avons constitué une durant la période du Covid, il fallait le faire, elle est là et nous la remboursons dans le temps en l'amortissant sur plusieurs décennies, mais notre dette, celle qui dépend de nos déficits courants, nous devons y répondre, c'est pourquoi nous tiendrons nos objectifs, nous nous y attaquerons parce que nous ne pouvons laisser à nos enfants une dette qui aura augmenté. À partir de 2026 nous la baisserons.

Non tout ce que je viens de vous décrire, nous ne le ferons qu'en travaillant davantage, qu'en produisant, c'est ça la vérité. Et c'est cela qui a toujours été notre fils directeur durant ces cinq dernières années. Alors parfois c'est agréable à entendre, parfois ce n'est pas agréable à entendre, je sais, mais oui, il n'y a pas d'État social, il n'y a pas d'État providence s'il n'y a pas un État productif, fort, s'il n'y a pas une France qui invente, qui produit, qui travaille, qui crée de la richesse pour pouvoir la redistribuer. ON ne reprendra pas le contrôle de nos vies, du progrès, s'il n'y a pas tout cela, alors j'assume oui de vous dire qu'il faudra travailler plus.

Et d'abord travailler plus longtemps parce que nous vivons plus vieux, eh oui comme l'ont déjà fait l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, tant de nos voisins, il faudra de manière concertée, bien sûr de manière progressive et visible passer l'âge de notre retraite à 65 ans, parce que c'est ainsi d'abord que nous pourrons financer tous les progrès que j'évoquais, que notre nation sera plus

forte, nous le ferons de manière progressive avec des mesures de justice que nous voulons fortes, mais c'est la condition et c'est la condition d'abord pour consolider notre modèle de retraite par répartition, cette solidarité entre les générations. Et c'est la condition pour améliorer nos pensions, alors je vous le dis, ne croyez pas ceux qui vous expliquent qu'ils feront la retraite à 60 ans ou à 62 ans, d'ailleurs on n'est plus tellement au clair, et que tout ira bien, ça n'est pas vrai.

Mais travailler plus, c'est aussi travailler plus nombreux, j'assume oui de viser l'objectif du plein emploi, car grâce à tout ce que nous avons fait ensemble, durant ces cinq années, pour la première fois depuis le milieu des années 70, notre pays peut dire dans les cinq années qui viennent qu'il atteindra le plein emploi, oui c'est possible.

Voilà pourquoi nous continuerons de mener les réformes indispensables sur l'assurance chômage, pour le marché du travail, voilà pourquoi nous continuerons de donner plus de liberté à tous nos entrepreneurs, voilà pourquoi aussi nous mettrons en place pour les bénéficiaires du RSA de 15 à 20 heures par semaine des activités de formation, d'insertion, de réinsertion sur le modèle de ce que nous faisons depuis le 1er mars avec le contrat d'engagement jeune pour les 18-25 ans. Il ne s'agit pas comme l'ont prétendu certains de travaux d'intérêt général, non, encore moins de vouloir couper des aides à ceux que la vie a trop abîmés pour exercer une activité et qui y auront toujours droit de manière inconditionnelle, il s'agit tout simplement de tendre la main et d'offrir à tous les bénéficiaires du RSA des perspectives, un espoir, la possibilité de faire et enfin de bien faire comme plusieurs déjà le font dans leur département ou dans leur commune, le travail d'accompagnement, de réinsertion qui fait que toute personne qui n'a plus de travail, qui est en fin de droit et qui n'a même plus son chômage, est malgré tout un citoyen qui a le droit d'être accompagné pour pouvoir réapprendre, retrouver des perspectives et retourner vers l'emploi.

Nous le ferons, car la France est une nation solidaire, une nation humaine, une nation qui ne laisse personne au bord du chemin.

Mes amis, mes amis, le travail au service du progrès, voilà ce qui nous tient, voilà ce qui nous fait Nation, c'est pourquoi oui c'est par le travail, par la production que durant ces cinq années qui viennent nous pourrons augmenter notre croissance, créer plus de richesses et pouvoir continuer le progrès, l'humanisme au service du progrès, voilà ce qui nous unit, voilà pourquoi nous nous battons. Un humanisme qui part du réel, qui regarde les difficultés en face, assume

les choix à faire, mais ne cède jamais rien de son idéal, travail, humanisme, progrès, voilà ce que nous voulons faire ensemble, voilà ce qui nous rend si fiers, si fiers d'être Français.

(Diffusion d'un clip)

EMMANUEL MACRON

Merci Nathalie.

Nous ne sommes pas tout à fait les mêmes qu'en 2017, ni vous ni moi !

(Cri de joie d'un militant)

EMMANUEL MACRON

Il y en a qui ont toujours autant d'énergie ! Et vous et moi...

(Ovations)

EMMANUEL MACRON

Mais ces 5 années, nous le savons, ont été rudes pour nous tous et pour certains, si rudes, si injustes. Elles ont été à coup sûr parmi les plus bouleversantes que nous ayons connues depuis un demi-siècle. Et je suis là aujourd'hui avec vous au milieu de vous. Et pas un jour et pas un jour de ces 5 années, je n'ai oublié vos visages, qu'on voyait tout à l'heure, vos regards.

MILITANTS

MACRON, on t'aime !

EMMANUEL MACRON

Ces regards parfois si amicaux, si affectueux, quelquefois fois aussi interrogatifs, je le sais, d'autrefois en colère aussi. Et quand nous nous croisons, je regarde toujours vos yeux, vous le savez, je touche souvent les bras aussi, je le sais. Et quand on est le responsable, qu'on est celui à qui forcément on demande des comptes, c'est une chance incroyable que d'être accompagnés par les regards de ceux qui vous ont choisi comme par les regards de ceux qui ne vous ont pas choisi. Alors, je veux vous remercier tous, militants, élus, engagés depuis tant d'années à mes côtés, vous remercier tous.

Je veux avoir un mot plus particulier pour mes compagnons de fortune et d'infortune. Leur affection et leur présence m'ont été chaque jour si précieuses. Alors chacune et chacun a son style, certains impénétrables, d'autres passionnés, certains militants, de bon caractère ou de

moins bon caractère. Il y a ceux qui montent à l'assaut ; ceux qui ont le silence des sages. Mais je veux leur dire à tous et toutes que sans eux, je n'aurais pas pu faire ce chemin, il y a malheureusement quelques-unes et quelques-uns qui ne sont plus là. Mais il y a tous ceux, compagnons de nuit d'échanges et de travail, chefs de gouvernement, membres de gouvernement, compagnons de lutte politique, parlementaires, équipes, à tous, je veux qu'ils sachent la place qu'ils ont prise à mes côtés. Je ne le dis pas suffisamment, je le dis parfois mal, mais de celles et ceux des premiers combats impossibles, jusqu'à celles et ceux qui ont rejoint ces dernières semaines qui sont là, celles et ceux dont les nuits n'ont plus existé, qui travaillent à mes côtés, au Mouvement ou ailleurs, merci !

Et je pense aussi à celles et ceux qui n'ont pas pu être là ce soir. Non, mais je vais y venir, ne vous inquiétez pas. Je vais y venir, ne vous inquiétez pas. Et j'ai une pensée aussi pour celles et ceux qui ne sont pas là ce soir à nos côtés, mais dans les vies de combat nous permettent d'être là. Je veux que ma famille, mes parents, nos enfants, nos petits-enfants, mes frères et sœurs, tous ceux à qui je fais vivre depuis tant d'années des vies de contraintes qu'ils n'ont pas choisies, je veux leur dire simplement ma reconnaissance et mon affection. Merci. Et puis vous savez tous, sans qu'il soit besoin d'en dire plus, l'évidence, la présence de celle qui m'importe le plus, qui m'apporte le plus dans cette singulière aventure de vie : Brigitte.

(Applaudissements)

Alors oui, pouvons-nous être vraiment les mêmes qu'il y a 5 ans ? Pouvons-nous être vraiment les mêmes après avoir décidé à quelques-uns de confiner tout un pays pour tenter de sauver des vies qui pouvaient l'être ? Pouvons-nous être les mêmes quand on a eu à regarder dans les yeux les familles de nos soldats morts au Mali pour notre liberté ? Lorsque nous avons connu la décapitation d'un professeur, Samuel PATY, par la conspiration funeste de la folie des hommes et de l'idéologie terroriste islamiste, pour Samuel PATY et sa famille.

(Chant de La Marseillaise par le public)

Non, nous ne sommes plus les mêmes face au retour de la guerre en Europe, aux martyrs de Marioupol, à ces femmes, à ces enfants ukrainiens, qui laissant toute leur vie derrière eux fuient les armes et attendent le cœur serré des nouvelles de leur mari, de leur père, et merci, merci à tant de familles, à tant de nos communes, de les accueillir sur notre sol, c'est notre devoir. Oui, le monde paix que nous avions fini par croire éternel, le monde de marche en avant continue du progrès que nous avions fini par croire inébranlable, tout cela semble se défaire sous nos yeux. Oui, ce que nous vivons c'est une forme de grands dérèglements, dérèglement du vivant avec

une épidémie qui naît d'un virus passé de l'animal à l'homme, nous a ramené aux méthodes du Moyen-âge parfois, dérèglement écologique, avec le réchauffement climatique, l'érosion de la biodiversité et la multiplication des catastrophes, dérèglement du capitalisme avec la montée d'inégalités insupportables, gérant tensions et divisions dans nos sociétés, dérèglement géopolitique, avec le retour des guerres, des rêves d'empires et le spectre peut-être d'un conflit armé global, dérèglement enfin des consciences, quand le religieux nourrit la haine et les meurtres, quand l'universalisme se fracasse sur le complotisme, quand les réseaux sociaux isolent, plutôt qu'ils ne libèrent, oui, grands dérèglements.

Alors, face à ce retour du tragique dans l'Histoire, nous ne sommes pas, nous, de ceux qui attisent les peurs et recherchent des boucs-émissaires, ça ne sert à rien. Nous ne sommes pas non plus de ceux qui nous résignent, nous nous battons, mais nous nous battons avec l'esprit critique, le goût de l'universalisme, l'amour de la vérité, car nous pensons que les crises sont des moments d'accélération, de cristallisation, où soudain ce qui semblait impossible devient possible, où paradoxalement il est possible de faire avancer des progrès immenses, nous l'avons fait d'ailleurs pendant la pandémie, rappelez-vous, notre Europe a connu une avancée inédite en mutualisant une dette à venir pour financer ce que nous n'avions pas quelques mois plus tôt, nous l'avons fait là aussi au moment de la pandémie quand nous avons redécouvert ensemble l'importance de la production industrielle, de la souveraineté industrielle sur notre sol et que nous avons relocalisée. Alors oui, nous pensons que les crises sont des moments où ceux qui savent voir loin pensent le temps long, font preuve d'optimisme, peuvent initier des changements d'époque, voilà notre ambition, et ce changement d'époque, mes amis, il se fera par l'Europe, il se fera par la France.

C'est pourquoi, c'est pourquoi nous ne lâcherons rien de notre combat pour l'idéal européen. Oui, qui mieux, qui mieux que l'Europe, qui a su vacciner sa population en un temps record, mettre en place un plan de relance historique, se montrer généreuse et exporter, donner ses vaccins pour faire face aux crises qui viennent ? Qui mieux que l'Europe pour s'immiscer dans le duopole qui s'installe entre les États-Unis et la Chine ?

Qui, qui mieux que notre Europe, ce petit bout de terre, qui a inventé l'humanisme, les Lumières, pour faire émerger un modèle de régulation d'Internet, qui chasse les discours de complots, de haine, de désinformation, pour défendre l'esprit critique, la liberté de la presse ? Ce combat c'est celui que notre présidence est en train de porter en faisant adopter, grâce au Parlement européen, deux textes historiques en la matière, et nous continuerons.

Qui, qui mieux que notre Europe, ce petit bout de terre, qui a inventé l'État providence pour encadrer le capitalisme, lutter contre les inégalités, comme nous avons commencé à le faire en obtenant, en Européens, la mise en place d'un impôt minimal sur les sociétés pour éviter l'évasion fiscale, en Européens ? Ces derniers jours j'ai entendu parler beaucoup d'évasion fiscale, et de cabinets américains, bon ! simplement, je voulais rappeler à tous ceux qui s'en indignent, qu'ils les ont à chaque fois utilisés dans leur collectivité ou au gouvernement, mais, surtout, s'indigner sur l'absence d'impôt minimal, vouloir se battre, vouloir se battre contre l'évasion fiscale, on ne le fait pas en français, ce n'est pas vrai, parce que l'entreprise contre laquelle on se bat, elle va s'installer en Belgique, elle va s'installer à nos frontières, elle délocalise, mais elle continue de sévir, ces gens-là n'ont donc plus compris comment le monde fonctionnait, non, il ne faut pas simplement s'indigner, il faut agir, l'impôt minimal en Européens, nous nous sommes battus, nous l'avons fait, et cet impôt minimal, c'est celui qui fera que toutes les sociétés internationales devront payer un minimum d'impôt là où de la valeur est créée, en Européens, car c'est ainsi qu'il faut agir.

Qui, qui mieux que notre Europe pour bâtir, avec la rive sud de la méditerranée, une nouvelle alliance d'investissement et de solidarité ? Notre Méditerranée que nous aimons tant doit redevenir un continent d'ambitions, de culture, d'échanges, oui, c'est par l'alliance entre l'Europe et l'Afrique que nous le ferons.

Qui, qui mieux que l'Europe pour répondre à la crise alimentaire mondiale qui est en train de commencer, à cause de la guerre ? Plusieurs pays, du Caucase, au Proche et Moyen-Orient, jusqu'à l'Afrique, sont en train de manquer, c'est en Européens, par l'Europe, que nous répondrons à cette crise qui vient.

Qui, qui mieux que l'Europe pour réussir la neutralité carbone en 2050, pour entraîner les nations du monde dans le combat climatique, le combat du siècle ? Et je suis fier que notre pays ait été parmi les premiers, au printemps 2018, à avoir porté cette ambition européenne de la neutralité carbone 2050, nous y sommes tous et nous le ferons.

Qui, qui mieux que l'Europe pour protéger nos frontières en engageant une refondation de l'espace Schengen, en préservant l'asile véritable, pour accueillir les combattants de la liberté, que nous devons accueillir et protéger, et en combattant les mafias qui font trafic des êtres humains, en luttant contre l'immigration clandestine ? Sur ce sujet, nous n'avons aucune leçon à recevoir.

Nous avons doublé nos forces de sécurité intérieure aux frontières pour les protéger ; nous avons parfois même mobilisé notre armée quand c'était nécessaire. Nous avons agi en Européens pour démanteler les filières, mais si nous voulons aller plus loin et nous le ferons, alors oui, nous devons engager une simplification drastique de nos procédures, rendre notre politique de lutte contre l'immigration clandestine plus efficace, mais en Européens ! Bâtir ce nouvel espace de protection et de sécurité !

Qui mieux que l'Europe qui sait combien les guerres emportent de souffrances indélébiles, pour nous protéger du retour des empires ? L'Europe sera là pour assurer notre indépendance au travers d'une défense commune et repenser un ordre international nouveau.

Mes amis, nous étions les seuls en 2017 à agiter le drapeau européen ! Nous avons été critiqués quand nous avons mis le drapeau européen sous l'Arc de Triomphe ! Eh bien nous l'assumons ! Et aujourd'hui, encore, vous le voyez et pour les cinq années qui viennent, nous sommes fiers d'être Européens ! Fiers de brandir la bannière bleue étoilée aux côtés de notre drapeau national ! Et bon courage à ceux qui face à la Russie, prônent le grand repli ! Et bon courage qui face au retour des empires et aux défis des temps, défendent le grand rabougrissement ! Nous continuerons à nous engager pour que notre Europe avance ! Mais mes amis, notre Europe avancera, mais rien, rien de tout cela... rien de tout cela n'est possible, rien ne pourra se faire sans la France, sans ranimer la flamme de cet esprit si singulier qu'est l'esprit français. Face à ceux qui veulent asservir les peuples, étouffer les consciences, faire taire les différences, il n'y a pas plus puissant en effet que la force inspirante de la liberté.

Face à un monde fou où la naissance détermine trop souvent les destins, où les succès ne se construisent pas assez par le mérite, mais par l'héritage, où les milliards vont encore trop souvent aux milliards et la pauvreté trop souvent à la pauvreté, il n'y a pas plus puissant que le goût de l'égalité. Face à ceux qui tentent de semer le poison de la division, de fragmenter, de fracturer les hommes, il n'y a pas plus puissant que la force tranquille de la fraternité. Face au fanatisme islamiste qui sème la mort, face au séparatisme qui veut installer dans la République la règle de quelques-uns et le règne du plus fort, il n'y a pas plus puissant que la vigueur apaisée de la laïcité !

Liberté, égalité, fraternité, laïcité ! Je suis sûr d'une chose mes amis, je suis sûr d'une chose : c'est que nos valeurs sont les meilleures réponses aux défis des temps, elles sont profondément modernes. Liberté, égalité, fraternité, laïcité : je suis sûr d'une chose, c'est que ces valeurs ne sont pas des acquis, non, elles doivent être défendues sans relâche, elles sont une conquête de

chaque matin ! Je suis sûr d'une chose : c'est que nos valeurs ne vivront que si la France est forte, indépendante, puissante ! Voilà pourquoi notre projet est aussi un projet d'indépendance et de puissance française, oui, pour pouvoir porter ces valeurs pour nous-mêmes et pour le monde.

Puissance militaire d'abord : après un effort budgétaire inédit depuis 2017, nous continuerons d'investir pour nos armées, à la fois pour améliorer la vie du soldat, son équipement, pour assurer notre dissuasion, pour financer les matériels les plus innovants. Nos armées. Nous généraliserons le service national universel et réaffirmerons le lien armée-Nation. Notre objectif est clair : nous préparer dans le nouveau contexte que nous vivons, à affronter une guerre qui peut advenir et nous préparer aussi à toutes les nouvelles menaces du cyber aux nouvelles conflictualités maritimes ou spatiales.

Puissance diplomatique de paix et d'équilibre aussi. C'est parce que la France a son histoire, ce modèle d'armée complète, sa place dans le concert des Nations que nous pouvons jouer ce rôle. Et je le dis ici avec beaucoup de clarté : nous sommes une Nation européenne, fière de l'être, bâtissant en Europe notre ambition et nous, nous sommes les vassaux de personne ! Nous poursuivrons donc une politique et une diplomatie indépendantes, assumant de parler à tout le monde, tout le temps. Oui, je l'assume, le rôle de la France est de ne pas céder aux grands clivages qui paralysent, mais de savoir échanger avec chaque région, chaque puissance, de continuer à bâtir des alliances nouvelles de l'Indopacifique aux Proche et Moyen-Orient, de continuer à agir pour inventer des solutions pour le Liban tant aimé, l'Arménie si proche, de continuer à œuvrer pour bâtir ce nouvel ordre international multilatéral qui dans les années qui viennent devra être repensé.

Puissance et indépendance. Puissance de savoir et de sciences aussi. Nous ne cesserons pas de défendre la science ouverte. Nous investirons dans notre recherche fondamentale comme dans notre recherche appliquée en modernisant nos universités, nos organismes de recherche.

Allons-y, nous y sommes prêts, nous le ferons.

Puissance agricole, car nous ne pouvons pas non plus dépendre des autres pour nous nourrir et nos agriculteurs, nos agriculteurs qui nous ont nourris durant la pandémie et vous pouvez les applaudir.

Allons-y, nous y sommes prêts, nous le ferons !

Puissance agricole, car nous ne pouvons pas non plus dépendre des autres pour nous nourrir et nos agriculteurs, nos agriculteurs qui nous ont nourris durant la pandémie et vous pouvez les applaudir.... Nos agriculteurs continueront d'être là pour assurer la puissance agricole française, relever les nouveaux défis et nous serons à leurs côtés pour continuer d'investir et les accompagner dans cette troisième révolution agricole, conciliant environnement et production. Puissance d'innovation et puissance industrielle, car il n'y a aucune fatalité : nous avons en quelques années, fait de la France la grande Nation européenne des start-up ! Nous avons recréé des emplois industriels dans notre pays, relocaliser des productions industrielles ; alors nous pouvons dans notre pays, dans les prochaines années, faire que les calculateurs quantiques, les objets connectés, les champions de santé numérique, les véhicules électriques, les champions de l'intelligence artificielle, du cyber, les avions zéro carbone, les biomédicaments, les petits réacteurs nucléaires, les éoliennes, les panneaux solaires, que tout cela puisse être Français et Européen !

Pour tout cela, nous continuerons de baisser les impôts et d'investir, car c'est la clé pour créer de l'activité et être cette puissance productive et industrielle et indépendante que nous voulons. Puissance écologique : oui, en rénovant 700 000 logements par an sur le quinquennat qui vient, en proposant à chaque Français, à chaque Française une offre de location de voiture électrique à moins de 100 euros, en investissant sur la sobriété énergétique, en relançant la construction de réacteurs nucléaires pour notre indépendance, en planifiant le déploiement de sources d'énergies renouvelables sur les vingt années qui viennent pour notre indépendance et émettre moins ! Oui, nous deviendrons la première grande Nation à sortir des énergies fossiles. Nous le pouvons ! Nous le ferons ! En accompagnant les grandes transitions d'usage vers les produits recyclés et réutilisés, en protégeant nos écosystèmes sur terre comme en mer, nous pourrions devenir une puissance de l'économie circulaire et de la biodiversité.

Puissance culturelle, oui aussi, surtout ! Que de grandes multinationales puissent imposer leurs règles, parfois bafouent les droits d'auteur, remettent en cause la création française, une certaine manière de penser le monde, nous ne l'accepterons jamais ! Alors oui, nous porterons ce combat pour l'exception culturelle, ce combat qui est le nôtre ! Oui, nous continuerons le combat pour les droits d'auteur et les droits voisins ; le combat qui fut cette intuition géniale de Beaumarchais, cette conviction de Genevoix puis de Malraux, nous l'avons défendue, menée, renforcée en Européens là aussi ! Oui, continuer de faire de la France une puissance de culture, c'est défendre nos auteurs, notre création ; c'est permettre de bâtir un métavers français, européen qui ne dépende pas des normes, des codes imposés par d'autres, mais c'est permettre

de continuer de créer, d'avoir notre imaginaire, de continuer de porter notre singularité et une certaine idée de l'homme.

Oui mes amis, c'est ainsi, par la France, par cette puissance, que nous pourrions être ce que nous avons toujours été et notre vocation : une puissance de rêve ! Alors, mes amis, ne vous trompez pas : faire tout cela, bâtir une France indépendante dans une Europe puissante n'a rien d'une évidence. Nul ne nous attend ; ni les empires qui veulent revenir, ni les grands groupes privés qui voudraient diriger à la place des Nations. Ensuite, parce que bâtir la puissance, construire l'indépendance, supposent que nous retrouvions collectivement le goût du courage. Oui, le goût du courage ! Effort immense tant le matérialisme est devenu l'idéologie dominante, la course effrénée au confort, le rythme comme naturel de nos sociétés contemporaines ; effort crucial pourtant si nous voulons affronter l'époque : il nous faut renouer avec cette part de devoir, cette part d'effort, cette force d'âme qu'emporte la citoyenne française.

Il nous faut renouer avec une forme de spiritualité française ; voilà pourquoi je tiens tant depuis cinq ans à célébrer nos héros passés et récents parce que leur exemple doit nous guider en particulier dans le moment historique que nous vivons.

Notre France. Notre France a le visage de Maurice Genevoix et de ceux de 14 partis dans les tranchées comme le firent nos arrière-grands-parents. Notre France. Notre France a le visage de Daniel CORDIER, Hubert GERMAIN, derniers compagnons de la Libération, qui à 17 ans – 17 ans ! – ont tout quitté pour rejoindre le Général de Gaulle, gagner Londres et défendre la France libre. Notre France a le visage de Joséphine BAKER qui renonça au confort de la vie de vedette pour entrer en Résistance et défier la mort pour des valeurs plus grandes que soi ! Notre France a le visage de Simone VEIL qui réchappa des camps d'Auschwitz et trouva malgré tout en elle la force de faire avancer la cause des femmes et consacrer sa vie à la défense de l'idéal européen !

Notre France a le visage d'Arnaud BELTRAME, victime de l'hydre islamiste à Trèbes, qui se sacrifia pour sauver ses compatriotes. Notre France a le visage de Cédric de PIERREPONT et Alain BERTONCELLO, envoyés au combat pour sauver des otages et dont la bravoure dans le sacrifice honora le destin du soldat.

Et s'il nous faut nous inspirer du courage de tous ces héros mes amis, alors nous le ferons. Nous le ferons pour nous-mêmes et nous le ferons pour le monde, car la France n'est pas n'importe quelle nation. Regardez, regardez tous ceux qui aspirent à vivre libres, tous les opprimés. Pour eux, la France est une espérance, car, oui, la France c'est le peuple de Patay, du nom de cette

bataille de 1429 où à quelques milliers des cavaliers mirent fin à des décennies d'occupation ennemie. La France c'est le peuple de 1789 qui proclama un jour d'août la fin des privilèges pour lui-même et pour l'humanité entière. La France, c'est le peuple des Glières, de ces 465 résistants qui ont défendu la liberté sur les cimes enneigées des Alpes seuls contre tous.

Oui, nous sommes cette lueur d'espoir. Nous sommes cette lueur d'espoir qui ne faiblit jamais, même lorsque tout semble perdu. Ce pays qui même dans les temps les plus troubles ne cède jamais rien de son idéal. C'est cela à la fin, la France, la flamme de la résistance, la force de l'espérance, une singularité qui inspire, une générosité qui emporte. La France, au fond, ce sont des moments de bravoure et quelques mots d'amour.

(Diffusion d'une vidéo)

Alors mes amis enfin, pour bâtir tout cela et relever nos défis, il nous faudra savoir bâtir notre unité. Combat difficile tant les forces de division sont nombreuses qui opposent les Français les uns aux autres, ceux qui sont nés en France et les autres, les plus modestes aux plus riches, les urbains aux ruraux, les musulmans pour lesquels le ramadan commence en ce jour aux autres croyants. Et combat nécessaire si nous ne voulons pas diluer notre force dans nos divisions.

Depuis 2017, nous n'avons cessé d'agir pour une France unie et cette tâche est comme sans fin, mais je l'assume. Je me suis souvent demandé, au fond, ce qu'était dans notre pays au plus profond de lui-même être présidé. Ce que ça signifiait. Depuis tout à l'heure je défends tant de projets, tant de progrès que je pourrais et tant de batailles que je pourrais vous dire chacune d'entre elles. C'est d'essayer d'œuvrer, je crois profondément pour qu'à chaque instant tous nos compatriotes se souviennent pourquoi ils vivent ensemble et se sont unis. C'est cela, s'il n'y avait qu'une fonction. Alors notre unité, nous la bâtissons en mobilisant nos forces à travers les crises. Nous l'avons vécu, les crises réunissent et je veux que nous puissions dans la durée tenir cette unité.

C'est pourquoi je veux pour les cinq ans qui viennent un grand plan de mobilisation citoyenne et civique qui permettra de mobiliser beaucoup plus, de service civique, les réserves citoyennes et de recenser les compétences de chacun, d'enregistrer les capacités de nos entreprises, les stocks stratégiques. Cette unité, c'est la lutte contre les discriminations que nous allons amplifier, car la France unie c'est celle qui se regarde en face dans sa pluralité. La France unie, c'est celle qui sait que renoncer à lutter contre les discriminations serait retrancher une part d'elle-même.

Notre unité, c'est aussi le travail de reconnaissance, d'histoire, pour toutes les mémoires et les souffrances de notre passé comme nous l'avons fait patiemment ensemble. Pour toutes les mémoires de la guerre d'Algérie comme du génocide rwandais. Notre unité, c'est notre patrimoine culturel et naturel pour lesquels nous ne cesserons d'investir pour préserver et restaurer. Notre unité, c'est de continuer à nous voir tels que nous sommes, ce pays monde dont les contours disent la vocation universelle, cet archipel unique qui s'étend sur tous les continents grâce à nos outre-mer. Nos outre-mer grâce auxquelles nous sommes un trésor de biodiversité et la deuxième puissance maritime mondiale. Et je ne peux pas ici avoir une pensée fraternelle pour tous nos compatriotes de Nouvelle-Calédonie qui après trois référendums ont choisi la France.

Notre unité c'est notre langue, langue de liberté, langue de l'universel, langue rayonnante aux quatre coins du monde pour laquelle nous avons bâti cette cité internationale de la langue française et de la francophonie là où tout a commencé à Villers-Cotterêts. Pour en faire un lieu d'hospitalité et de transmission de création de notre francophonie. Oui, face à tous ces défis l'unité de la France est essentielle. Une unité forte de nos différences, de nos singularités, assumant notre histoire à travers tous les continents et embrassant toutes nos diasporas, car la France est un bloc fait de tant et tant d'affluents, c'est un bloc fait de tant et tant de différences, mais qui aspire à l'universel et défend l'universel. La France, c'est un bloc et on ne trie pas, on ne choisit pas. On l'aime tout entière ! On la prend comme elle est !

Notre France c'est notre langue, notre culture, notre État, notre volonté commune et c'est cette unité que je veux pour nous dans les cinq ans qui viennent pour agir, pour bâtir, pour rassembler et mener tous les projets dont je viens de vous parler, ceux-là. Alors, il nous faudra une méthode nouvelle, je l'ai esquissée à la cavalcade en présentant chacun des grands chantiers, cette méthode nouvelle, j'y crois profondément et je pense qu'elle correspond à l'aspiration de tous nos compatriotes. Nous l'avons vécu au moment de la crise des Gilets jaunes, lorsque nous avons ensemble innové, du grand débat, aux conventions citoyennes, aux grandes réformes ; il y a une volonté d'être associé, de participer, d'agir, je l'ai senti chez nos maires, nos élus locaux qui ne veulent plus que les instructions tombent de Paris, qui considèrent que la bureaucratie, c'est quand la norme est toujours la même, trop compliquée, ne laissant pas place aux différences.

Associer, c'est reconnaître le rôle de toutes les parties prenantes, des associations, des bénévoles qui jouent un rôle si fondamental dans notre pays et c'est faire que celles et ceux qui agissent puissent aussi décider et faire pour eux - mêmes. Et ces grands chantiers de l'école ou de la

santé que j'évoquais tout à l'heure, ce sont aussi des méthodes radicalement de faire différentes. Oui, ce que je veux que nous puissions bâtir, c'est au fond en quelques mois de définir les grands axes, les objectifs et les moyens que nous mettrons et de donner la liberté sur le terrain d'apporter les réponses, de le faire autour des élus qui savent le faire dès qu'il y a une crise, nous l'avons vu, au moment des inondations, des incendies, que se passe-t-il ? On n'attend pas la circulaire qui descend pour agir, nos pompiers, nos forces de sécurité intérieure, nos militaires sont à l'action, formidables ! Nos élus réagissent, avec eux leurs équipes, mais nous savons faire sans contraintes parce que l'intelligence collective est là qui réagit, invente. Cette méthode, c'est celle que nous devons ensemble collectivement inventer. C'est pourquoi, vous l'avez compris, « avec vous », n'est pas simplement un slogan, c'est une méthode profonde exigeante à laquelle je me livrerai et comme vous le constatez, pour ceux qui en doutaient, l'énergie est encore là et à laquelle le gouvernement, les administrations se livreront. C'est une réforme de l'État profonde, inédite à laquelle je crois profondément, elle ne passe pas par des textes compliqués, par des grandes lois, par des grands décrets. C'est une méthode de réforme, de culture radicale ; je crois que c'est celle à laquelle notre pays aspire !

Nous le ferons, et associer cette méthode, c'est aussi celle que je veux dans le champ politique. Nos élus, nos parlementaires et membres du gouvernement qui sont là, toutes les formations politiques et les bénévoles le savent, c'est l'histoire qui est la nôtre, ce à quoi je crois pour notre pays. D'abord, nous avons créé une formation politique nouvelle, elle ne venait pas de nulle part, elle était la convergence de tant et tant de volontés. Les uns venaient de gauche, du centre, de la droite, de l'écologie politique, de la société civile. Certains avaient eu plusieurs mandats, d'autres n'en avaient jamais eu. Le centre politique nous a ensuite rejoint, puis des personnalités politiques, nos gouvernements se sont nourris de talents venant de tous horizons et les deux Premiers ministres ici présents, cher Édouard, cher Jean, les deux Premiers ministres, je le dis parce que souvent les médias l'oublie. Aucun d'eux n'était à mes côtés il y a cinq ans. Et c'est une réalité et beaucoup de ministres n'ont plus, mais nous l'avons fait, nous avons agi, dépassé, et ils ont mis et les jours et les nuits en œuvre un projet qui était porté par d'autres, mais il y a cinq ans, ils l'ont rejoint, porté avec conviction et nous avons continué de dépasser et je sais combien, cher Richard, cher François, cher Stanislas, cher Christophe vous tant d'autres soldats de la première heure, vous avez considéré que ce dépassement était important et qu'il nous fallait poursuivre, eh bien, nous allons continuer de le faire. Et le dépassement politique n'est pas l'effacement des différences, il se nourrit en profondeur des inspirations de chacune et chacun. Je cite ces grands auteurs, je suis inspiré. Le dépassement politique, c'est l'union pour

notre pays au-delà des cultures, des héritages, des différences, de certains désaccords pour faire ensemble. Cela, nous le continuerons. C'est pourquoi j'appelle tous celles et ceux aujourd'hui de la social-démocratie au gaullisme en passant par les écologistes, ils ne nous ont pas encore rejoints, à le faire, car depuis le début, nous n'avons qu'un parti, c'est notre pays, notre volonté d'agir, de porter nos valeurs.

Mais associer, ce sera aussi, dans la méthode, entendre davantage la minorité, permettre que la minorité comprenne davantage la majorité, que la majorité prenne en compte les voix de la minorité. C'est infiniment difficile et j'ai sans doute parfois échoué, mais ce combat, nous devons à chaque fois l'entreprendre, car une société ne peut pas avancer unie et avancer au fond si nous ne sommes pas nous tous les dépositaires de ce respect, de cette bienveillance, de cette volonté, même comme majoritaires, de travailler, d'œuvrer avec les minoritaires, mais de continuer à avancer et de convaincre les minoritaires qu'un chemin existe. C'est aussi pourquoi je veux de manière transpartisane que nous puissions conduire ensemble dans les cinq ans qui viennent une réforme institutionnelle qui s'impose, laquelle donnera justement une plus grande place à toutes les sensibilités politiques, à tous les courants philosophiques dans notre assemblée. Je sais, cher François, que c'est le combat d'une vie et donc je ne l'abandonnerai pas ! Je veux un Parlement plus représentatif, des pouvoirs mieux équilibrés, une souveraineté populaire mieux reconnue et jamais limitée par des organes d'experts ; c'est essentiel. Je veux un exécutif qui puisse trancher et décider, c'est une force de la Ve, elle est indispensable et je sais que nous sommes quelques-uns à y tenir aujourd'hui ici aussi. Au fond, je crois à l'« en même temps », du jacobinisme et du girondisme, à l'« en même temps » des fidélités gaullistes et béarnaises. On doit pouvoir y arriver. Mais tout cela, c'est pour unir, nous permettre d'agir, de faire et de décider en crise. Alors, mes amis, toutes ces promesses, ces progrès pour chacun, cette Nation de l'engagement, cette unité française, cette Europe forte, tout ce que je viens de vous décrire, n'est pourtant pas une certitude. Vous pensez que ce que je dis là est impossible ? Pourtant, cela peut advenir. Ne croyez pas les sondages ou les commentateurs qui seraient formels qui vous disent que ce serait impossible, impensable, que l'élection est déjà jouée, que tout va bien se passer. Regardez-nous, regardez-vous, il y a cinq ans, on le disait impossible ! Regardez du Brexit à tant d'élections ce qui paraissait improbable et a pu advenir. Alors, je vous le dis avec beaucoup de force ce soir : rien n'est impossible, mais je ne veux ni l'arrogance ni le défaitisme. Je veux la mobilisation générale, la volonté et l'action !

Je n'écoute ni ceux qui ont déjà gagné ni les Cassandre ; non, mais il nous faut ensemble relever le défi du combat. Le pire, mes amis, est d'avoir une âme habituée, disait PÉGUY. Or, nous

nous sommes habitués, le danger extrémiste aujourd'hui est d'autant plus grand que depuis plusieurs mois, plusieurs années, la haine, les vérités alternatives se sont banalisées dans le débat public. Nous nous sommes habitués, nous nous sommes habitués à voir défiler sur certains plateaux de télévision des auteurs antisémites, d'autres racistes, maniant à longueur de journée... (face aux sifflements). Non, pas davantage, ne les sifflez pas, ne les sifflez pas, combattez-les par les idées avec respect !

Mais nous nous sommes habitués à leurs contre-vérités crasses, leurs théories nauséabondes ! Nous nous sommes habitués à voir des responsables politiques raconter n'importe quoi sur le Covid, tenir les pires discours complotistes sur le vaccin, au risque de mettre la vie de nos compatriotes en danger ! Le lendemain, ils sont réinvités ! Ils peuvent un matin sortir de l'euro, le soir revenir dans l'Europe, personne jamais ne relève leur incohérence !

Leur programme pourtant ruinerait les petits épargnants, effondrerait leur pouvoir d'achat, amènerait à la faillite la retraite ; mais nul ne s'en émeut. Nous nous sommes habitués, oui, à laisser des candidats se dire patriotes tout en faisant financer leur projet et leur parti par l'étranger !

Nous nous sommes habitués à ce que d'autres qui se réclament de Jaurès ou de Clémenceau, cessent de défendre la laïcité et bercent dans le communautarisme encourageant complaisamment les mouvements indigénistes et profondément antirépublicains !

Nous nous sommes habitués à ce que l'extrême droite se réclame de Charles de Gaulle alors que tout dans son histoire, son parcours, l'éloigne du gaullisme ; alors qu'elle est précisément, l'extrême droite, l'héritière de ce qu'a combattu le Général !

Pendant tant d'années, une pensée molle, celle du politiquement correct, a cru qu'on pouvait combattre l'extrême droite en faisant des leçons de morale à ses électeurs ; ça ne marche pas. Je n'ai d'ailleurs jamais été partisan du politiquement correct. Mais désormais, au prétexte d'y échapper, ils voudraient — parfois les mêmes — nous faire croire que les contre-vérités, que les idées les plus choquantes, que les discours au fond légitimes le seraient parce qu'ils sont alternatifs, atroces... Eh bien non ! Non au politiquement correct, mais non au politiquement abject !

Oui à un débat républicain éclairé où les arguments s'échangent, où les nuances sont permises, où la dialectique permet de bâtir le bien commun ; oui à ce qui est précisément une politique

exigeante ; oui à cette exigence qui consiste à respecter tous nos compatriotes, quoi qu'ils pensent, quoi qu'ils votent, mais aller les chercher ! Aller les convaincre !

Mes amis, vous l'avez compris ! La mobilisation, c'est maintenant ! Le combat, c'est maintenant ! C'est le combat du progrès contre le repli ! Le combat du patriotisme et de l'Europe contre les nationalistes !

Les choix d'avril sont simples au fond : vous voulez une France de la parité, de l'écologie, du progrès ? Alors, aidez-nous ! Rejoignez-nous ! Vous voulez une France puissance éducative, culturelle et sportive ? Alors, aidez-nous ! Rejoignez-nous ! Vous voulez une France puissance indépendante, agricole, industrielle, technologique, énergétique ? Alors, aidez-nous ! Rejoignez-nous ! Vous voulez une France numérique, du travail ? Alors, aidez-nous ! Rejoignez-nous ! Vous voulez une France qui protège, qui assure la sécurité, nos valeurs ? Alors, aidez-nous ! Rejoignez-nous ! Vous voulez une France plus forte, plus juste, dans une Europe nouvelle ? Alors, aidez-nous ! Rejoignez-nous !

Les 10 et 24 avril, la France a rendez-vous avec son histoire, ses valeurs, son destin ! Les 10 et 24 avril, faisons ensemble le choix de l'espérance ! Les 10 et 24 avril, faisons ensemble le choix d'une nouvelle époque pour la France et pour l'Europe !

Vive la République ! Et vive la France !

4. Meeting immersif de Nantes – Jean-Luc Mélenchon

Mélenchon, Jean-Luc, 2022. « Meeting immersif de Jean-Luc Mélenchon à Nantes » sur la chaîne YouTube Jean-Luc Mélenchon, 16 janvier 2022.

<https://www.youtube.com/watch?v=vdxHe12lUmI>

Merci ! Merci à vous toutes et à vous tous, salariés et bénévoles qui avez par votre entier dévouement et magnifique discipline permis que cette belle démonstration puisse se faire aujourd'hui. Parce que c'est le début de l'année, et c'est en quelque sorte un début de campagne, il fallait que ce soit un coup d'éclat, et c'est ce que nous sommes en train de faire.

Dans la patrie de Jules Verne, après le meeting en réalité augmenté, voici le meeting immersif et olfactif, et en même temps, avec une expérience de vision à 360 degrés sur vos téléphones portables. Il s'agit de mettre en scène, en grand angle, pas seulement ici et là, des mots d'ordre si justes soient-ils et utiles, mais la vision du monde que nous portons à travers les mesures que contient le programme l'Avenir en commun, programme de transition de la société dans laquelle nous vivons, vers celle vers laquelle nous voulons nous diriger : la société de l'entraide, dont le mot d'ordre n'est pas d'amender le capitalisme, mais d'aller à cette harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature.

Alors, il faut commencer par dire si nous voulons faire une campagne utile à tous ces braves gens qui se désespèrent, ne sachant de quel côté se tourner pour comprendre ce qui leur arrive. Rien de ce qui nous arrive ne l'est par fatalité. Tout s'enracine en définitive dans la question sociale, et dans la dénonciation de la cupidité d'un système, le système capitaliste qui domine notre société. La crise sanitaire n'a pas d'autre origine que la déforestation massive, opérée pour produire à moins cher, et parce qu'il y a cette déforestation, alors les animaux sauvages contaminent les animaux domestiques, et les animaux domestiques les êtres humains après avoir été martyrisés dans les élevages hyper intensifs dans lesquels on les enferme. Et alors la maladie se propage, et alors ils inventent des pass sanitaires, et des vaccins, une, deux trois, quatre, cinq doses sans fermer un seul élevage intensif, et sans faire cesser le martyre des animaux et le danger pour les êtres humains.

Le changement climatique qui va provoquant des catastrophes croissantes, n'a pas d'autre origine qu'un productivisme aveuglé : produire toujours plus, n'importe quoi, n'importe comment, créer des désirs et des besoins même s'ils n'existent pas, et pour finir arriver à cette chose inouïe et incroyable, qu'il y a sept milliards d'êtres humains, et qu'ils sont environnés à l'heure à laquelle nous parlons, par un poids d'objets et de matériaux artificiels, plus grands que celui de la totalité de la nature du monde dans lequel ils sont arrivés auparavant. Il est temps, plus que temps, de pratiquer la règle verte, c'est-à-dire de ne plus prendre à la nature davantage que ce qu'elle est capable de reconstituer avant que cette terre ne soit transformée en une poubelle aride dont on ne pourra plus rien tirer, alors même qu'on s'aperçoit que les sols baissent en fécondité comme jamais dans l'histoire. Il faudrait que nous ayons détruit, sachez-le, en cinquante ans, la quantité de fertilité du sol qui s'était accumulée pendant trois milliards et demi d'années.

Tel est le scandale gigantesque du mode de production qui permet une telle destruction. « Don't look-up ! » évidemment « don't look-up ! », ne regardez pas, ne voyez pas le malheur, ne le regardez pas, attendez, ça va s'arranger tout seul, voilà ce qu'ils vous disent, c'est faux, ils détruisent tout, ils saccagent. Enfin, cette inégalité inouïe qui a surgit parmi les êtres humains, à rebours de la tendance profonde qui s'observait depuis un demi-siècle, depuis cent ans, soudain la pente s'est renversée, et l'inégalité va se creusant de nouveau, déclenchant à coup sûr, une aggravation de la crise de civilisation dans laquelle nous allons être plongés de ce seul fait. Voyez, 25 personnes possèdent autant que la moitié des êtres humains sur cette planète. Voyez, 1 % dans ce pays possède davantage que 25 % de la totalité de la population. Voyez ces inégalités qui se creusent, et qui produisent comme résultat que dans la sixième ou la cinquième puissance du monde il y a neuf millions de pauvres, 300 000 de plus qu'il y en avait en 2017, lorsque Monsieur Macron a été élu.

Il y a huit millions de personnes qui nécessitent l'aide alimentaire. Il y a douze millions de pauvres gens qui préfèrent avoir froid parce qu'ils n'ont pas le choix, parce qu'ils ne peuvent plus payer les factures d'électricité, d'énergie, de gaz, de fuel qui leur sont présentées. Une société incivilisée, une société où un nombre aussi considérable de personnes sont riviés aux tâches de survie, est une société qui résiste moins bien, qui résiste moins fort aux chocs qu'elle reçoit, comme ceux qu'elle va recevoir du changement climatique, comme ceux qu'elle va recevoir de la situation de crise sanitaire permanente vers laquelle nous nous avançons du fait de la gestion que j'ai dénoncée il y a un instant. La réplique que nous portons part de cette idée

qu'il n'y a pas de fatalité à ce que nous endurons, et que donc on peut frapper à la cause pour l'éradiquer, et passer à un autre mode de vie. Il faut frapper le parasitisme, et pour cela il faut le blocage des prix de première nécessité avant que ne dévalent dans la pauvreté des millions de gens. Il faut une stricte limitation des frais bancaires qui empêchent que, telles des tiques, certains accumulent de la richesse sur les plus pauvres, sur les plus démunis, sur ceux qui sont déjà dans tant de difficultés.

Il faut un partage des richesses, ferme, assumé, déclaré, qui ne se cache pas derrière des demi-expressions, des trois-quarts de mots. Au moment où les revenus des milliardaires ont augmenté de 30 et de 40 %, nous allons augmenter le salaire minimum dès le premier jour, à 1400 euros net. Et tout aussitôt, nous allons dégager les recettes dont nous avons besoin pour faire face aux immenses dépenses qu'il faut faire, pour réparer les dégâts que ces gens ont fait pendant trente ans, en saccageant les services publics, en détruisant l'hôpital public, en démolissant l'école, en détruisant les transports collectifs. Nous allons trouver la ressource : ce sera un impôt qui au lieu de peser sur la classe moyenne centrale, sera réparti sur quatorze tranches, et où à la dernière on prend quasiment tout parce que personne n'a besoin de revenus 400 fois ou 500 fois supérieurs à un individu normal. C'est de cette manière-là que nous allons pouvoir recruter les enseignants, les soignants les techniciens, dont nous avons besoin partout.

Et puis, comme il faut qu'à chaque dépense correspondent des recettes, alors oui nous allons plonger dans la pauvreté des gens qui partiront avec seulement 12 millions d'euros et nous allons confisquer tout le reste au-dessus de 12 millions d'euros 13 millions, 14 millions, 15 millions, hop ! J'ai dit longtemps « je prends tout », parce que ça m'amusait de voir leurs mines déconfites. Mais maintenant je veux dire les choses mieux, je veux les dire avec plus de finesse : je donne tout aux jeunes gens, à l'avenir de la patrie. La jeune génération dont nous avons impérativement besoin pour pouvoir tenir les défis du futur, nous avons besoin qu'ils apprennent, nous avons besoin que quand ils vont à l'école ou à la Fac ils ne fassent rien d'autre que d'apprendre, qu'ils n'aient pas besoin d'aller travailler tous les soirs, tous les week-ends.

Oui Monsieur Macron, qui avez été encore assez odieux pour aller dire qu'on ne pouvait pas continuer un système dans lequel ça ne coûte rien d'aller à l'Université. Non seulement ça ne va rien coûter, mais avec nous ça va rapporter, parce que tout ce qu'il y aura au-delà de 12 millions nous le donnons aux jeunes gens, ceux de l'enseignement professionnel dès la classe de seconde, et tous les étudiants et ça sera 1063 euros par mois. Priorités au savoir,

priorité à la science, priorité à la culture, priorité à tout ce qui rend meilleur l'être humain, et qui permet par la transmission, la diffusion de la musique, de la chanson, de la peinture, de la science, d'être meilleurs êtres humains, et dès lors que vous le serez braves gens, alors la société tout entière pourra l'être parce qu'elle contiendra moins de bêtise, et donc moins de racisme et de haine.

Je vais vous montrer maintenant à travers quelques tableaux, le monde dans les trois dimensions dans lesquelles je vous appelle à vous engager fermement. Ce sera d'abord la verticalité. Ce sera d'abord la verticalité. La plus grande, la plus phénoménale, la plus inouïe, après Gutenberg qui nous a libéré des chaînes du temps en permettant que le savoir se transmette. Un jour Youri Gagarine a été envoyé par l'U.R.S.S au-delà du biotope dans lequel nous vivions, c'est-à-dire la Terre. Et soudain voici ceci, produit de la science, produit de l'intelligence humaine, incroyable ! Au-delà de tous les biotopes, voici l'espace infini contenant comme l'avait annoncé au XVI siècle Giordano Bruno, disant que cet univers infini contenait un nombre de mondes innombrables. Mais parmi ces mondes innombrables, qu'ils soient vides ou habités, il y a celui-ci que vous voyez là : c'est la Terre, voyez, bleue, la planète bleue, avec ce simple film qui l'entoure. Ce n'est pas seulement notre maison commune, maintenant que nous autres êtres humains nous sommes lancés à la conquête de l'immensité de l'espace. C'est le nid de l'humanité, et c'est celui que par-dessus tout il faut protéger.

Regardez-le ! Et quand vous le regardez, vous comprenez qu'il y a un intérêt général humain, parce qu'il n'y a qu'un seul écosystème qui permet la vie des êtres humains, celui-ci, cette planète bleue-ci qui n'est pas changeable, nous n'en avons pas de rechange. Et dès lors, dès lors il y a un peuple humain qui n'a de cette façon-ci aucune autre limite à ses intérêts mutuels que celui qui lui permet de vivre tous ensemble, vu de l'espace plus que jamais, le racisme est une absurdité et quelque chose qui n'a aucun sens et aucune nécessité, pour permettre que les êtres humains vivent. Alors oui, la créolisation, c'est-à-dire l'échange, le jaillissement de l'inattendu, quand les cultures se parlent l'une à l'autre, s'interpénètrent et produisent quelque chose à quoi on ne s'attendait pas, mais qui est notre dénominateur commun qui nous permet d'être des êtres humains, parce que quand depuis le départ, la créolisation a d'abord permis à ces millions de pauvres gens que l'on avait arrachés à leur terre d'origine pour les plonger dans l'esclavage, leur a permis parce qu'ils ont inventé une langue, de rester des êtres humains qui se parlaient et qui résistaient, car cette histoire-là est une histoire terrible de résistance. La créolisation qui vous rapproche vous permet d'être libres. Alors que cela me permette au moment où vous

admirez cette merveille, que cela me permette de vous dire qu'il faut remettre à l'ordre du jour et que je le ferai, si je suis élu président de cette République française si singulière dans l'espace des nations, la question du désarmement nucléaire, parce qu'il n'est pas possible de continuer à stocker de quoi faire sauter dix-sept fois la planète.

Oui, des fois il y en a qui ricanent, on m'a même dit : « pourquoi tu viens nous parler de l'espace alors qu'il y a tant à faire à terre ? », mais précisément, c'est vu de l'espace qu'on comprend mieux tout ce qu'il y a à faire, sur la terre. Et puis, quand on est dans l'espace, ne croyez pas une seule seconde qu'on fasse autre chose que de s'occuper de la terre. Des milliers d'applications dans vos téléphones et dans votre vie courante dépendent de l'espace. S'y trouver, être capable de s'y trouver, n'est pas un petit atout dont nous disposons nous autres Français. Des milliers d'applications, météo, GPS, cartographie, surveillance écologique des traités internationaux, dont nous proposerons la signature le moment venu dans le cadre de cette diplomatie altermondialiste qui vaudra mille fois mieux que ces alliances militaires de l'OTAN et autres contrats d'agression contre tous les peuples à la botte des maîtres du monde. La France devenant une République non alignée. Vous verrez qu'elle sera capable de regrouper et d'être entendue par toutes sortes de peuples et de nations, qui viendront former avec elle des ententes pour faire triompher des points de vue comme celui du tribunal climatique international, du droit mondial à l'accès à l'eau, combien d'autres choses de cette nature, le traité de gestion raisonnée des forêts, que nous pourrons contrôler depuis l'espace. L'espace est au cœur de notre vie, mais !

Il y aura aussi les grandes réformes. si nous ne voulons pas, si nous ne voulons plus, de ce capitalisme débridé sur la Planète Terre, alors nous n'en voulons pas non plus dans l'espace. C'est la raison pour laquelle, si je suis élu, je prendrai la tête d'une initiative pour aller contre la loi qu'ont votée les Nord-Américains, qui alors que l'espace était considéré comme propriété commune de l'Humanité, ont décidé tous seuls, et sans rien demander à personne, que dorénavant tout objet céleste qui passe dans l'univers infini est au premier qui s'en empare, c'est-à-dire la mentalité des conquérants, des surexploitants, des saccageurs, des ravageurs, des gens qui s'approprient tout, contre tous les autres. Oui, nous ferons la bataille politique pour la démarchandisation de l'espace. Oui. Nous ferons la bataille politique pour le désarmement de l'espace, car l'espace doit rester un lieu de paix, on ne doit pas y embarquer des armes, ni pour tirer sur les autres satellites ni pour tirer de l'espace sur la terre, par exemple sur le dépôt de bombes nucléaires. Il faut désarmer l'espace, Monsieur Macron a commis une erreur terrible,

quand, à la suite des États-Unis d'Amérique qui en avaient d'abord décidé le principe, il a créé un état-major de l'espace sans une minute de discussions sur le sujet dans aucune des assemblées de ce pays, sans une minute de réflexion pour savoir si c'était la bonne idée et si il ne fallait pas d'abord commencer par exiger la garantie du désarmement de l'espace.

Il l'a fait comme il a fait tout le reste, parce qu'il l'a décidé tout seul, et que du moment qu'il l'a décidé, alors il pense que c'est bon pour tout le monde et que nous n'avons que le devoir de nous taire en faisant semblant de pas savoir, que nous savons ce qu'il est en train de faire. C'est lui qui a organisé pour la première fois des manœuvres communes à propos de l'espace, avec les Allemands, dont on se demande ce qu'ils viennent faire là, et les États-Unis d'Amérique. C'est lui qui a accepté que l'État-major de l'OTAN sur l'espace soit domicilié à Toulouse et d'où je le prierai de repartir sitôt que vous m'aurez élu. Non, ce ne sont pas des petites questions, ces questions devraient être dans le débat présidentiel, car c'est une des compétences du chef de l'État dans la constitution de la Vème République que cette question de l'armement et du désarmement. Nous autres, français, d'où notre sécurité repose sur la dissuasion nucléaire ? Si depuis l'espace il est possible de repérer les sous-marins français, si depuis l'espace il est possible d'avoir des cibles à terre, alors tout ce que nous avons constitué ne sert plus à rien. Évidemment il faut trouver une autre manière de faire, notamment en matière de dissuasion depuis l'espace. Mais ! de cette mauvaise situation nous pourrions tirer un avantage qui serait de dire à toutes les nations : « À quoi bon stocker six mille ogives nucléaires, Messieurs les Américains ? À quoi bon stocker six mille ogives nucléaires Messieurs les Russes ? Puisque tout ça ne sert plus à rien compte tenu de ce que nous faisons dans l'espace. Alors ! Le désarmement nucléaire pourrait trouver un nouvel élan sur la planète.

Non ne riez pas, non ne souriez pas ! C'est essentiel, un seul fou peut mettre le feu à la plaine, une seule personne peut déclencher le feu mortel après lequel il n'y aura plus de planète, et c'est le devoir de ceux qui ont des responsabilités que d'assumer la gestion saine, lucide, tempérée, de ce genre de situation avec des propositions concrètes. Vous autres, Français, Françaises, je voudrais vous emmener dans cet enthousiasme de la performance dont nous sommes capables au service du reste de l'humanité. La France est une nation capable d'envoyer un objet qui lui-même tire un petit objet qui va sur une patate glacée dans l'univers, qui s'appelait l'Astéroïde « Tchouri », vous devez vous en souvenir, nous savons le faire. Lorsqu'on a tiré le télescope James Web récemment, cela s'est fait avec des fusées d'Ariane-Espace, et quand on a déployé

ces satellites, les Français étaient dans le satellite eux aussi. Les Français sont dans cinq des onze expéditions martiennes qu'il y a aujourd'hui.

Les Français ont le troisième port spatial du Monde. Les Français peuvent s'inscrire directement, ouvertement, à cette page nouvelle de l'Histoire de l'Humanité. Mais au lieu de le faire avec le seul souci d'accumuler pour nous-mêmes, le moment alors viendra où nous, nous dirons à nos frères et sœurs d'Afrique, nous leur dirons "vous vous êtes fait voler le 19e siècle avec l'esclavage, vous vous êtes fait voler le 20e siècle avec la colonisation.

Alors nous autres Français, à cette étape, nous ne voulons aucune autre puissance que la puissance morale, et la puissance intellectuelle, et c'est pourquoi nous proposerons à tout le monde francophone de faire avec nous l'université de l'espace qui permettra à chaque peuple d'accéder aux moyens d'entrer dans l'espace. Ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui sont ainsi concernés. Je vous ai dit donc : regardez-les une dernière fois. Je vous emmène à la verticale. Là, c'est la station Internationale. Là-bas, c'est un satellite de communication. Là c'est la Lune. Celle-là on nous l'a donnée. Les deux autres et quelques autres c'est nous qui les avons créés. Et maintenant on va partir de la verticale, on va aller à l'horizontale, la plus terrible et la plus nouvelle, la plus inconnue jusque-là, l'horizontale de la toile numérique, celle qui dorénavant nous couvre tous, sous tous les horizons, partout dans le monde et à cet instant dans beaucoup de vos poches. Vous-même vous êtes unis à cette toile, par vos cartes bancaires, par votre téléphone portable, vous êtes des points qui composez cette toile, alors c'est le moment de s'intéresser à elle. C'est un espace qui n'existait pas auparavant, et ce n'est pas une raison pour du coup l'abandonner à son sort et se dire « Eh bien, c'est une nouveauté, qu'ils s'en débrouillent ! ».

Pas du tout ! Ce qui est en cause dans cette affaire, c'est évidemment des moyens considérables qui sont mis à la disposition de chacun, de communiquer, de transmettre, d'aider, mais c'est aussi il faut le dire, la possibilité d'une menace, sur notre liberté, et sur notre souveraineté. 90 % du trafic Internet mondial passe par les câbles, alors les Français doivent absolument avoir les moyens de poser eux-mêmes les câbles chaque fois qu'il en est nécessaire, et, si je suis élu, je poserai le câble qui va de la Guyane au territoire de la métropole, et je ne l'abandonnerai pas à la propriété des Nord-Américains.

Peut-être qu'on fera un petit crochet par Cuba pour leur donner un petit coup de main.

Mais, nous avons besoin aussi que l'essentiel des données dont nous disposons soient conservées sur le territoire national, et par des serveurs nationaux, pourquoi ? Trouvez-vous normal que toutes les installations des missiles français soient équipées de logiciels nord-américains ? Trouvez-vous normal que toutes les données de santé, que vous avez, que vous le vouliez ou non, si généreusement accepté de stocker, c'est Microsoft qui s'en occupe ?

Trouve-t'on normal que tant et tant de gens accèdent sans aucune difficulté à une connaissance approfondie qu'aucun d'entre nous en particulier n'a de notre peuple ? Non ! Ce n'est pas normal, et nous voulons en garder la maîtrise. Nous voulons garder la maîtrise de câbles, la maîtrise des serveurs, la maîtrise des évaluations, parce que vous savez que même l'évaluation de l'Éducation nationale c'est Amazon qui s'en charge. Nous voulons relocaliser l'industrie électronique, à commencer par les supports en silicium de l'usine de Ferropem que nous nationaliserons s'il le faut s'il n'est pas possible de la remettre en route instantanément.

Et puis, il nous faut affronter la question de la protection de la liberté individuelle. Et d'abord, équiper tout le pays d'un accès à l'Internet. Ensuite, faire en sorte que chaque personne puisse y accéder, et que les premières quantités soient gratuites. Ce ne sont pas des questions éloignées, ce sont des questions très proches, pour des millions de gens pour qui c'est un casse-tête de ne pas pouvoir accéder à la circulation de l'internet, qui pour remplir ses papiers, qui pour déclarer ses impôts, qui pour faire ceci, qui pour faire cela, parce qu'au nom du fait que l'on veut ménager le papier, parce qu'entretemps tous ces gens sont devenus des protecteurs d'arbres, alors on renvoie les gens vers d'autres consommations, plus coûteuses et plus inaccessibles. Bien sûr, c'est bien que ce soit comme ça, mais alors il faut que tout le monde puisse y accéder.

Nous avons droit à l'anonymat des données, nous avons droit à l'oubli, nous ne sommes pas d'accord pour que des machines conservent le souvenir de chacune de nos transactions, de chacune de nos commandes, que ce soit à la pharmacie ou au supermarché, pendant des années, établissant de chacun d'entre nous une sorte de carte qui lui permet d'en savoir parfois plus sur nous que nous-mêmes et sur nos goûts. Et puis maintenant, je veux venir à cette idée qui une fois de plus surgit seulement sous l'angle de la peur, l'intelligence artificielle.

Il ne faut pas avoir peur de l'intelligence artificielle, il faut se demander à quoi elle va servir. Là aussi ce n'est pas une question lointaine. Il y a dans cette salle des gens qui ont des métiers, comme on dit « de bureau », et on vous annonce que l'intelligence artificielle va vous remplacer

tous... ça reste à prouver, mais bon, il vaut mieux prendre au sérieux ce genre de choses. Mais alors, une fois de plus le problème est fort mal posé.

L'intelligence artificielle va donc permettre d'accomplir certaines tâches à la place des gens. Et bien parfait ! Que va devenir le temps ainsi libéré ? La question est de savoir si les uns vont se l'approprier ou s'il va être partagé, autrement dit, est-ce que le temps libéré va produire encore plus de chômage, c'est-à-dire de l'inactivité forcée, ou bien est-ce qu'il va produire de la réduction du temps de travail ? Et bien nous optons pour la réduction du temps de travail ! Le rétablissement des 35 heures en rendant plus chères les heures supplémentaires, et l'ouverture de la discussion sur les 32 heures, et on continuera comme ça chaque fois qu'il y aura des progrès, parce que le progrès que la machine a produit c'est de soulager la peine de l'être humain pas de l'aggraver.

Or c'est ce qu'ils en ont fait : le progrès technique est devenu un moyen d'aggraver la peine des êtres humains. C'est le monde à l'envers, parce que le capitalisme fonctionne continuellement, sachez-le, sur la gratuité, la gratuité du travail parce que quand vous travaillez 39 heures ou 40 heures, eh bien on ne vous payera pas la valeur des 40 heures de la richesse que vous avez produite. La plus grande partie restera appropriée par le possesseur des moyens de production, je vous fais un petit cours d'économie au passage qui vous fait du bien. Donc ils vivent de la gratuité de VOTRE travail. Il est temps que cela soit réparti sur tous, et qu'enfin la machine produise l'effet qu'on attend d'elle : soulager la peine des êtres humains. La semaine de 35 heures, et la retraite à 60 ans avec quarante annuités.

Nous ne lâcherons pas prise. Il est inutile d'essayer de nous faire peur. « Avec quoi allez-vous financer ça ? ». C'est toujours la question, j'ai regardé dans le journal des débats à l'Assemblée, chaque fois que Jaurès ouvrait la bouche ils lui posaient la même question : « comment financez-vous ça Monsieur Jaurès ? ». Eh bien je vais vous dire : si vraiment je dois faire rustique je commence par du rustique. Vous n'avez qu'à payer les femmes comme les hommes et ça produira un surcroît de cotisations sociales qui permettra de payer la retraite. Vous m'avez cherché, vous me trouvez ! Mais ne vous inquiétez pas, j'ai d'autres idées. Alors à eux de choisir, je passe le râteau ou ils cèdent tout de suite. Parce que s'arranger avec moi est impossible, et je crois que tout le monde l'a bien compris : ça sera 60 ans et 40 annuités.

Et je vais vous dire pourquoi, pas seulement parce que c'est du bonheur de pouvoir à 60 ans avoir la totalité de son temps en temps libre après l'avoir eu toute sa vie en temps contraint, mais aussi parce que c'est une mesure gigantesque d'économie, car lorsqu'on part à la retraite plus tôt, Messieurs les ballots, les benêts, qui nous dites qu'il faut travailler plus longtemps parce qu'on vit plus longtemps, mais est-ce que vous êtes capables de comprendre qu'on vit plus longtemps parce qu'on travaille moins longtemps, parce que le travail use le corps, l'esprit, les nerfs, et donc la retraite à 60 ans c'est une gigantesque économie, premièrement sur le budget de l'allocation chômage, parce que quand vous obligez les gens à travailler jusqu'à 63 ans vous savez aussi bien que moi qu'à partir de 59 ils ne trouvent plus de boulot, et que vous les condamner à se bouffer les ongles pendant quatre ans, au mépris de leurs nerfs, de leur santé... Ensuite, parce que si vous les faites quand même bosser, eh bien ils sont plus fatigués, le corps est plus détruit, l'usure vient, la maladie, et l'on doit évidemment, et c'est normal, la financer inconditionnellement ! Mesdames Messieurs, inconditionnellement !

Parce que Monsieur Macron, qui est un danger public, tellement il est obsédé d'une mentalité de règles économiques complètement dépassées qui sont celles du 20e siècle et peut-être du 19e, a trouvé cette idée que les devoirs venaient avant les droits, mélangeant ce qui est du registre de la vie privée avec le registre de la vie politique. Non, le seul de voir que vous ayez c'est de respecter le droit des autres. C'est donc le droit qui est fondateur de la société politique, pas le devoir. Le devoir c'est pour la famille, c'est pour les relations personnelles. Et pourquoi je vous dis ça ? Pourquoi je fais un peu de philo avec vous ? Parce que les mêmes gros malins sont venus derrière dire : « Ah oui pendant qu'on y est, à propos, ceux qui ne veulent pas se vacciner, est-ce qu'on les accueille quand même dans les services d'urgence ? ». Comment pouvez-vous avoir une idée pareille ? Comment êtes-vous devenus fous à ce point-là, de croire que ça pourrait être une attitude normale d'abandonner quelqu'un à la mort, ou à la difficulté physique ? Ah là là là, quel monde de brutes !

Alors ça, c'était la toile. À cause de moi, comme il y a de la lumière c'est un peu moins immersif que si vous étiez dans le noir. Hein ? Mais quand même ça l'est bien. Alors, la verticalité, l'horizontalité, maintenant le plus beau, la profondeur... Celle qui occupe 70 pour cent de la planète. LA MER !!! THALASSA !! Le cri de l'expédition des 10 000, réapercevoir la mer des mondes, la mer Méditerranée. Regardez-la, regardez sa puissance, sa force. Voilà la porte de sortie du nucléaire qui est devant vous. Elle contient 66 fois l'énergie dont on a besoin à terre. Elle est là pour toujours, la nuit, le jour, avec le mouvement des marées, le mouvement des

courants dans les profondeurs, la circulation de la lune autour de notre planète. La mer, la mer qui commence le cycle de l'eau. Car c'est de la mer que part l'évaporation qui va donner la pluie, la pluie les rivières, les rivières l'eau que nous allons consommer. Tous les êtres vivants à la surface de la planète ont une reproduction différée de cette eau magnifique, celle de la mer. Le bien le plus précieux.

Avec ça sur nos mille kilomètres de côtes pour l'hexagone, avec cinquante éoliennes off-shore on a l'équivalent d'une centrale nucléaire, d'un réacteur nucléaire. Il faut sortir du nucléaire, pas par idéologie, parce que c'est dangereux les gens, et c'est de plus en plus dangereux parce que vous entendez dire qu'à mesure que ces centrales vieillissent, eh bien elles deviennent dangereuses, ça n'a rien à voir avec la valeur des techniciens, des ouvrières et des ouvriers qui les servent, d'ailleurs on les gardera tous parce qu'il n'y a qu'eux qui savent comment démonter un bazar pareil.

Mais nous avons besoin d'en sortir parce que le danger est immense, alors comment ? Eh bien oui il y aura des éoliennes off-shore. Oui, il y aura des machines où l'eau motrice, on sait les faire. Oui, il y aura des machines qui prendront le mouvement du chaud et du froid, le froid qui est au fond, le chaud qui est au-dessus. On a déjà la plus grande machine à faire de l'air conditionné qui fonctionne pour l'hôpital de Papeete dans la Polynésie française, on sait faire tout ça. Eh bien il n'y a plus qu'à s'y mettre. Alors j'annonce que si nous gagnons l'élection il va y avoir beaucoup, beaucoup de boulot à faire. Il va falloir se retrousser les manches tous, et d'abord les jeunes gens se retrousser l'esprit, parce que c'est eux qui vont dans les écoles où on les forme, et qui vont nous mettre au point toutes ces machines, les uns à les concevoir, les autres à les réaliser.

C'est la raison pour laquelle tout notre système va de nouveau reposer sur l'impulsion que va donner la recherche fondamentale sur laquelle on remettra de l'argent, et soit dit par parenthèse on n'en remettra pas que pour les sciences dures on en mettra aussi pour les sciences humaines et les sciences sociales, parce que quand la société va si mal on a besoin qu'on vienne nous aider. Et puis, il nous faut fabriquer et produire ces milliers de cadres intermédiaires sans lesquels il n'existe aucune réindustrialisation possible, ce sont ceux qui passent par la voie professionnelle, les bacheliers professionnels, en métallurgie, en maintenance des systèmes automatisés, etc., etc. Les BTS, les brevets de techniciens supérieurs qui sont l'aristocratie du monde du travail, parce que c'est eux qui sont à la fois dans le savoir-faire et dans le savoir

commander. Bref ! De tous ces gens qui sont la véritable chair vivante de notre pays, capables de le faire avancer, parce que j'entends des tas de gens dire : « Ah oui, faut réindustrialiser », réindustrialiser, mais pour quoi faire ? Il faudrait nous le dire. Ça n'a pas de sens ! C'est exactement comme ceux qui disent : « Il faut un ministère de l'agriculture ! », mais pour quoi faire ? Pour produire quoi ? On voudrait le savoir. C'est bien la raison pour laquelle je propose qu'on se passe de ministère de l'Agriculture, et qu'on fasse un ministère de la production alimentaire, parce qu'au moins ça dit à quoi ça sert, et qu'on veut manger du bon, du propre, du bio.

De la même manière, il faut dire ce qu'on a l'intention de développer, on ne va pas développer tout et n'importe quoi, on ne va pas dire comme disait Monsieur Hollande ou comme répète Monsieur Macron : « C'est l'offre qui fait la demande », « alors je vous propose quelque chose, pas cher évidemment parce que j'ai surexploité les travailleurs et massacré la nature sans rien réparer, je vous le propose à pas cher alors achetez-le ». Qu'est-ce que c'est ? On ne sait pas, une machine à se gratter le dos euh, un truc à mettre des gifles ». Bon je caricature, mais vous comprenez tous ce que je veux dire. D'abord il faut faire face aux besoins élémentaires, les choses dont on a besoin, pour avoir par exemple, un appareil sanitaire autonome où nous fabriquons nous-mêmes ce dont nous avons besoin, et s'il y en a trop on le donnera aux autres, voilà ce qu'on fera ! .

Vous pouvez vous passer de tout, sauf d'eau ! Vous ne pouvez pas, alors il est temps de se rendre compte, que le peuple humain tout entier boit l'eau que tout le monde salit. Hé vous autres, c'est le moment de réaliser : quand vous voyez les Guadeloupéens et les Martiniquais protester comme ils le font à juste titre, qu'on leur a menti quand on leur a dit que ça risquait rien de foutre du chlordécone partout qui est un pesticide dans les plantations, parce que maintenant quand vous faites une prise de sang et que vous trouvez du chlordécone c'est un Guadeloupéen ou un Martiniquais parce que 90 % d'entre eux sont contaminés. Mais vous, est-ce que vous avez bien tous compris, que 90 % et même plus d'entre vous sont déjà contaminés aux pesticides ? Parce que cela a été établi. Et quand on dit le « pesticide » c'est des choses comme glyphosate, qualifié comme « probablement » cancérigène. Et bien que ceux qui veulent en avoir des certitudes, en boivent quelques bonnes lampées, ça les mettra du bon côté. Et pour les autres, non on n'en veut pas il faut comprendre, c'est pourquoi on l'interdira séance tenante. Parce que le pire, les gens, le ministre a dit que j'étais « simpliste » vous comprenez ? Au motif que je ne veux pas mourir. Ça me paraît être un simplisme assez partagé. Je préférerais que mes

arrière-petits-enfants naissent à peu près dans la configuration physique qui est la mienne, ou celle de leur mère.

Et ça me paraît en effet assez simpliste, et bien oui j'assume, ça va être simpliste. Parce que voyez-vous, c'est pas seulement le glyphosate, le problème, c'est que le glyphosate qui est présent chez vous tous, qui est présent dans 90 % des rivières Françaises, le glyphosate il se décompose, et il produit d'autres particules qui sont au moins aussi violentes que lui-même et parfois plus, mais celles-là Mesdames Messieurs, celles-là... on ne les recherche pas ! On ne fait pas d'analyse pour les trouver, et donc on ne sait pas où elles sont et en quelles quantités. Et après ça c'est nous qu'on viendra traiter d'irresponsables, de simplistes qui ne comprennent pas l'économie, parce que nous avons l'idée simpliste que l'économie devrait être au service des êtres humains et pas l'inverse c'est-à-dire pas l'inverse au point de boire du glyphosate et du décomposé dudit glyphosate.

Voilà ! Voilà la situation dans laquelle nous sommes, vous devez protéger l'eau, cette eau-là, avant qu'elle arrive dans la mer, vous devez filtrer les eaux et construire les installations pour ça, avant qu'elles n'arrivent dans la mer. Vous ne devez pas y jeter vos plastiques parce que vous en jetez sans arrêt, pas vous pauvres gens qui n'avez jamais rien de semblable. Il faudra donc non seulement interdire les objets en plastique jetables, mais c'est le plastique lui-même qu'il faut faire reculer pour qu'il ne soit plus produit qu'en toutes petites quantités absolument indispensables. Nous savons faire des produits voisins avec les algues, il y a des brevets qui existent, en Bretagne il y a des entreprises qui savent le faire, donc qu'on ne vienne pas me dire que c'est pas possible. Par contre ce qui est certain c'est qu'au rythme où on va il y aura plus de plastique dans la Méditerranée que de poissons d'ici à 2050, c'est une certitude.

Au train où l'on va on sait déjà que le plastique qui a été jeté dans la mer, partant en microparticules que plus personne ne peut ramasser, part avec l'évaporation, et avec l'évaporation se répand sur les glaciers du Mont-Blanc, s'il en reste, et dans les glaces du Groenland, au point qu'on interdit aux femmes enceintes du Groenland de manger du poisson parce que ces animaux sont remplis de plastique. Voilà le monde qu'ils vous ont laissé ! Voilà le monde qu'ils nous ont fabriqué.

Nous sommes innocents ! Nous n'avons rien à voir avec ce saccage ! Pourquoi faudrait-il que tant de gens en payent le prix, dans leur vie, dans leur santé, dans leur chair, dans celle de leurs

enfants ? Justice pour nous tous, une écologie pratique et sans compromis ! Allez la régie, soyez sympas, laissez-moi la mer, pour la dernière partie de mon propos.

Vous vous imaginez la première fois qu'ils sont arrivés au bord de ça ? Alors les petites bandes humaines, les êtres humains ne dépendent d'aucun biotope, c'est comme les rats et les cafards. C'est plus sympathique à notre avis, mais un rat pourrait dire les choses autrement. Et alors ils se sont déplacés, enfin bref les immigrés, ils ne savaient pas que c'était une mauvaise idée, on ne leur avait pas dit, et ils allaient chaque fois un peu plus loin, et chaque fois qu'ils arrivaient quelque part eh bien patatras ! C'était plus ce qu'ils avaient fait avant. Alors on inventait des choses et des techniques, les unes raisonnées, les autres par hasard, et puis quand on savait faire, eh bien on l'enseignait à la génération suivante, si bien que l'émigration a été le facteur numéro 1 de progrès, dans l'histoire de l'Humanité. Je le rappelle, juste pour qu'on s'en souvienne, hein.

Après, Madame Le Pen va dire : « Monsieur Mélenchon, il veut que tout le monde vienne ». Non, mais ce qu'elle n'a pas compris c'est que personne ne veut venir, d'abord parce qu'elle est là, et ça dégoûte tout le monde, et deuxièmement parce que les gens ils ne viennent pas là par plaisir, il faudrait que l'on lui explique un jour. Ceux qui ne sont pas nés avec une cuillère d'argent dans la bouche comme elle, et les autres, ils s'en vont parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, et moi ce que je propose c'est qu'ils n'aient plus besoin de s'en aller, parce que j'en ai marre que la Méditerranée soit le plus grand cimetière du monde, avec 30 000 qui ont déjà disparu.

Alors, on a vu, la hauteur, la profondeur, l'horizontale, et maintenant il y a nous, nous les êtres humains, qui sommes titulaires depuis la Grande Révolution, de droits imprescriptibles, mode qui s'est répandue à toute l'Humanité. La Grande Révolution de 89, pourquoi elle nous est si chère ? Et pourquoi nous tous, de génération en génération, nous devons en porter le souvenir et les noms illustres ? Parce que c'est la Révolution de notre Liberté. C'est celle qui a prouvé le fait que chaque être humain était semblable à l'autre, et que donc il avait des droits égaux. Un jour j'ai demandé à un scientifique, un professeur de Fac, je lui dis : « toutes ces révoltes d'esclaves qu'il y avait ici, là, comment expliquez-vous qu'il n'y ait pas eu un embrasement général de tous à la fois ? ». Et ce professeur m'a dit : « Monsieur Mélenchon, pour qu'une idée puisse devenir une force matérielle de cette amplitude il faut qu'elle soit portée comme un droit commun, c'est-à-dire qu'on défend sa dignité et son égalité, quand on sait que la dignité et

l'égalité est un droit de chaque personne humaine et pas seulement de celui qui commande, de celle qui possède ».

Répandez l'idée d'égalité, et vous répandrez l'idée d'égalité des droits, de similitudes entre les êtres humains. Semblables, ça ne veut pas dire identiques, « semblables » ce sont les mots terribles que j'ai vus inscrits sur la charte de ces pauvres gens de Champagne dans la Haute-Saône qui demandaient qu'on arrête en 1766 de faire de l'esclavage, parce qu'on leur avait dit qu'il y en avait. Ils disaient : « ce sont nos semblables », le mot semblables claque comme un drapeau. Nous sommes les semblables, et d'abord les semblables de tous les pauvres gens qui ne peuvent se défendre, qui n'ont pas de voix, qui sont humiliés, qui sont radiés, dont on détruit les pauvres couvertures. C'est nous qui les portons sur notre dos à cet instant.

Alors il y a une règle de fer dont tout le monde doit se souvenir. La déclaration, il est écrit dessus « Déclaration des droits de l'Homme », ET du citoyen, parce qu'il n'y a aucun droit qui vaut quoi que ce soit sinon un vœu pieu s'il n'y a pas des gens pour le faire respecter, et le faire respecter c'est exercer le pouvoir, et exercer le pouvoir c'est la citoyenneté. Voilà pourquoi c'est la règle numéro 1. Il y a toujours des gens pour vous dire : « on verra après ». Non on ne verra pas après, on verra tout de suite. C'est pour ça qu'on va convoquer une Assemblée constituante. C'est pour ça qu'on va passer à la 6e République. C'est pour ça qu'on appliquera le droit de révoquer les élus lorsque vous estimez qu'ils vous ont trahis. Alors Dupont-Moretti a dit : « Ah ah, vous êtes en train d'inventer le mandat impératif, un élu doit pouvoir... » – il doit pouvoir quoi ? Quand on a écouté la fin de son discours, ça voulait dire « un élu il a le droit de pouvoir de faire exactement le contraire de ce que veulent les gens sans que ceux-ci ne puissent rien contre lui ». On n'est pas d'accord ! Nous voulons marier la stabilité des institutions qui est nécessaire pour gouverner une grande société nombreuse comme la nôtre, et, le pouvoir d'intervention permanent du peuple, à travers des institutions nouvelles comme, le référendum d'initiative citoyenne, le référendum révocatoire. C'est à ce prix que vous pouvez vous dire libre, sinon vous ne l'êtes pas.

Et en ce moment, vous êtes en train de vous en rendre compte, quand vous allez ici et là et qu'il vous faut sortir votre pass sanitaire, qui ne sert strictement à rien d'autre qu'à vous contrôler et qui ne protège personne de rien du tout, qui est devenu entretemps, sans doute aujourd'hui, j'aurai pas le temps de rentrer assez vite, le passe vaccinal, tout ça ne sert à rien. Et alors à déclencher des situations dont je vous demande de partager l'humour, imaginez que dans tel

restaurant où on a besoin de monde, on demande à un travailleur qui par ailleurs s'avère être sans papiers de contrôler les pass sanitaires des gens qui rentrent, et, pour faire plaisir à Monsieur Macron afin d'éviter les fraudes, de vérifier la carte d'identité. Par exemple d'un policier qui, comme c'est bien son droit, et que c'est le week-end sort avec sa dame, ou la dame avec le Monsieur, et vont au restaurant, et se font contrôler par quelqu'un qui leur dit : « montrez-moi le pass sanitaire », et que l'autre répond : « mais pas du tout, je vous le montrerai pas, d'ailleurs vous avez une tête suspecte vu que bon... hein, pas la peine que je vous dise ».

Et alors l'autre insiste et lui dit : « écoutez Monsieur, je ne vous connais pas, moi c'est mon boulot, je contrôle, hein », et alors le gars lui dit « Ah, mais vous savez pas que nous autres, policiers, on n'a pas besoin de pass sanitaire ? Parce que Monsieur Darmanin nous en a exemptés ». Voilà la société des Ubu, c'est n'importe quoi ! Mais en attendant, continuellement vous êtes contrôlés, continuellement surveillés, et quand on leur dit c'est la société du contrôle généralisé ils nous disent : « Ah oui, mais un peu moins de liberté pour plus de santé », eh bien vous ne serez pas en meilleure santé parce que vous êtes moins libre, faites-moi confiance. Si vous n'avez aucune possibilité d'examiner ce qu'on est en train de vous faire et ce à quoi on veut vous contraindre. Alors ! Je ne peux pas aller vers ma conclusion puisque... je veux remercier les chaînes d'information en continu qui me rediffusent, sans vous parler de ceux qui agitent le Landerneau. J'ai beau prendre le problème par le bout que je veux, et dire matin, midi et soir que je ne suis pas concerné par les aventures du centre gauche et leurs disputes internes, on continue à me poser des questions, et c'est sans arrêt. Et sans arrêt je viens je dis « Alors, le désarmement spatial ? » – Oui, mais Madame Taubira ? Remarquez ça me change. Avant c'était : « Et la sécurité ? » – Mais où ? – Et bien la sécurité en général Monsieur Mélenchon, ou bien « la Russie ». Parce qu'il paraît que je suis suspect. Je suis le seul homme politique qui dit que les Russes sont des partenaires, donc ça me rend suspect à tous les amis de l'ambassade des États-Unis à Paris. Mais pourtant je suis le seul homme qui ait été à Moscou, rencontrer le président du Front de Gauche, Sergueï Oudaltsov, un opposant qui s'est tapé quatre ans et demi de prison. Alors c'est vrai, je ne suis pas allé voir l'antisémite Navalny, je suis allé voir Oudaltsov.

Bref ! Ça me change. Nous ne sommes pas concernés par les mésaventures du Centre-Gauche, et nous n'irons pas nous disputer avec eux parce que nous ne sommes pas concernés par la compétition entre le Parti Radical de Gauche de Madame Taubira, et le Parti Socialiste de

Madame Hidalgo. Pendant des années ils ont été alliés, ils s'en débrouillent, mais s'il vous plaît respectez-nous, laissez-nous faire campagne, convaincre des gens.

Quel est le sérieux de gens qui prétendent être une force gouvernementale, et qui 80 jours avant l'élection n'ont aucune certitude ni sur le candidat ni sur le programme. Oh là là là ! Écoutez-moi, faites confiance à une tortue électorale sagace comme moi. Rien ne sert de courir, il faut partir à point. Et j'ai déjà épuisé quelques lièvres, hein. Je vais avec vous mon chemin, tout doucement, au milieu des menteurs, des sarcasmes, des sondeurs qui ne sondent que leurs amis, et qui ont écarté le milieu populaire, puisqu'ils ne les comptent pas dans le résultat du sondage parce qu'ils ne sont pas sûrs d'aller voter. Et comme tous les jours ils leur montrent que de toute façon vous faites ce que vous voulez, il pleut, il neige, il vente, vous êtes vacciné, dévacciné, revacciné, vous rentrez, vous sortez, vous avez un masque vous l'enlevez, vous mettez un test, vous le reposez par terre, votre gosse, etc., bref ! Quoiqu'il arrive, de toute façon monsieur Macron est certain d'être réélu, paraît-il.

Mais hé hé hé hé ! À force de répandre de la désespérance... j'ai oublié les autres-là qui s'outragent, alors encore pire ceux-là : « tout est perdu si nous ne sommes pas unis ! ». Pardon c'est si nous sommes unis que tout est perdu. Comment je fais, moi, pour faire l'union qui ne soit pas la confusion ? Alors je suis venu vous voir avec toute l'équipe qui est là, et on vous a dit on va faire la retraite à 60 ans avec 40 annuités, mais Madame Hidalgo elle a dit qu'elle veut « sanctuariser » la retraite à 62 ans, que c'est même pas elle qui l'a inventée c'est Sarkozy, les 43 annuités par contre c'est elle et son copain Hollande. Alors je vais faire avec eux quoi ? Alors on va discuter, 40 ans, 42, 41, non 41 et demi, parce qu'alors eux ils peuvent passer des heures à ça, hein. Nous ça nous fatigue, on préfère faire, avancer drapeau et musique en tête et on avance, voilà.

Mais, à force il y a des gens que ça désespère, et je voudrais dire que je les comprends, parce que moi aussi j'ai appartenu à une génération où on s'est battu pour l'union. Mais à l'époque l'union c'était le changement, tu faisais l'union pour avoir ta retraite à 60 ans, et quand on y allait avec les cocos au porte-à-porte, alors les gens nous disaient « Ah c'est bien, c'est bien vous êtes jeunes, vous y croyez, ça sera pas pour nous ! » Eh bien si, ça a été pour eux. Donc là si ils votent pour nous ça sera pour eux, pour tout le monde. Donc, c'est pas d'union dont on a besoin, c'est de clarté et de mobilisation populaire. Vous ne pouvez pas mobiliser si vous

donnez l'impression que vous êtes un menteur, qui va ensuite arranger ses carabistouilles dans un coin avec ses copains des autres partis. Je ne suis pas leur copain !

Que cela soit dit une bonne fois pour toutes ! Mais ! Mais ! Comme j'entends ceux qui disent : – mais alors quoi vous voulez voir personne ? Enfin, écoutez quand même il y a un parlement d'Union Populaire, il y a des gens très divers là-dedans. On leur demande pas hein ! ce qu'ils pensent, avant, s'ils sont marxistes, s'ils sont chrétiens, s'ils sont musulmans, c'est pas le sujet. Le sujet c'est si on est d'accord sur le programme et sur ce qu'on va faire ensemble, on est d'accord, très bien on avance ! Alors, je demande aux gens, aux électeurs, des femmes et des hommes des milieux populaires, alors cette fois-ci il faut vous bouger, d'accord ? Si vous aidez pas, eh bien ça va pas se faire tout seul. Et nous on peut pas tout porter sur notre dos.

Donc c'est votre tour de vous y mettre. Et si vous me mettez au deuxième tour, si vous me redonnez la force que vous m'avez donnée la dernière fois, pas plus, sept millions de voix. Si vous me donnez cette force comme candidat, et que vous la donnez en même temps parce que c'est moi, au programme l'Avenir en Commun, alors vous mettez de l'ordre, alors vous disperserez la confusion, parce que moi je prends l'engagement, après avoir consulté mes amis qui en sont tous d'accord, que si nous arrivons au deuxième tour, nous accueillerons tous ceux qui veulent participer à la mise en œuvre du programme, et nous sommes d'accord pour en discuter de la forme d'application. Mais on fera l'union, et on saura pour quoi faire. Si vous voulez épargner à tous ces gens la souffrance du ridicule, la souffrance de leurs polémiques interminables, eh bien regroupez-vous avec nous, et moi au deuxième tour j'en fais mon affaire. Vous verrez que j'aurai pas trop de mal à les convaincre, je les connais. Ne vous laissez pas impressionner par la campagne de déprime : – tout est perdu ! Ça ne sert à rien ! Et quand vous voyez courir à vous des chaînes de télévision, tout à fait respectables, qui viennent vous dire : — Vous ne croyez pas que l'union est indispensable ? Ah comme ça nous fait du bien de voir le Figaro se soucier de l'union de la Gauche.

Et le bonheur de voir telle grande chaîne se préoccuper de savoir si vraiment je vais pouvoir m'entendre avec Christiane Taubira, je m'entends très bien, je la connais, c'est une femme très sympathique, il se trouve qu'on est pas tout à fait d'accord, mais ça n'empêche pas qu'on se supporte bien, c'est pas le sujet, pourquoi ils viennent me saouler avec ça ? Pour arriver à dire : « Vous comprenez, c'est leur faute » regardez-les ils sont ridicules ! Nous n'avons rien à voir avec ça, je le redis encore une fois, nous n'avons rien à voir avec ça, notre proposition est claire,

on se retrouve parce que les Français l'auront décidé. Si vous décidez de me mettre au deuxième tour c'est que vous savez où vous voulez aller, pas seulement vous qui êtes dans cette salle, parce que vous avez déjà votre idée sur le sujet, mais tous les autres. Et à ce moment-là on fera ce qu'on sait qui est attendu par le grand nombre du peuple français, c'est à dire faire le programme et puis discuter de tout ça, voilà.

Bon, 59 minutes, mes collaborateurs vont apprécier j'espère. Ça fait trois jours qu'on enlève des choses au discours. Parce que vous savez, un discours, le problème c'est pas ce qu'on va dire, c'est ce qu'on va pas dire. Parce que là je peux rester trois heures si vous voulez. – Résistance, Résistance ! Résistance Mélenchon président ! etc. Alors les gens, faut que je termine mon travail. J'ai d'autres rendez-vous pour vous. Déjà si vous aimez les choses qui sont un peu surprenantes, le 5 avril je vous redonne rendez-vous dans 6 villes à la fois parce que ça sera le retour de l'hologramme. Mais avant ça... je ne sais pas comment je vais m'habiller pour le prochain hologramme, faut avoir une tenue claire, moi je trouve que ça habille moins chic la tenue claire. C'est peut-être parce que... il rigole là, il va mourir de rire. Hé, je ne sais pas, peut-être que c'est parce que je suis gourmand que j'ai un doute, sur la tenue claire, qu'est-ce que vous en pensez ? Mais vous êtes en clair, vous. Ouais ben ça vous va, vous. Ah bien vous profitez moins que moi, voilà, c'est tout. Alors, ça m'a éloigné du sujet, hein. Le plus im... vous allez voir que non, le plus important, on se retrouve avant, il va y avoir des meetings partout, et des réunions publiques.

En ce moment il y en a deux par semaine, parfois trois, qui ont lieu dans tout le pays, on est assez contents parce que il y a pas mal de monde qui vient, en tous cas un nombre supérieur à ce qui se voit en tout autre circonstance, donc c'est le signe qu'en ce moment c'est en train de frémir, hein. Alors évidemment il y a toujours les petits bourgeois qui ne sont pas contents de Monsieur Mélenchon parce qu'il a mauvais caractère bla bli bla bla, comme on leur a dit matin, midi et soir, hein, ils le croient. C'est pas que faux, mais c'est pas que juste hein il y a les deux.

Non, mais à la fin c'est fatigant, quoi. Chaque fois qu'il y en a un ou une qui arrive, il dit : – je ne suis pas d'accord avec lui sur tout ! Bien moi non plus je ne suis pas d'accord avec tout, hein ? Et ça ne m'empêche pas de le faire. Mais c'est pas la peine de dire, de dire voilà, des mimiques, des réserves, c'est pas le sujet, c'est ça qui nous réunit, voilà c'est le programme. Alors, le 20 mars, à pied, à cheval, en voiture, à bicyclette, à quatre pattes, sur le dos du copain, rendez-vous à Paris pour la grande marche pour la sixième République et le partage des

richesses. Je note ceux qui applaudissent, hein. Il faut que vous soyez tous là, vous savez pourquoi ? Parce que comme vous êtes là déjà, et vous avez fait l'effort tous d'être là, même que certains d'entre vous sont arrivés pile à l'heure pour être sûrs d'être dedans. C'est bien, mais vous donnez une énergie, à moi d'abord, aux copains qui sont là aux premiers rangs, vous donnez une énergie à nous, vous donnez de l'énergie à tous les gens qui vous voient, parce qu'ils se disent : « Ah, eh bien je savais bien qu'on n'avait pas disparu ». Nous revoilà, nous sommes la grande force, vos visages sont très différents : des hommes des femmes, des jeunes des vieux, toutes les couleurs sont là.

La France, non, la France n'est pas un pays raciste, non la France n'est pas un pays d'égoïstes, la France c'est eux, et ça donne du courage à des tas de gens de vous voir. Donc, quand ils vont vous voir déferler le 20 mars, dans la rue pour la 6e République, on sera à quelques jours de l'élection, vous allez donner du courage, de l'enthousiasme, vous donnerez de l'élan à ceux qui hésitaient, c'est à ça que ça servira. Et puis vous autres qui avez de la culture au point que vous êtes là dans cette salle, vous vous souviendrez à jamais de ceux qui nous ont précédés dans le combat, les communardes et les communards qui avant nous ont tracé la voie d'une société d'égalité, en résistant à l'invasion. Ah, c'est une fin dure et terrible que la leur, mais ils n'auront pas souffert pour rien, ils n'auront pas ouvert le chemin pour rien, puisque nous voilà, puisque nous sommes toujours là, que nous sommes leurs enfants, leurs héritiers, nous portons leurs mannes et leurs paroles à cet instant,

Et c'est pourquoi j'achève avec Louise Michel. La communarde, courageuse, ils la jugent ! Alors bon ça ne se faisait plus, un mois après, de fusiller les femmes. Alors le juge, hésite, et elle lui dit : – mais pourquoi vous hésitez ? Je suis une communarde et je vous ai tiré dessus.

Alors si vous assumez ce que vous êtes et ce que vous êtes en train de faire, fusillez-moi !

Et c'est l'autre qui s'est dégonflé. Alors ils l'ont déportée elle au bagne, en Nouvelle-Calédonie, et au bagne en Nouvelle-Calédonie, en 1878 il y a eu d'énormes révoltes, des Canaques contre l'occupation, qui étaient là. Et à ce moment-là, tous les Européens ont pris les armes pour tirer sur les Canaques, sauf Louise Michel, parce qu'elle avait été institutrice des petits Canaques, et qu'elle a dit : – nous sommes semblables en humanité, je ne vous tire pas dessus. Voilà la leçon de courage inflexible, qu'il faut porter en nous, que nous donne cette femme-là, et c'est avec ça que je finis. – Chacun, dit Louise Michel, chacun cherche sa route.

Nous cherchons la nôtre, et nous pensons que le jour où le règne de la Liberté, de l'Égalité, et de la Fraternité, sera arrivé, le genre humain sera heureux.

Vive la République !